

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La question de l'indépendance de l'Autriche pour la
France et la Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres.

Par

Audrey Désautels

Département d'Histoire

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise
en Histoire contemporaine

Décembre, 2007

© Audrey Désautels, 2007



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La question de l'indépendance de l'Autriche pour la
France et la Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres.

Présenté par :
Audrey Désautels

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

M. Samir Saul
Président-rapporteur

M. Paul Létourneau
Directeur de recherche

M. Carl Bouchard
Membre du jury

01 AVR. 2008

Résumé en français :

Lorsqu'en 1918-1919, par les traités de paix, la France et les puissances victorieuses interdirent en premier lieu l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, elles le firent contre le désir même de la population, afin de préserver le nouvel équilibre européen et de maintenir le principe de sécurité collective nouvellement instauré. Seulement, cet interdit imposa à la nouvelle République autrichienne une situation économique difficile, dépendante du contrôle des puissances étrangères. À partir de 1919, cette aide et mainmise étrangère se retrouvait assujettie d'une condition première : le maintien de l'indépendance autrichienne. Successivement, les protocoles de Genève, le pacte de Locarno, les prêts de 1931 suivant la tentative d'union douanière austro-allemande et le prêt de Lausanne démontrèrent cet état de fait. En retour, à chacune de ces interventions étrangères, l'Autriche vit sa souveraineté réaffirmée, son indépendance garantie.

Cependant, en juillet 1934, lors de la première tentative de *putsch* nazi à Vienne, lorsque l'intervention extérieure fut la plus nécessaire, vitale même, pour l'Autriche, seule l'Italie s'opposa à la menace allemande. Quant à la Grande-Bretagne et à la France, la puissance occidentale pour qui l'indépendance autrichienne s'affiliait à son besoin premier de sécurité, elles se contentèrent d'une vague réplique diplomatique. L'Autriche ne faisait plus partie de leurs intérêts immédiats. L'Allemagne hitlérienne pouvait alors débiter son plan d'annexion de l'État autrichien, sans craindre une intervention extérieure.

Le « front de Stresa » d'avril 1935 fut la dernière tentative des puissances occidentales afin de démontrer leur appui à l'indépendance autrichienne. Seulement, les engagements fermes et précis de 1919 avaient alors cédé la place à de vagues déclarations communes, à un engagement non à agir, mais bien à se « consulter » en cas de menace allemande envers l'Autriche. De plus, ce front s'effondra dès les mois suivants, les intérêts des puissances garantes se tournant vers d'autres priorités immédiates. L'État autrichien se retrouvait dès lors complètement isolé et abandonné. Les choix politiques qu'il allait ensuite adopter, dans la voie d'une politique allemande, ne feraient que précipiter son annexion à l'Allemagne hitlérienne, l'*Anschluss* du 12 mars 1938.

Mots-clé : *Anschluss* – Autriche – Allemagne hitlérienne – politique internationale – Seconde Guerre mondiale – « front de Stresa » – pangermanisme – puissances occidentales.

Résumé en anglais :

In 1918-1919, through the peace treaties, France and the victorious powers forbade for the first time the annexation of Austria by Germany against the will of the population in order to protect the new European balance and maintain the recently established principle of collective security. Only, this prohibition imposed on the new Austrian Republic a difficult economic situation, dependent on the control of the foreign powers. From 1919, this aid and foreign intervention was dependant on a first condition: the preservation of the Austrian independence. Successively, the protocols of Geneva, the pact of Locarno, the loans of 1931 following the attempt of austro-German customs union and the loan of Lausanne demonstrated this established fact. In return for each of these foreign interventions, Austria saw its sovereignty reaffirmed, its independence guaranteed.

However in July 1934, during the first attempt of Nazi *putsch* in Vienna, when outside intervention was most necessary, most vital even, for Austria, only Italy opposed the German threat. As for Great Britain and for France, western powers for whom the Austrian independence met its first requirement for security, they contented themselves with a vague diplomatic replica. Austria was no more a part of their immediate interests. Nazi Germany could then begins its plan to annex the Austrian State, without fear of outside intervention.

The "front of Stresa" of April 1935 was the final attempt of western powers to demonstrate their support for Austrian independence. However the firm and precise commitments of 1919 had then given up the place to vague common statements, to a commitment not to act, but indeed "to consult itself" in case of German threat to Austria. Furthermore, this front collapsed over the next months, the interests of the powers guarantors turning to other immediate priorities. The Austrian State found itself from then on completely isolated and abandoned. The political choices that Austria would then adopt by way of German policy would only precipitate the Austria's annexation by Nazi Germany, the *Anschluss* of March 12th, 1938.

Keywords: *Anschluss* - Austria - Nazi Germany - international politics - Second World War - " front of Stresa " - Pan-Germanism - western powers.

Table des matières

Page d'identification du jury	ii
Résumé et mots clés en français	iii
Résumé et mots clés en anglais	iv
Liste des sigles et abréviations	vii
Remerciements	viii
Avant-propos	ix
Introduction	1
 <u>Chapitre 1 : Du traité de Saint-Germain à la première tentative d'union douanière</u>	 10
1.1 L' <i>Anschluss</i> - les traités de paix et la libre-disposition des peuples	12
1.2 L'article 88 et le désir du peuple	15
1.3 Les protocoles de Genève	17
1.4 La rupture de l'entente franco-britannique	19
1.5 La détente franco-allemande et le pacte de Locarno	21
 <u>Chapitre 2 : De la crise financière à l'avènement de Dollfuss</u>	 25
2.1 La tentative d'union douanière de 1931 et l'effondrement de la <i>Kreditanstalt</i>	26
2.2 La situation intérieure autrichienne et le sentiment pangermaniste	30
 <u>Chapitre 3 : L'Autriche de Dollfuss : la voie italienne</u>	 33
3.1 L'emprunt de Lausanne	34
3.2 Le gouvernement Dollfuss et l'ingérence national-socialiste	36
3.3 La voie autoritaire	38
3.4 La voie italienne	41
3.5 Le soulèvement de février 1934	44

3.6 La tentative de putsch nazi du 25 juillet 1934	45
3.7 La participation allemande	48
 Chapitre 4 : L'Autriche de Schuschnigg : vers la voie allemande	52
4.1 La création et l'effondrement du « front de Stresa »	54
4.2 La remilitarisation de la Rhénanie	58
4.3 Les réactions - la Grande-Bretagne	59
4.4 Les réactions - la France	62
4.5 Le gouvernement Schuschnigg et la position de l'Autriche	63
4.6 L'Accord austro-allemand du 11 juillet 1936	65
 Chapitre 5 : À la veille de l' <i>Anschluss</i> : les derniers moments	69
5.1 La rencontre de Berchtesgaden – le chantage hitlérien	70
5.2 La politique de dissimulation	74
5.3 Schuschnigg – la capitulation	76
5.4 Le plébiscite – le dernier espoir	79
5.5 Schuschnigg – le rapprochement trop tardif	82
 Chapitre 6 : L' <i>Anschluss</i> : la disparition de l'Autriche	85
6.1 L'invasion de l'Autriche – le prétexte allemand	86
6.2 Résister ou capituler – le dilemme autrichien	90
 Chapitre 7 : L' <i>Anschluss</i> : l'abandon de l'Autriche	93
7.1 La politique française	93
7.2 L' <i>appeasement</i> britannique	97
 Conclusion	101
 Bibliographie	109

Liste des sigles et abréviations :

- B.R.I. _____ Banque des Règlements Internationaux.
- NSDAP _____ *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei.*
- S.D.N. _____ Société des Nations.
- S.S. _____ *Schutzstaffel* - escouade de protection.

Remerciements :

Mes plus sincères remerciements à ma famille, mon soutien de tous les instants. Je vous remercie grandement d'avoir accepté de me sacrifier de précieux mois à la réalisation de ce projet. Un merci particulier à Nicolas, qui a agrémenté mes chapitres de ses remarques et commentaires toujours pertinents concernant cette patrie de Sissi... Et à Christophe, mon espoir des derniers instants.

Mes remerciements à tous ceux qui m'ont appuyée dans cette laborieuse recherche dans les documents diplomatiques, aux amis et employés de la bibliothèque qui m'ont aidé à transporter ces nombreux et lourds volumes!

Pour terminer, mes remerciements à mon directeur de recherche qui m'a communiqué mieux que quiconque la passion des recherches et l'intérêt envers l'exotisme autrichien, aux étudiants et membres de l'université qui ont répondu à mes nombreuses interrogations et qui m'ont guidée à travers les dédales administratifs d'une remise de mémoire...

Pour terminer, merci à mon ange, qui toujours, où qu'il soit, est à mes côtés...

Avant-propos

La période relative à l'*Anschluss* traitée dans cette présente étude, soit du traité de Saint-Germain de 1919 à l'annexion de 1938, demeure une période peu abordée par les historiens contemporains. En effet, dans l'ombre de l'Allemagne et des questions de réarmement, de réparations et de sécurité collective, le poids d'une petite puissance comme l'Autriche semble négligeable. Il n'est donc pas surprenant que les études qui lui furent consacrées soient bien modestes par rapport à celles qui portent sur le « géant allemand ».

De plus, l'Autriche n'a connu que peu de troubles internes, causés pour la plupart par des membres du mouvement national-socialiste, dirigés d'Allemagne. Aussi, son histoire au cours de cette période ne comporte pas de développement de conscience ou d'identité nationale qui présenterait un sujet de recherche particulier. Par conséquent, pour l'étude des deux décennies précédant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire autrichienne est demeurée de moindre intérêt pour ceux qui tentaient d'expliquer l'avènement de ce conflit. Or, bien au contraire, les événements de mars 1938 et des mois précédents ont formé une période charnière au déclenchement de la Guerre en 1939.

L'*Anschluss* fut la première conquête extérieure de la politique expansionniste hitlérienne, sa première prise d'un État étranger, sa première pratique en quelque sorte pour ses plans futurs. Bien que les desseins allemands fussent connus des délégations étrangères, ce que démontre bien l'étude des *Documents diplomatiques français* et des *Documents of British Foreign Policy*, les deux puissances européennes n'opposèrent aucune résistance significative à l'annexion de l'Autriche par la force, ce même État dont l'indépendance demeure un des points centraux des traités de paix de 1918-1919.

Ainsi, du premier statut d'État protégé, l'Autriche fut moins de deux décennies plus tard abandonnée par ces mêmes puissances qui avaient compté sur le maintien de sa souveraineté pour garantir la sécurité collective et la paix européenne. En moins de vingt ans, l'Autriche ne comptait plus dans leurs intérêts immédiats. Disparu dans son

entité durant des années, l'État autrichien allait réapparaître ensuite dans un désir des Occidentaux de recréer un équilibre en Europe centrale. D'un pays qui avait cessé d'exister, l'Autriche deviendrait un pays occupé, divisé.

En observant les démarches faites par les Alliés dès 1918 afin d'imposer leurs garanties pour prévenir un éventuel *Anschluss*, il est permis de s'interroger sur les raisons qui les ont finalement décidées à ne pas intervenir lorsque cet événement fut finalement exécuté par la force. Ce sera donc le propos de cette étude, de se pencher sur la question de l'indépendance de l'Autriche durant la période de l'entre-deux-guerres, à savoir comment, du statut premier de protégée, l'Autriche s'est retrouvée livrée à l'hitlérisme expansionniste en Europe centrale. Je tenterai d'expliquer cet abandon graduel par les grandes lignes de la politique internationale de cette période, du point de vue de la France et de la Grande-Bretagne principalement.

Pour mener à bien cette étude, j'ai d'abord exploré les *Documents diplomatiques français* déjà publiés, qui couvrent la période entre 1932 et 1939, afin de faire ressortir sur une base quotidienne, premièrement l'importance de la question autrichienne dans les milieux décisionnels, puis l'évolution des perceptions des délégués locaux et des gouvernements étrangers sur un problème d'ordre international. Ensuite, l'étude fut étendue à des articles, des actes de colloque et de rencontres scientifiques sur les relations franco-allemandes et franco-autrichiennes s'intéressant également à la politique de sécurité française. Pour terminer, j'ai consulté diverses publications générales de l'histoire française de cette période.

De plus, je me suis également penchée sur les *Documents of Foreign Policy*, ainsi que sur des publications concernant la politique britannique d'*appeasement*. Ces parutions, bien que moins complètes que celles de la France, ont permis de bien cerner la politique britannique au sujet de l'Europe centrale.

Les ouvrages et articles historiques traitant de l'histoire de l'Autriche, de l'*Anschluss* et des liens entre l'État autrichien et les autres puissances européennes furent principalement approfondis. De plus, certaines sources furent ajoutées, dont les écrits de Kurt von Schuschnigg, chancelier autrichien de 1934 à 1938, de G.E.R. Gedye, journaliste et correspondant britannique, et de Gabriel Puaux, ministre français

à Vienne, afin d'offrir une perception directe des événements chez chacun des observateurs concernés, qu'ils soient Autrichiens, Britanniques ou Français.

Toutefois, quelques études et sources publiées uniquement en langue allemande font défaut à cette recherche. Certaines analyses d'historiens les ayant traitées ont été ajoutées à cette présente étude afin de compenser pour l'insuffisance personnelle en langue allemande. Par conséquent, ce mémoire présente quelques lacunes que seule l'étude directe de documents autrichiens et allemands aurait pu combler.

À ce manque, un second doit être ajouté, soit l'aspect économique dans les relations internationales concernées par cette recherche. La scène européenne, surtout entre 1935 et 1939, fut dominée principalement par des desseins « politiques ». Le rôle des mobiles économiques, bien que présents, ne demeuraient que secondaire dans la politique expansionniste hitlérienne. En effet, les nécessités économiques ne furent jamais invoquées par Hitler pour justifier les buts de sa politique extérieure. C'était donc principalement une « volonté de puissance » qui dominait la politique allemande et contre laquelle les puissances devaient lutter. La question était celle d'un « rapport de force » et non d'une balance économique. Malgré que le sujet soit d'importance, l'inclusion de l'aspect économique dans ces relations internationales aurait doublé la portée de cette étude, et mériterait à elle seule une vaste recherche particulière.

L'historiographie concernant l'*Anschluss* de 1938, du moins celle parue avant les années 1970, démontre un souci de présenter l'Autriche comme naïve et faible, selon le constat simpliste que les Autrichiens « ne furent que des victimes, rien que des victimes ».¹ Les auteurs Gordon Brook-Shepherd et Jürgen Gehl s'inscrivent dans cette voie. Par la suite, certains historiens, par souci révisionniste, ont tenté de la présenter plutôt comme une participante à la politique nazie, volontaire et désireuse de l'annexion. Les premières études de Felix Kreissler et de Radomir Luza avancent ce point.

¹ MOLT, H. « La politique d'annexion nazie était-elle une continuation de la politique autrichienne de Weimar? » dans *L'Anschluss, une affaire européenne*, Rouen, Centre d'études et de recherches autrichiennes, 1991, p. 27.

De plus, pour certains historiens, l'*Anschluss* serait survenu par manque d'identité, de conscience nationale autrichienne. Certes, cela est possible, et Felix Kreissler y consacre une étude des plus complètes.² Seulement, je tenterai d'explorer une nouvelle possibilité. Cette présente recherche tentera de démontrer que l'Autriche ne fut ni une victime naïve ni une participante ou une opportuniste pangermaniste, mais bien un État abandonné par ses anciens protecteurs, une victime certes, mais du revirement de la politique internationale européenne durant la période de l'entre-deux-guerres.

Au sein des études consultées, la place des politiques et des décisions des puissances européennes demeure généralement laissée en suspens. Seulement, j'estime qu'elles jouèrent un rôle des plus importants dans la suite des événements. Je tenterai ainsi de démontrer que le déroulement de ces événements fut principalement l'œuvre d'un désintéressement global des puissances européennes anciennement alliées qu'étaient la France, l'Angleterre et l'Italie. Ce sera donc cette approche qui servira de cadre à cette présente étude.

Pour terminer, j'ai pris la liberté de consulter deux œuvres de l'auteur Alexander Hernet-Holenia, soit *Le comte de Saint-Germain* et *Le comte Luna*, afin d'apporter une touche littéraire sur le sujet. Ces œuvres demeurent un excellent reflet de la mentalité de l'époque. En effet, il s'en suivit, dans les décennies suivant l'annexion de l'Autriche, une vague de pessimisme perceptible jusque dans la littérature autrichienne, et les romans de cet auteur en sont un remarquable exemple. Publiés dans leur forme première en 1948 et 1955, ces récits sont des fictions d'actualité sur le désarroi lors de l'*Anschluss* et de l'immédiat après-guerre. Au cœur de ces œuvres, la figure d'un revenant symbolisa toute la mauvaise conscience humaine lors des événements de 1938 et de ses suites, en accordant une ultime responsabilité morale à l'individu face aux actions de la collectivité, face à l'Histoire. J'y reviendrai en conclusion de cette recherche.

² KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne. 1938 -1945 -1978*, volume 1, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 483 p.

Introduction

« [...] those two States the reunion of which seems, at least to us of the younger generation, a task to which we should devote our lives, and in the pursuit of which every possible means should be employed. German Austria must be restored to the great German Motherland »¹. Écrites par Hitler en 1924, en paragraphe d'ouverture de *Mein Kampf*, ces lignes démontrent que ses opinions politiques, formées de son éducation et de ses expériences autrichiennes, n'auront jamais dévié de cet objectif. Quatorze ans plus tard, en mars 1938, ses desseins furent mis à exécution lors de son entrée victorieuse à Vienne afin d'y proclamer l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne, la réalisation de la *Großdeutschland*, l'*Anschluss*.

Cependant, la décision de faire marcher les troupes allemandes en Autriche et d'annexer le pays était, selon la majorité des auteurs sur le sujet, une improvisation de dernier recours. Jusqu'au dernier moment, le chancelier allemand était demeuré indécis quand à la nécessité d'employer ses troupes et de les faire franchir la frontière. Il préférerait l'utilisation de pressions politiques et de méthodes de pénétration par les membres de son parti au déploiement de la force. Néanmoins, l'objectif même de la politique pangermanique n'était pas en doute. Hitler avait toujours l'intention de prendre le contrôle de l'Autriche et d'en faire une partie de l'Allemagne. Seul le calendrier n'était pas fixé.

L'idée même de l'unification des frontières autrichiennes et allemandes était bien antérieure à l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir en Allemagne. En effet, cette question se trouvait déjà au centre de plusieurs considérations d'ordre national au siècle précédant. Comme la prise de conscience d'un nationalisme allemand allait croissant au XIXe siècle, la demande d'une unification politique gagnait proportionnellement en popularité, du moins en Allemagne au départ. À l'inverse, du point de vue autrichien, cette question demeurait particulièrement complexe, du fait que l'Autriche n'était au fond qu'une entité au sein du grand Empire austro-hongrois. La fin

¹ HITLER, Adolf. *Mein Kampf (My struggle)*, London, Hurst & Blackett, 1933, 285p.

de la Première Guerre mondiale allait modifier cet état de fait et ramener en Autriche le sujet de l'*Anschluss* à l'ordre du jour.

En Allemagne, la question fut soulevée, à savoir si la population germanique vivant sous les Habsbourgs devait être incluse dans les projets allemands de développement, opposant l'idée d'une « Grande » à celle d'une « Petite » Allemagne. Sur ce point, Bismarck ne voulait rien entendre d'une *Großdeutschland*. Ce dernier voyait clairement « les implications radicales, la dislocation de la monarchie multiethnique des Habsbourgs et le danger pour l'hégémonie prussienne » pour l'Allemagne². Après la défaite de Sadowa en 1866, comme l'Autriche battue se retrouvait chassée du territoire allemand, le chancelier allemand en profita pour imposer l'idée de la *Kleindeutschland* et créer ainsi la Confédération de l'Allemagne du Nord. Par conséquent, du moins au départ, les Allemands d'Autriche demeuraient exclus de l'unification bismarckienne.

Néanmoins, l'idée d'une intégration persistait et l'un de ses plus fervents disciples fut Schönerer, l'un des maîtres politiques d'Adolf Hitler. Celui-ci était même prêt à voir l'Empire austro-hongrois éclater pour y arriver³. Cette personnalité politique devait marquer la scène intérieure autrichienne principalement en rattachant l'antisémitisme à l'idéologie pangermaniste, et en recourant à des méthodes extrémistes jusqu'alors absentes des cercles politiques⁴. Son disciple fut bien formé à son image.

Du point de vue autrichien, la question de l'unification allemande était particulièrement complexe. En premier lieu, l'Empire austro-hongrois demeurait une entité multiethnique, multinationale. Dans cette optique, l'orientation allemande ne devenait qu'une possibilité, puisque la proportion germanique de la population était après tout minoritaire dans l'ensemble. « Depuis des siècles, leur destin s'était bâti à l'intérieur d'un ensemble politique centre-européen et multinational dont l'Allemagne ne constituait qu'un des horizons »⁵. Ainsi, cette particularité ne portait nullement le peuple autrichien de l'Empire à se centrer principalement sur le discours nationaliste allemand. Du moins au départ.

² BLED, J.-P. « Les Allemands d'Autriche et la question nationale (1850-1918) », dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 28, numéro 1 (janvier-mars 1996), Paris, Armand Colin, 1996, p.82.

³ GEHL, J. *Austria, Germany, and the Anschluss, 1931-1938*, London, Oxford University Press, 1963, p.7.

⁴ BLED, J.-P. *op. cit.*, p.83.

⁵ *Ibid*, p.76.

Les premières revendications de rattachement à la Confédération allemande bismarckienne apparurent dès les lendemains de Sadowa. Dans l'esprit de certains Autrichiens, l'*Anschluss* devenait un moyen de racheter cette défaite, cette séparation déplaisante entre deux nations germaniques. Toutefois, cette opinion ne rejoignait qu'une partie de la population. À la veille de la Première Guerre, seule une minorité des Autrichiens d'ascendance allemande désirait se rattacher à l'Allemagne.

Au niveau politique, bien que certains liens pangermaniques existaient depuis longtemps entre les deux États voisins, aucun sentiment national distinct ne poussait les Autrichiens à une réunion à ce moment. Il en sera autrement après la Première Guerre mondiale où, « à l'inverse, la logique nationale les conduirait alors à se tourner vers l'Allemagne et à souhaiter la rejoindre »⁶. Cependant, il ne faut pas conclure que tous partageaient ce désir. Cette voie demeurerait toujours dans la minorité.

Une génération plus tard, Hitler proclama l'identité des deux éléments en confondant les principes de race et d'État, en prétextant l'appartenance des Autrichiens à une communauté culturelle et linguistique commune avec celle du Reich. En 1938, cette réunion n'était toujours pas désirée par la majorité de la population autrichienne. Elle sera néanmoins imposée.

Les faits concernant l'*Anschluss* sont bien connus. Le 12 février 1938, le chancelier autrichien, convoqué par Hitler à Berchtesgaden, fut sommé de remanier le ministère autrichien et d'offrir celui de l'Intérieur, y compris la direction de la police, à un national-socialiste autrichien, Seyss-Inquart. Le 16 février, celui-ci entra en fonction. Le 20, dans un discours au *Reichstag*, Hitler déclara que les Allemands d'Autriche pouvaient, de plein droit, invoquer le principe wilsonien de « libre disposition des peuples ». Le dessein allemand était clair : obtenir l'*Anschluss* « volontaire », c'est-à-dire provoquer un mouvement des nationaux-socialistes autrichiens, un *Gleichaltung* intérieur. Le 24 février, Schuschnigg annonça qu'il ne céderait pas davantage à la pression allemande. Le 9 mars, il décida de demander au peuple autrichien d'indiquer, par un plébiscite, sa volonté de maintenir ou non l'indépendance de l'État. Le 11 mars, Hitler exigea que Schuschnigg renonce au plébiscite et remette à Seyss-Inquart la

⁶ *Ibid*, p.86.

direction du gouvernement. Le 12, il fit entrer ses troupes en Autriche, et le 13, il prononça l'annexion. La crise aura donc duré un mois. Le gouvernement français et le gouvernement britannique avaient tout le temps nécessaire afin d'adopter une ligne de conduite commune. L'ont-ils tenté?

Le 16 février, le gouvernement français avait suggéré d'effectuer à Berlin une démarche commune franco-britannique. Il proposa d'interroger le gouvernement allemand « sur la portée » de l'entretien de Berchtesgaden. Il insista, le 24, pour obtenir une réponse. Le 25, cette suggestion était écartée par le gouvernement britannique, puisque faire cette démarche serait donner au chancelier autrichien Schuschnigg de « dangereuses illusions »⁷. Le cabinet britannique ne pouvait pas prendre un engagement qui, à son avis, était excessif. Mieux valait chercher l'*appeasement* par une conversation avec le gouvernement allemand.

Le 2 mars, le gouvernement français insista de nouveau, en s'appuyant sur le point que le destin de l'Autriche et celui de la Tchécoslovaquie étaient liés. Or, la France, si elle n'avait pris aucun engagement spécifique envers l'Autriche en 1938, demeurait liée par un traité d'alliance avec la Tchécoslovaquie. Il était donc dans ses intérêts, et ce à plusieurs niveaux, d'arrêter l'exécution du programme allemand.

Du côté britannique, Chamberlain, le 11 mars, soit la veille de l'invasion allemande, avait fait connaître au chancelier autrichien Schuschnigg qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de lui conseiller la résistance puisque celle-ci exposerait l'Autriche « à des dangers contre lesquels le gouvernement britannique est incapable de garantir une protection »⁸. L'attitude du cabinet britannique était donc parfaitement claire. Il optait pour la voie des négociations pacifiques, croyant que la question d'Autriche ne valait pas une guerre.

De plus, ce fut seulement dans la journée du 11 mars, trop tard pour exercer une action préventive, que le gouvernement français avait finalement envisagé de prendre des « mesures militaires », si bien sûr la Grande-Bretagne acceptait de s'y associer. Ce qu'elle ne désirait nullement. Seulement, ces mesures n'auraient eu qu'une portée très

⁷ RENOUVIN, P. « Les relations franco-anglaises (1935-1939) : Esquisse provisoire », dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939: communications présentées aux colloques franco-britannique tenus à Londres (Imperial Museum) du 18 au 21 octobre 1971 à Paris*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, p. 35.

⁸ *Ibid.*, p. 36.

restreinte. À aucun moment, il n'avait été question de réplique par une intervention armée à l'invasion de l'Autriche.

Plusieurs historiens ont cherché à approfondir cette période mouvementée de l'histoire européenne, et bien peu d'entre eux se sont penchés sur la question de l'Autriche et de l'*Anschluss*. De plus, les études qui parurent sur le sujet éclairent davantage les faits mêmes que le contexte général de l'époque. En effet, la plupart des premières recherches consacrées à l'*Anschluss* relatent froidement les événements, en font une liste chronologique des derniers moments, sans approfondir la portée ou les fondements d'un tel épisode dans l'histoire d'une nation⁹. Pourtant, certaines études cernent davantage la question, s'inscrivent dans un courant particulier et tentent d'avancer une certaine explication des faits. Ces études constituent donc le noyau sur lequel nous pouvons développer et s'appuyer. Les sources étudiées en fourniront la substance.

Aussi, l'intérêt de comparer ces parutions sur le sujet, particulièrement celles d'historiens tels Gordon Brook-Shepherd et Jürgen Gehl, à des sources directes, dont les écrits de G.E.R. Gedyé, journaliste et correspondant étranger présent au moment des événements, de Kurt von Schuschnigg, chancelier autrichien en 1938, et de Gabriel Puaux, ministre français à Vienne, est de pouvoir démontrer la disparité ou la complémentarité des perceptions entre les observateurs contemporains des faits et leur présentation objective, rendue possible par le détachement historique.

Approfondir ensuite des sources publiées, comme les *Documents diplomatiques français* ou les *Documents of Foreign Policy*, a permis de bien cerner, sur une base chronologique, les fluctuations de politiques et d'opinions des puissances concernées. Ainsi, l'étude de ces documents a permis d'inclure le poids des décideurs étrangers dans la disparition d'un État anciennement allié. De plus, ce qui est le plus important pour cette recherche, ces sources permettent de cerner les tenants des opinions et des politiques de chacun des acteurs occidentaux, de mettre en lumière leurs faux-fuyants, leur aveuglement volontaire ou non, leur dérobade afin de justifier leurs choix politiques. Ces

⁹ Ce qui est le cas de l'étude de G. TOMKOWITZ et de D. WAGNER en particulier : *Anschluss. The Week Hitler Seized Vienna*, New York, St. Martin's Press, 1971, 255 p.

documents-sources recèlent de vastes champs d'informations peu explorés par l'historiographie sur le sujet.

Les études des historiens concernant l'*Anschluss* présentent généralement les faits selon trois tendances. La première, la thèse de la participation et de l'absence de résistance, s'avère fausse, ce que je tenterai de démontrer. Également, certains auteurs avancent que l'annexion de l'Autriche s'avéra un suicide, d'autres qu'elle s'apparentait à un viol. Seulement, la notion de viol implique également un effet de surprise, inattendu, ce qui n'était évidemment pas le cas. Ce qui est certain cependant, c'est que les événements entourant le printemps 1938 en Autriche ne laissèrent personne indifférent. Ce conflit s'était retrouvé en plein cœur d'un bouillonnement politique, au carrefour des différentes idéologies rarement modérées de l'époque. « L'Autriche est un petit univers où l'Histoire donne ses avant-premières »¹⁰. Effectivement, l'*Anschluss* fut le premier pas hitlérien en direction de la Seconde Guerre mondiale.

Et cet événement est survenu au moment même où son protagoniste fut assuré de l'isolement diplomatique complet de sa proie, au moment où les puissances européennes s'étaient détournées de leur ancienne alliée, au moment où l'Autriche ne pouvait plus elle-même lui opposer de résistance. Fut-elle une victime? Bien certainement. Mais plus qu'une simple victime du désir allemand, la disparition de l'État autrichien demeure le symbole du revirement politique que connut une des périodes les plus mouvementées de l'histoire européenne. Les trois puissances qui devaient assurer son indépendance se tournèrent alors vers d'autres intérêts. Et l'Autriche se retrouvait abandonnée.

La Première Guerre mondiale était à peine terminée, la paix à peine conclue que la France se retrouvait sujette à un fort souci de sécurité. L'Allemagne certes avait été mise à genoux, désarmée, occupée en partie, mais elle demeurait potentiellement une redoutable puissance. L'industrie française, en partie détruite durant le conflit, ne suffisait plus à la demande. De plus, l'impact démographique demeurait considérable, ce qui expliqua qu'une bonne partie de la nation française attachait une grande importance à la

¹⁰ Paroles de Guido Zernatto, secrétaire général du Front patriotique en 1938. *Documents diplomatiques français 1932-1939. Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, Série 2, tome VIII, no 23.*

recherche et au maintien de la paix. L'idéologie pacifiste se répandit dans les diverses couches de la société française et paralysa ses volontés et ses possibilités d'actions¹¹.

Avec ces séquelles tant physiques que psychologiques, la France se souciait avant tout de la recherche de sécurité, une garantie que son allié anglais ne lui offrait plus. De plus, la Société des Nations, créée à la fin du conflit afin de réglementer les échanges internationaux, n'offrait aucun moyen coercitif concret. En effet, lorsque l'Allemagne décida d'agir en dehors du droit international défini par la SDN, celle-ci n'eut aucun moyen efficace pour la rappeler à l'ordre. La France ne possédait ainsi aucune garantie officielle pour la préservation de sa sécurité, son souci principal.

Dans ce contexte, la France fut contrainte de se tourner vers d'autres possibilités, après quoi elle tenta de nouer de nouvelles alliances diplomatiques et militaires, sachant qu'elle ne pourrait répondre seule à une éventuelle menace allemande. Comme la Grande-Bretagne ne lui offrait plus cette protection, la France tourna son regard vers la région danubienne et l'Europe centrale, vers la Tchécoslovaquie et l'Autriche principalement. Seulement, lorsque les positions furent inversées, lorsque ces États se retrouvèrent en position de demandeur dans la seconde moitié des années 1930, la France leur avait retiré son appui effectif.

La Grande-Bretagne, dès la fin du conflit mondial, cherchait à se détacher graduellement de son ancien allié français. Pour elle, la fin de la Première Guerre avait signifié la fin de la prépondérance allemande sur le continent européen, et Londres n'était nullement intéressée à voir une nouvelle puissance occuper cette place. Elle n'avait pas lutté contre la domination allemande pour laisser la France occuper alors cette position.

Concernant l'Europe centrale et orientale, bien que le désir de maintenir l'intégrité de cette région demeurât présent au sein de la politique britannique, sa préservation n'était pas d'un intérêt vital pour la Grande-Bretagne. En effet, pour l'Empire britannique, il lui était difficile de condamner des projets allemands qu'il considérait « impériaux » dans cette région. Le droit de libre disposition des peuples

¹¹ BLED, J.-P. *op. cit.*, p. 86.

invoqué lors des traités de paix afin de cautionner la division de l'Empire austro-hongrois devait être, dans l'opinion britannique, subordonné à cette politique impériale première¹².

Jusqu'au dernier moment, le gouvernement de Londres se retrancha derrière cette politique, en affirmant qu'il lui était impossible de lutter contre le désir d'un peuple entier de se rattacher à un autre peuple frère. Toutefois, le fait que seule une minorité de la population autrichienne désirait l'*Anschluss* était bien connu des délégués britanniques. Seulement, la position militaire anglaise et la politique d'*appeasement*, poussées à leur extrême, empêchaient alors la Grande-Bretagne d'apporter son concours à l'État autrichien. Par ces déclarations et cet abandon, la puissance britannique tentait de gagner du temps afin de permettre à son réarmement de prendre de l'ampleur. Ainsi, l'Autriche fut également abandonnée par cette seconde puissance européenne, au profit de ses propres intérêts.

Pour ce qui est de l'Italie, la troisième des puissances alliées de Versailles, le maintien de l'indépendance autrichienne était demeuré un élément important de sa politique extérieure. L'Autriche partageait une frontière commune avec la puissance italienne, et l'annexion de cet État aurait rapproché la menace allemande de ses propres frontières. Une telle situation aurait présenté une situation nouvelle, modifié l'équilibre européen et le sentiment général de sécurité. L'État italien désirait éviter une telle situation. Du moins jusqu'en 1936.

L'Italie fut également la première puissance, et pratiquement la seule, à intervenir lors de la première tentative d'*Anschluss* en 1934. Ce fut également cette puissance qui proposa le projet de front commun contre les visées expansionnistes allemandes, le « front de Stresa » de 1935. Trois ans après cette entente, trois ans seulement après cette démonstration internationale d'intérêt envers l'indépendance autrichienne, en présence d'un danger imminent, l'Autriche aurait dû être en mesure d'attendre de l'Italie le même soutien. Cependant, elle ne l'obtint pas.

De plus, s'opposant à la Grande-Bretagne en Abyssinie, aujourd'hui l'Éthiopie, les actions italiennes dans cette région avaient rompu les ententes entre ces deux puissances. Ensuite, par sa participation à la Guerre d'Espagne, l'Italie s'opposa de

¹² ROCK. W.R. *British Appeasement in the 1930s*, London, Edward Arnold, 1977, p. 45.

nouveau à cette ancienne alliée, mais également à la France, une puissance avec laquelle l'Italie avait préservé l'alliance jusqu'alors. Se retrouvant isolée diplomatiquement par ses actions extérieures, l'Italie mussolinienne se tournerait alors graduellement vers la puissance allemande, un Reich demandeur, intéressé lui-même à sortir de son propre isolement diplomatique. Dès lors, l'Italie était entrée dans l'orbite politique allemand. Elle préféra préserver sa nouvelle entente avec l'Allemagne, laissant l'Autriche à son sort. Une fois de plus, l'Autriche se retrouverait abandonnée par une troisième puissance.

Délaissée par les mêmes puissances qui lui avaient en premier lieu imposé son indépendance et qui avaient ensuite, par différents pactes, garanti à diverses reprises sa souveraineté, l'Autriche de Schuschnigg ne fut pas en mesure d'opposer une vigoureuse résistance à cette Allemagne hitlérienne réarmée, forte de sa démographie et de son idéologie centralisatrice. Par l'abandon de ces trois mêmes puissances qui avaient dessiné ses frontières en 1918, l'Autriche disparaîtrait vingt ans plus tard de la carte européenne.

L'abandon fut perceptible par étapes. En effet, les puissances alliées espéraient maintenir le plus longtemps possible le contrôle exercé sur l'État autrichien, mais se détachaient graduellement de leurs responsabilités. Afin de mieux comprendre cette absence d'intervention en mars 1938, il est intéressant de revoir d'abord les grandes lignes des événements marquant la scène politique internationale de cette période d'entre-deux-guerres avant de se pencher sur les éléments révélés par l'étude des sources politiques et diplomatiques. Ces événements permettront de démontrer comment l'Autriche passa du contrôle étranger et de souci primordial en 1919, réitérés en 1922 et en 1931, à un abandon complet moins de sept ans plus tard. Ils permettront également d'éclairer les diverses orientations politiques adoptées par les différentes puissances occidentales, mais aussi celles de l'Autriche elle-même.

Chapitre1

Du traité de Saint-Germain à la première tentative d'union douanière

Les traités découlant de la Première Guerre mondiale montrèrent une Autriche traitée sans ménagement, à l'égale de l'Allemagne. Mis au ban des nations, le nouvel État devait assumer seul le blâme pour l'Empire éteint. En effet, dès la fin du conflit, celui-ci se retrouvait divisé en divers États distincts, sans que ceux-ci ne subissent leur part des contrecoups de la défaite et des traités de paix. De plus, le démantèlement de l'Empire austro-hongrois fit que la nouvelle République d'Autriche, faible au niveau économique, se retrouva en même temps en reconstruction et en difficulté politique, dans un État où s'affrontaient sans véritable majorité les forces politiques internes¹. Ainsi, économiquement et politiquement, l'État ne se relevait qu'avec difficulté des suites de la Première Guerre mondiale.

Dans ces conditions, l'*Anschluss*, l'union du territoire autrichien à celui de l'Allemagne, pouvait apporter à l'Autriche une meilleure situation, principalement du point de vue économique. Ce fut du moins la façon dont une partie de la population autrichienne perçut cette perspective, selon l'historien Brook-Shepherd². Cependant, les auteurs s'opposent sur ce point. En effet, Luza, pour sa part, soutient que la proportion pro-*Anschluss* de la population autrichienne était supérieure à cette minorité présumée³. Quoi qu'il en soit, la population même n'eut jamais la possibilité de se prononcer sur la question. Les puissances occidentales ne lui en laissèrent jamais l'occasion.

L'Empire des Habsbourg avait été multiethnique, multinational. Ainsi, l'orientation allemande ne demeurerait qu'une voie possible, parmi d'autres. La proportion germanique de la population était après tout minoritaire dans l'ensemble, point sur lequel les historiens s'entendent, puisque durant plusieurs décennies, le territoire du nouvel État autrichien avait fait partie de la grande unité politique et

¹ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche*, Paris, Presses de la Cité, 1964, p. 17.

² *Ibid.*, p. 26.

³ LUZA, R. *Austro-German Relations in the Anschluss Era*, London, PUP, 1975, p. 73.

économique qu'avait été la monarchie austro-hongroise. Dans sa position de vaincue, l'Autriche, en plus d'avoir été arrachée à ses connexions habituelles, devenait isolée de ses anciens territoires et se devait d'accepter les conditions imposées par les vainqueurs de la Première Guerre, même si celles-ci la plaçaient dans une situation économiquement instable et difficile⁴. L'État se retrouvait alors soumis à une volonté extérieure. Ce fut le commencement du contrôle étranger exercé sur l'Autriche.

Les conditions dictées furent sévères, puisque l'Autriche se vit imposer le fardeau total pour l'Empire défunt. Au même titre que l'Allemagne, elle fut condamnée à la « réparation » des dommages de guerre, en plus de devoir procéder à un désarmement quasi-total. En fait, ces conditions économiques et politiques furent calquées littéralement sur celles du traité de Versailles, sans que les vainqueurs ne prennent garde que l'Autriche ne couvrait que le huitième de la superficie de l'Allemagne, en plus de ne disposer que d'un dixième de sa population totale⁵. Les mêmes conditions se retrouvaient imposées à deux États différents, dans deux situations bien différentes. Ce qui est certain, c'est que l'Allemagne, dans un premier temps, du moins aux yeux des Autrichiens, semblait occuper la meilleure de celles-ci. L'attrait en était ainsi augmenté, proportionnellement à la crainte des vainqueurs, il va sans dire.

À la vue des exigences dictées par les Alliés, plusieurs Autrichiens, peu importe leur proportion, y virent leur seule chance de se joindre à l'Allemagne et d'améliorer leur situation. Seulement, un obstacle de taille s'opposait à ce projet, soit la détermination de la France et des Alliés de prévenir un regain de la puissance allemande en Europe centrale par l'absorption de la population et du territoire autrichien. Pour les puissances occidentales, ce projet devait être interdit. La France s'y opposait avec vigueur. Cette interdiction fut donc ajoutée aux clauses du traité de paix que les puissances alliées conclurent avec le nouvel État autrichien. Jamais la population ou ses représentants n'avaient été ne serait-ce que consultés sur le sujet. Leur sort avait été décidé, imposé de l'extérieur. L'Autriche ne pouvait que s'y plier.

⁴ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion : l'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, p. 100-101.

⁵ *Ibid.*, p. 107. Cependant, les dispositions économiques furent adoucies par la suite. En 1920, l'Autriche fut admise à la SDN et le reste des paiements des réparations fut annulé.

1.1 L'Anschluss - les traités de paix et la libre-disposition des peuples

Le traité de paix signé entre les Alliés et l'Autriche, le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, consacrait de fait le démantèlement de l'Empire des Habsbourg au profit d'autres États, dont la Pologne, la Roumanie, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Nouvellement créée, cette multitude d'États artificiels, sans identité nationale véritable, demeurerait instable politiquement et économiquement. D'abord mis en place au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ces États devaient en fait opposer un contrepoids à la potentielle puissance du Reich allemand⁶. Ce même principe avait également été appliqué envers l'Autriche. De ce fait, et par contradiction, la nouvelle République autrichienne réduite avait ainsi toutes les chances d'être tentée par une fusion avec le territoire allemand voisin, tant pour des raisons politiques et culturelles que par pur intérêt économique. Seulement, un fait demeurerait certain. Le droit de « libre disposition » devait suivre la voie des Alliés, et non le désir même du peuple concerné. Et l'Autriche devait y obtempérer.

Cette aspiration d'union entre les deux peuples germaniques, bien que conforme aux principes wilsoniens, si elle répondait au désir même de la population, n'était pas souhaitée par les représentants des vainqueurs, principalement ceux de la France. En effet, les délégués français ne tardèrent pas à s'insurger contre cette possibilité. Soutenus alors par les délégués italiens, les diplomates français s'opposèrent avec vigueur au projet d'*Anschluss*, puisque celui-ci menaçait directement la question de la sécurité du territoire français⁷. De ce fait, devant la nouvelle situation économique et géographique imposée, devant l'interdiction d'une orientation allemande, quelle que fut sa popularité, une seule issue s'offrait à l'Autriche, soit la voie des vainqueurs. Seulement, celle-ci signifiait également la renonciation officielle de l'*Anschluss* et l'aliénation partielle de sa liberté d'action. Afin d'obtenir l'appui des puissances occidentales, l'Autriche suivit donc cette voie, sans savoir que cet appui serait de courte durée. Nous y reviendrons.

⁶ DREYFUS, F.-G. *1919-1939. L'engrenage*, Paris, Éditions de Fallois, 2002, p. 33.

⁷ LOW, A.D. *The Anschluss movement, 1918-1919 and the Paris Peace Conference*, Philadelphia, The American Philosophical Society, 1974, p. 263.

Les Alliés possédaient à la fin de la Première Guerre mondiale le privilège de pouvoir redessiner la carte de l'Europe centrale. Comme nous l'avons abordé, l'Autriche, condamnée à ne plus être qu'une petite république, se vit interdire la possibilité de s'intégrer ou de simplement s'allier à un autre État, principalement l'Allemagne⁸. Pourtant, les traités de paix, en divisant et réglementant l'Europe centrale, finirent par y créer un vide géopolitique dans lequel dès 1925, au plan économique, et à partir de 1936, au plan politique, le Reich allemand choisirait de s'engouffrer, en tant que seule grande puissance subsistant dans la région⁹. Les puissances alliées, en divisant ainsi cette région, avaient en fait offert une situation idéale aux visées expansionnistes allemandes.

Comme le développe l'historien Low, en créant elles-mêmes ce vide politique en Europe centrale, les puissances alliées avaient de ce fait ouvert la porte au retour de la prédominance allemande au cœur de l'Europe¹⁰. En effet, une Autriche forte, indépendante, aurait pu occuper elle-même cette position tout en maintenant l'alliance occidentale. Seulement, l'indépendance de l'État ne suivait pas cette direction dans l'esprit des dirigeants occidentaux. L'Autriche devait demeurer indépendante certes, mais bien indépendante d'une domination allemande et non souveraine du contrôle étranger exercé par les Alliés. Cette nuance demeurait importante. En imposant cette semi-indépendance à l'État autrichien, celui-ci demeurait dans une position de soumission. Il serait alors plus aisé pour une autre puissance de se substituer ensuite à cette domination. Et sans protection effective, l'Autriche se retrouverait perdue. En 1919, il était par contre impossible de prévoir ce dénouement.

Ainsi, au départ, la politique de l'*Anschluss* n'avait pas trouvé grâce aux yeux des vainqueurs. De plus, du fait des traités, l'Autriche était devenue un État déstabilisé qui devait être économiquement et politiquement restructuré par les Alliés. À l'inverse de la politique suivie par l'État, l'opinion autrichienne, principalement dans les années suivant 1918, s'orientait lentement vers le désir de réunion à

⁸ PUAUX, G. *Mort et transfiguration de l'Autriche, 1933-1955*, Paris, Plon, 1966, p. 9.

⁹ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 6.

¹⁰ LOW, A.D. *op. cit.*, p. 388.

l'Allemagne. Comme nous l'avons abordé, l'Autriche, telle qu'elle résultait des traités de paix, avait des difficultés à assurer son existence. De plus, puisque les Alliés imposaient leurs volontés, une partie de la population autrichienne souhaitait en retour devenir allemand¹¹. Cette voie devenait doublement souhaitable du fait qu'elle se retrouvait alors interdite par des puissances étrangères. Seulement, ces espoirs et désirs ne pesaient que peu contre le poids et les désirs des Alliés en 1919. En fait, l'opinion de la population ne sera jamais prise en compte par ces puissances. Il en sera de même jusqu'en 1938.

Sur ce point, soit la question des Allemands d'Autriche, le règlement prévu par le projet du traité se retrouva en contradiction avec le principe même sur lequel il se basait. En effet, son application finit par limiter l'exercice même du droit du peuple autrichien à opter pour sa propre destinée, et ce afin d'interdire à un second État, l'Allemagne, une extension de ses frontières. Le nationalisme allemand devait plus tard relever cette distinction, et l'utiliser ensuite comme élément de propagande¹².

Ainsi, cette situation politique et économique imposée offrit le climat idéal au développement des sentiments et des opinions pangermanistes. En effet, au cours des années qui suivirent la conclusion du traité de paix, ces sentiments gagnèrent graduellement en popularité. De plus, la procédure utilisée par les Alliés lors de la préparation du traité, le traitement des représentants autrichiens ainsi que le fait que l'Autriche ne fut pas appelée à discuter du texte formel ne firent qu'exacerber le ressentiment autrichien et ces sentiments pangermanistes¹³. Au niveau psychologique, l'interférence des puissances étrangères et les restrictions qu'elles dictèrent à la liberté d'action de l'Autriche finirent par créer un profond ressentiment qui refit surface en 1938 chez une partie de la population, le noyau pangermaniste et nazi autrichien, lorsque l'*Anschluss* devint réalité¹⁴.

¹¹ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 121.

¹² SUVAL, S. *The Anschluss question in the Weimar era: a study of nationalism in Germany and Austria, 1918-1932*, Baltimore, John Hopkins Press, 1974, p.98.

¹³ SCHUSCHNIGG, K. von. *The Brutal Takeover – The Austrian ex-Chancellor's account of the Anschluss of Austria by Hitler*, New York, Atheneum, 1971, p. 28.

¹⁴ KINDERMAN, G.-K. *Hitler's Defeat in Austria 1933-1934 : Europe's first containment of Nazi expansionism*, p. 8-9.

1.2 L'article 88 et le désir du peuple

La disposition la plus importante du traité de Saint-Germain fut contenue dans l'article 88. Il y était déclaré que l'indépendance de l'Autriche était inaliénable, du moins sans le consentement du Conseil de la Société des Nations. En fait, cet article venait s'ajouter et compléter l'interdiction de l'*Anschluss* déjà contenue dans l'article 80 du traité de Versailles, où l'Allemagne s'engageait à reconnaître ce même caractère inaliénable de la souveraineté autrichienne¹⁵.

Les termes légaux de la préservation de cette indépendance y étaient ainsi dictés. À la lecture de cet article, un point semble certain. Il est regrettable qu'en mars 1938, très peu d'hommes politiques se soient souvenus du fait que, si l'article 88 du traité de Saint-Germain contraignait l'Autriche à renoncer à l'*Anschluss*, il engageait aussi formellement les puissances alliées à protéger et à défendre son indépendance¹⁶. Les garanties imposées à l'État autrichien étaient plus rapidement engagées que celles offertes en retour par les Alliés. L'étude des documents diplomatiques français et britanniques démontrera qu'il en sera de même à la veille des événements de 1938. Devant la certitude de l'action allemande, ces puissances européennes se détourneront de cet engagement et de leurs obligations, abandonnant l'Autriche aux griffes hitlériennes.

Même si au sein de la population autrichienne un fort sentiment en faveur d'une fusion avec l'Allemagne se développait au début des années 1920, l'Autriche demeurerait sous le contrôle des Alliés, avec une liberté d'action des plus limitées. En fait, ce ne sera qu'en 1931, avec un gouvernement autrichien désireux de s'imposer sur la scène internationale, qu'un plan d'union sera finalement projeté entre les deux pays aux racines germaniques, du moins au niveau économique. Toutefois, celui-ci ne verra jamais le jour.

Au moment de la défaite de 1918, le temps n'était pas à la préparation pour l'Autriche de l'intégration au Reich allemand. Néanmoins, l'effondrement et la

¹⁵ BARIÉTY, Jacques. « La conférence de la paix de 1919 et la nation allemande », dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 28, numéro 1, Paris, Armand Colin, 1996, p. 108.

¹⁶ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 108-110.

désintégration de l'Empire austro-hongrois avaient supprimé l'obstacle majeur à un *Anschluss*, les différentes nationalités qui le composaient. De plus, si les Autrichiens dans l'ensemble hésitaient toujours devant la perspective de l'*Anschluss*, dans la pensée des dirigeants allemands, il n'y avait pas de doute qu'une union avec les différentes populations à caractère germanique en Europe centrale devait survenir tôt ou tard¹⁷. Cette expansion serait pour eux une compensation à ne pas négliger aux déceptions que la guerre leur avait apportées à bien d'autres niveaux.

En Autriche, ce sentiment était loin d'être aussi défini, et ce point devait plus tard jouer contre elle et peser dans le processus d'intervention des puissances européennes. Comme nous l'avons abordé brièvement, et comme le démontreront ensuite les documents étudiés, les dirigeants occidentaux, britanniques particulièrement, s'abriteront derrière cette conception afin de justifier leur politique d'abandon envers cette ancienne alliée. Sans consulter la population autrichienne, ils imposeront leur décision en la justifiant par le désir présumé de celle-ci. Pas plus qu'en 1919, ce désir même n'était pris en compte.

De plus, les Alliés étaient loin de s'entendre sur le destin des Autrichiens. Si, en premier lieu, le désir de sécurité de la France fut particulièrement mis de l'avant, la Grande-Bretagne demeurait opposée à cette contrainte. Elle finit pourtant par céder aux vœux français qui demandaient non seulement l'interdiction d'un *Anschluss*, mais également une garantie pour la sécurité du territoire¹⁸. Cette divergence de politique amena graduellement ces deux puissances, la France et l'Angleterre, vers la rupture de leur entente, ce que nous aborderons ultérieurement. Et, sans cette entente, la garantie offerte à l'Autriche perdait de son poids.

¹⁷ KOGAN, Arthur G. « Genesis of the Anschluss Problem : Germany and the Germans of the Hapsburg Monarchy in the Autumn of 1918 » dans *Journal of Central European Affairs*, volume XX, 1960, p. 29.

¹⁸ LOW, A. D. *op. cit.*, p. 398.

1.3 Les protocoles de Genève

Comme nous en avons fait mention précédemment, avec la création de nouveaux États et de leurs barrières tarifaires, l'industrie autrichienne perdait la possibilité d'exporter aisément à ses anciennes provinces, ce qui plaçait l'Autriche dans une position économique des plus précaires. En 1922, la situation avait atteint un niveau désespéré. Devant l'incapacité de l'État à restaurer l'équilibre économique, l'Autriche dut se résoudre à occuper une nouvelle fois la position de débitrice auprès des puissances victorieuses.

Pour les dirigeants autrichiens, il s'agissait alors de convaincre ces puissances de la nécessité d'accorder de nouveaux crédits à l'État, en évoquant le point que ce besoin était la conséquence directe de la situation autrichienne imposée par les traités de paix¹⁹. En effet, comme nous l'avons vu, ceux-ci avaient morcelé l'ancien territoire impérial et fait de l'Autriche un État difficilement viable au niveau économique. Pour sauver l'Autriche de l'effondrement définitif, un emprunt devenait indispensable. Cette situation allait fournir aux Alliés, en échange de leur soutien, le pouvoir d'opposer un veto à l'*Anschluss*. De plus, cette situation démontrerait à nouveau le souci occidental de préserver une Autriche indépendante.

Le 4 octobre 1922 furent conclus les trois « protocoles de Genève ». Par cette série d'accords, les quatre gouvernements signataires, soit la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie, se déclaraient de nouveau prêts à garantir l'indépendance territoriale et politique de l'Autriche. De son côté, cette dernière s'engageait, pour une durée fixe de vingt ans, à ne pas renoncer d'elle-même à cette indépendance²⁰. En fait, ce dernier point se retrouvait être une répétition de l'obligation déjà contenue dans l'article 88 du traité de Saint-Germain que nous venons d'aborder.

Les protocoles garantissaient, au nom de la S.D.N., un emprunt d'État pour l'Autriche. Celui-ci se retrouvait assujéti de certaines conditions. Par ces protocoles, la quasi-

¹⁹ SCHUSCHNIGG, K. von. *Autriche, ma patrie*, Paris, Librairie Plon, 1938, p. 61-62.

²⁰ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 139 à 141.

totalité de l'économie nationale autrichienne se retrouvait soumise au contrôle de mandataires étrangers. Cette mainmise économique étrangère venait ainsi s'ajouter aux conditions politiques imposées depuis la fin de la guerre, que nous avons déjà mentionnées. Par conséquent, l'Autriche se retrouvait dès lors contrôlée économiquement et politiquement par ces puissances étrangères.

En 1922, l'Autriche occupait toujours une position d'importance vis-à-vis des puissances alliées. Le maintien de son indépendance se retrouva de nouveau garanti. Seulement, un point semble certain. Plus que le désir de préserver la souveraineté de l'Autriche, les accords signifiaient davantage que les puissances reconnaissaient en quelque sorte leur responsabilité envers la situation économique de l'État autrichien. Leur implication au niveau politique, en dehors de la réaffirmation de l'article 88 du traité de Saint-Germain, n'était pas si certaine.

Il est aisé de réaffirmer des éléments d'ententes déjà établies, ce que la France et l'Italie feront jusqu'aux derniers instants, sans concevoir sérieusement une intervention. Mais se déclarer prêt à défendre un État et être effectivement prêt à le faire sont deux voies bien distinctes. Également, il ne faut pas oublier que les puissances signataires, en 1922, se trouvaient toujours en « reconstruction » des suites de la Guerre. Elles ne possédaient ni la force matérielle, ni le contingent humain ou le réel désir de mobilisation qu'une réplique à une action allemande contre l'Autriche aurait exigé. Par ces protocoles, les puissances désiraient davantage conserver l'apparence d'un désir d'intervention que de s'engager directement. Un premier pas vers l'abandon était alors franchi.

À la lecture des *Documents diplomatiques français*, il est possible de voir le peu d'intérêt et d'importance que la puissance française, sa plus fervente défenderesse en 1919, accordait alors à la situation autrichienne. L'occupation de la Ruhr, qui précède le protocole de Genève et les accords de Locarno, démontrait davantage de l'écroulement de l'économie allemande qui se reflétait alors sur celle de l'Autriche. Il est de mon opinion, et aucun auteur ne s'est encore penché sur ce point, que l'Autriche se retrouvait déjà en quelque sorte abandonnée par ces puissances puisque, outre une intervention économique et la réaffirmation diplomatique d'anciennes ententes, aucune d'entre elles ne planifiait réellement une intervention directe. Les puissances se détournaient déjà de leurs engagements.

De plus, à ce moment, l'Allemagne ne présentait pas le même potentiel de menace qu'en 1938. Pour les puissances de Genève, le réel danger en 1922 était alors de contrer la possibilité que l'Autriche ne s'oriente d'elle-même vers une union avec son voisin allemand. La réaffirmation de l'article 88 allait dans ce sens. En effet, cette réaffirmation de la garantie de l'indépendance autrichienne impliquait surtout la confirmation par l'Autriche qu'elle s'engageait à ne pas se départir d'elle-même de cette indépendance. Les puissances alliées misaient davantage sur son besoin économique afin de garantir ce point de nouveau. Elles n'offraient en retour aucune nouvelle ou réelle garantie.

1.4 La rupture de l'entente franco-britannique

Bien que la Première Guerre mondiale eût favorisé le rapprochement et l'entente entre la France et la Grande-Bretagne, la fin de celle-ci raviva les anciennes rivalités entre ces deux puissances. En effet, la nouvelle position française, dominante sur le continent européen, ne plaisait guère à Londres. La Grande-Bretagne n'était nullement intéressée à échanger une puissance dominante, soit l'Allemagne avant le conflit mondial, pour une nouvelle prédominance française, point que nous avons abordé précédemment. De plus, les relations anglo-françaises continuaient de diverger et de se détériorer sur la question de l'Allemagne, principalement concernant le problème du paiement des réparations et du réarmement²¹. Leurs politiques s'orientaient donc vers deux voies distinctes et opposées.

La fin de cette alliance de guerre franco-britannique se retrouva être une perte majeure principalement pour la France. En effet, bien qu'une certaine compensation chez ses nouveaux alliés fût trouvée, principalement en Europe orientale et centrale, aucun d'entre eux ne possédait le poids et l'importance de la Grande-Bretagne. De plus, Paris et Londres, devant la baisse de la puissance allemande et l'effondrement

²¹ Pour plus de détails, consulter : DREYFUS, F.-G. *1919-1939. L'engrenage*. Paris, Éditions de Fallois, 2002, 395 p.

de la Russie, devenaient rivales pour l'influence internationale²². Les vieilles mécontentes refaisaient surface. La France, aux prises avec son besoin de sécurité, ressentait davantage la nécessité de cette alliance que la puissance britannique. En cherchant à étendre son influence en Europe centrale et orientale, elle perdait lentement cet appui forgé par les événements de 1914-1918.

Au fond, la classe dirigeante britannique craignait l'impérialisme français en Europe. En effet, les gouvernements anglais durant la première décennie d'après-guerre, et sans doute jusque vers 1938, se méfièrent davantage de ce qu'ils appelèrent le risque de prépondérance française que de l'impérialisme allemand²³. De plus, Londres s'éloigna davantage de la France suite à l'occupation de la Ruhr, puisque le gouvernement britannique désapprouvait l'intervention française et belge dans cette région. La Grande-Bretagne n'était donc plus l'allié qui devait fournir à la France cette garantie de sécurité à laquelle elle aspirait. Le désaccord était profond. Néanmoins, la France persistait à croire en une alliance avec une Angleterre qui, au-delà des mots, se détournait d'elle²⁴. En fait, Paris misera jusqu'aux derniers instants sur cette alliance, tant pour la protection de son propre territoire que de celui d'une alliée, l'Autriche. Mais la Grande-Bretagne choisirait de suivre ses propres intérêts.

Ainsi, dès le milieu des années 1920, la possibilité d'intervention britannique en Europe centrale semblait déjà aléatoire. Or, concernant l'Autriche, le traité de 1919 l'y engageait toujours. Cependant, au départ, il est possible de percevoir qu'une intervention britannique serait difficilement envisageable. L'Autriche se retrouvait dès lors, dans l'opinion britannique, dans la sphère alliée française que l'Angleterre n'avait aucune intention de protéger. D'État protégé à la fois par Londres, Paris et Rome, l'Autriche basculait lentement vers une position du ressort exclusif de la France et de l'Italie.

²² KEIGER, J.F.V. « Raymond Poincaré and the Ruhr crisis » dans *French Foreign and Defence Policy 1918-1940 : The decline and fall of a great power*, London, Routledge, 1998, p. 55.

²³ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 166-168

²⁴ *Ibid*, p. 172 - 189

1.5 La détente franco-allemande et le pacte de Locarno

La période 1924-1929 devait annoncer l'apogée de la détente franco-allemande, marquer un tournant important dans l'évolution des relations internationales et inaugurer une ère de détente propice à la mise en place d'une politique de sécurité collective désirée par la France²⁵. La conclusion en octobre 1925 du « pacte de Locarno », pacte diplomatique par lequel l'Allemagne reconnaissait ses frontières occidentales avec la France et la Belgique sous la garantie de tierces puissances, dont la Grande-Bretagne, fut le premier acte de ce « rapprochement » franco-allemand.

Par ces accords en quatre articles, signés le 16 octobre 1925, les frontières occidentales du Reich se retrouvaient garanties. De plus, en cas de manquement, le traité imposait à l'Allemagne la guerre sur deux fronts. « Si, à l'ouest, l'Allemagne voulait s'attaquer à la France, elle devait tenir tête à l'est aux Polonais et aux Tchèques »²⁶. À l'inverse, le pacte de Locarno n'offrait aucune protection concernant les frontières orientales de l'Allemagne. En effet, cette puissance s'engageait seulement à ne pas user de force envers ses voisins, dont l'Autriche. De la même façon, aucune mesure précise n'était prévue afin de porter assistance à ces pays d'Europe centrale et orientale si l'Allemagne choisissait de rompre ses engagements²⁷. Ainsi, le soutien possible à l'Autriche se trouvait affecté par ce pacte qui se voulait d'abord rassurant.

En fait, ce pacte engageait davantage les autres puissances concernées que l'Allemagne elle-même. Si un État commettait une agression envers un des signataires, les autres garants se devaient d'assister la victime. En conséquence, par ce pacte, l'Italie et la Grande-Bretagne se retrouvaient de fait les garants de la France en cas d'attaque allemande, sans engager les mêmes garanties envers les alliés

²⁵ MILZA, P. *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Collection Coursus, série « Histoire », Paris, Armand Colin, 2^e édition, 1998, p. 57.

²⁶ TABOUIS, G. *Vingt ans de suspense diplomatique*, Paris, Éditions Albin Michel, 1958, p. 30.

²⁷ LEIBOVITZ, C. *The Chamberlain – Hitler Deal*, Edmonton, Éditions Duval Inc., 1993, p. 227-228.

français d'Europe orientale²⁸. Ainsi, si l'Autriche était envahie, aucune puissance ne pourrait alors riposter, sans devenir elle-même une attaquante. Par la conclusion de ce pacte, l'Autriche ne pouvait plus attendre de ses anciens protecteurs un quelconque secours. De plus, la Grande-Bretagne ne s'était déjà engagée qu'à contrecœur envers la France. Elle n'engagerait aucune garantie supplémentaire en Europe centrale et orientale²⁹.

Bien que cette position ne plaisait guère à Londres, elle ne pouvait nullement se déclarer indifférente au destin de pays occidentaux, tels que la Belgique ou la France. En fait, toute agression de l'Allemagne contre ces territoires aurait rapproché les forces et l'aviation allemandes des côtes anglaises, ce qui aurait été totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne et le public anglais³⁰. Avec le pacte de Locarno, Londres s'engageait donc à fournir une intervention armée dans le cas où l'Allemagne se livrerait à une « agression non provoquée » contre ces territoires précis. En fait, cet engagement démontrait déjà le souci principal anglais d'assurer sa propre sécurité, et non celle de l'Europe orientale. Dans cette situation, la distinction « d'agression non provoquée » prenait son importance. Et l'appui à l'Autriche diminuait en proportion.

Un élément particulier demeurerait décisif pour le destin de l'Autriche. Par le pacte de Locarno, la France et la Tchécoslovaquie s'engageaient, en cas de manquement allemand, à s'apporter « aide et assistance mutuelle »³¹. Bien que ce point impliquât davantage la France au sujet de la Tchécoslovaquie que de l'Autriche, cette alliance particulière se révéla importante dans les jours précédant l'*Anschluss*. En effet, la France craindrait pour cette alliée si l'Autriche se retrouvait annexée à l'Allemagne. Comme nous l'avons mentionné, par la distinction « d'agression non provoquée », le pacte de Locarno limitait la France dans l'assistance à ses alliés orientaux en cas d'attaque allemande, sans être elle-même attaquée préalablement.

²⁸ *Ibid.*, p. 196.

²⁹ MILZA, P. *op. cit.*, p. 60.

³⁰ LEIBOVITZ, C. *op. cit.*, p. 145.

³¹ LACROIX-RIZ, A. *Le choix de la défaite – Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 91.

Ces accords détenaient donc une faille. Ils n'offraient aucune garantie dans le cas où un allié oriental serait attaqué ou dans le cas où, par suite de ses alliances, la France se devait d'intervenir à la défense de l'Autriche. Ainsi, une intervention française devenait de ce fait presque impossible, puisqu'elle entraînerait la Grande-Bretagne à entrer en conflit direct contre la France. Ce sera ce dernier point qu'utilisera également Londres afin de justifier son intention de ne pas intervenir ensuite, en mars 1938, en Autriche. Les engagements de 1919 étaient dès lors oubliés.

Six années seulement s'étaient écoulées depuis les traités de paix, et déjà l'abandon des puissances occidentales était perceptible par les nouvelles politiques et les nouveaux accords conclus. Le relâchement du soutien offert à l'Autriche pouvait dès lors être constaté. Toutefois, ces puissances n'avaient pas l'intention de modifier en retour leur mainmise sur l'État autrichien. Celui-ci était toujours assujéti à leur contrôle, mais il ne pouvait plus attendre leur concours en cas de besoin. L'Autriche le savait-elle alors?

Ainsi, les traités de 1918-1919 ne furent pas les textes salvateurs qui devaient stabiliser et démocratiser l'Europe. Ils accentuèrent au contraire les déséquilibres politiques, économiques et culturels entre les vainqueurs et les États d'Europe centrale. Confrontées aux questions posées par le nouvel équilibre européen, telles que les réparations, le désarmement et le souci de sécurité de la France, les puissances européennes recherchèrent d'abord l'équilibre et la sécurité collective prônée par la Société des Nations. Le pacte de Locarno en est un exemple type.

L'Autriche, dans ce nouveau concert des nations, occupait la place de la « laissée-pour-compte », dissimulée dans l'ombre de l'Allemagne vaincue et pourtant toujours puissante qui continuait de terrifier la France. L'attitude des puissances occidentales envers cet État conditionna également celle adoptée envers la République autrichienne. En effet, par la crainte de la reprise de la puissance

allemande, les Alliés refusèrent à l'Autriche toute alliance ou politique dirigée vers l'Allemagne, de peur que celle-ci ne récupère son ancienne position dominante.

La peur de l'*Anschluss* imposait à la nouvelle Autriche de l'après-guerre une situation économique difficile, catastrophique même. L'État se retrouvait dès lors dépendant des puissances mêmes qui avaient décidé de sa position. Dès 1919, l'Autriche se retrouvait contrôlée de l'extérieur. Pourtant, sa situation demeurait, dans l'opinion des puissances occidentales, importante pour l'équilibre européen et devait être maintenue.

Il n'en sera pas de même pour la décennie suivante, qui verra cet intérêt européen général décliner graduellement, parallèlement à la lente division des Alliés. L'Autriche perdra sa place dans les priorités respectives des trois puissances que sont la Grande-Bretagne, en pleine politique d'*appeasement*, la France, à la recherche d'une coopération économique franco-allemande afin de contrer les effets de la crise financière, et l'Italie, aux prises avec la guerre d'Abyssinie.

Chapitre 2

De la crise financière à l'avènement de Dollfuss

Ce qui était perceptible dès 1919 se précisa dans les années 1930 : le déclin de la puissance française, une France diminuée démographiquement, en repli économique dramatique, alors incapable d'agir politiquement ou militairement sans l'aide de l'Angleterre qui, depuis 1920, menait une politique de méfiance à son égard. Avec les nouveaux accords, une nouvelle certitude apparaissait. L'Angleterre ne soutiendrait la France que si celle-ci se retrouvait attaquée directement par l'Allemagne, sans provocation de sa part. Elle n'interviendrait pas pour appuyer un allié d'Europe centrale, ce qui serait le cas concernant l'Autriche.

La période qui s'ouvrait, de 1929 à 1933, fut également celle de la crise financière et de la fin de la politique de sécurité collective préconisée par la S.D.N. Cette période connût des turbulences sociales et des bouleversements politiques dont la plus lourde des conséquences se révéla être l'avènement du national-socialisme en Allemagne. Cette ère affecta parallèlement les relations internationales. Concrètement, chaque puissance se replia vers une voie davantage protectionniste, afin de parer les conséquences internes de la crise.

Dans une certaine mesure, la crise renforça les nationalismes économiques, et ainsi les antagonismes entre les États. De plus, la politique du chacun pour soi adoptée par la plupart des acteurs internationaux allait très fortement peser sur les mentalités, sur les choix politiques et économiques, puis finalement sur les orientations diplomatiques des différents pays européens. Chaque État tenterait de protéger ses intérêts immédiats, bien avant ceux d'un allié¹.

Tandis qu'en Grande-Bretagne la majorité conservatrice poursuivait une politique d'*appeasement*, l'opinion publique française voyait dans un rapprochement avec l'Allemagne le moyen de préserver la paix au moindre coût, fut-ce au prix de l'abandon des petits alliés de l'Europe orientale². Le pacifisme était devenu

¹ MILZA, P. *op. cit.*, p. 96-97.

² DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 226-229.

l'idéologie dominante en France, l'aspect humain et l'horreur de la Première Guerre ayant contribué fortement à accentuer cette tendance. De plus, elle connût une certaine instabilité gouvernementale³. Par conséquent, la France n'était plus la grande puissance de la décennie précédente⁴. Elle n'était également plus une alliée engagée envers l'Autriche. De fait, elle ne possédait plus les moyens de s'imposer sur la scène internationale, encore moins de défendre efficacement ses alliés d'Europe centrale⁵.

2.1 La tentative d'union douanière de 1931 et l'effondrement de la *Kreditanstalt*

Bien que le désir d'*Anschluss* demeurait présent en Allemagne, la perspective d'une union avec l'Autriche n'aurait fait qu'éveiller la suspicion française et la pousser à renforcer sa recherche de sécurité⁶. Au début des années 1930, la France pesait toujours de son poids sur la scène européenne. Convaincue de l'impossibilité de l'*Anschluss* à ce moment, l'Allemagne de Stresemann considéra une union douanière comme la seule alternative envisageable, bien que le gouvernement autrichien se montrait tout d'abord réticent à un tel rapprochement économique et craignait la réaction des puissances occidentales. Pour le gouvernement allemand, le projet se situait dans l'intérêt de la situation économique précaire tant de l'Autriche que de l'Allemagne, frappée durement par la crise financière.

Pour l'Allemagne, cette union entre les deux États germaniques demeurait la seule approche possible afin de soutenir l'économie autrichienne contre le contrôle étranger des puissances occidentales. La relative prospérité allemande contrebalancerait la continuelle insécurité économique de l'Autriche, et chacun des partenaires y rencontrerait ses intérêts. De plus, l'Allemagne ne voyait aucun besoin de subordonner les questions économiques aux considérations politiques imposées

³ En effet, de juin 1932 à septembre 1939, seize gouvernements se succédèrent, ainsi que neuf ministres des Affaires étrangères et huit ministres de la Guerre.

⁴ LACROIX-RIZ, A. *op. cit.*, p. 2.

⁵ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 265.

⁶ LOW, A.D. *op. cit.*, p. 287.

par les vainqueurs, principalement la France. Ainsi, elle était plus que tout déterminée à voir l'entreprise aboutir⁷.

Avec cette première alliance économique, l'Allemagne tentait de s'imposer pour la première fois depuis la Première Guerre mondiale sur la scène internationale, indépendamment des Alliés. Toutefois, ce projet ne pouvait contourner l'objection française concernant le maintien de l'indépendance autrichienne⁸. En fait, par ce projet d'union, l'Allemagne et l'Autriche tentaient de mener un combat économique, mais sur un terrain politique. Celui-ci ne pouvait qu'engendrer une résistance immédiate de la France, toujours concernée par la question autrichienne et le souci de sécurité. Que cette union économique puisse venir en aide à l'État autrichien n'avait que peu d'importance dans l'esprit des dirigeants français.

Pour ce qui est de l'Italie, dont les relations avec l'Allemagne s'étaient graduellement améliorées depuis le pacte de Locarno, elle ne présentait pas de forte opposition à une telle union économique. Rome voyait plutôt le projet comme un signe encourageant pour l'économie européenne⁹. Pour ce qui est des Britanniques, le gouvernement allemand pouvait présumer qu'une union économique avec l'Autriche, de loin moins ambitieuse qu'un *Anschluss* politique, ne rencontrerait aucun obstacle de leur part. Seule la France s'y opposerait et persisterait dans la voie tracée lors des traités de paix.

Dans l'esprit français, par cette première affirmation en politique étrangère, davantage était à craindre qu'une simple union économique. L'Autriche tentait de jouer sur deux plans, d'augmenter la coopération avec l'Allemagne sans chercher à se séparer du soutien occidental. Cela ne plaisait guère aux dirigeants français qui demeuraient déterminés à voir le projet échouer, en s'appuyant sur la notion que celui-ci empiétait sur l'indépendance autrichienne, selon le traité de Saint-Germain et les protocoles de Genève¹⁰. Cependant, ce semblant d'inquiétude pour cette souveraineté était alors poussé si loin que cette attitude privait en fait l'Autriche de

⁷ SCHUSCHNIGG, K. von. *Austrian Requiem*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1946, p. 67.

⁸ GEHL, J. *op. cit.*, p. 8.

⁹ *Ibid.*, p. 12.

¹⁰ *Ibid.*, p. 19.

son indépendance même, jusqu'à la perte de toute liberté d'action possible au plan des relations extérieures¹¹. Le contrôle étranger était alors à son apogée.

L'échec de l'union douanière austro-allemande sera principalement le fait des pressions financières que la France allait exercer sur l'Autriche¹². Cette dernière se retrouvait devant deux voies à adopter : la puissance autrichienne devait s'engager dans la voie de la coopération avec l'Allemagne ou choisir de se plier aux demandes françaises. Le premier choix était intéressant. De plus, l'attitude française poussait l'opinion autrichienne dans ce sens.

En effet, Paris avait dépassé certaines limites. Aucun gouvernement ne pouvait accepter les termes et contraintes proposés, qui auraient impliqué une complète reddition de la souveraineté de l'État au profit de la puissance française.¹³ Cependant, l'Autriche demeurait trop faible pour résister à la pression française et poursuivre le projet, même avec le soutien d'autres puissances. Elle devait s'incliner une fois encore devant les demandes provenant de Paris. L'image de la puissance française, du moins dans l'opinion du gouvernement autrichien, venait de subir le contrecoup de cette intervention. L'Autriche de Dollfuss opterait ensuite pour une autre voie, en se tournant plutôt vers l'Italie mussolinienne.

Les prêts accordés à l'Autriche avaient en fait remédié aux effets plutôt qu'aux causes de son instabilité économique. Près de dix ans après les protocoles de Genève de 1922, l'Autriche se retrouvait de nouveau dans la même position. Elle ne pouvait espérer assainir sa situation financière qu'en persistant à rejeter toute opportunité d'*Anschluss* avec l'Allemagne, même au niveau économique. La France avait ainsi joué une nouvelle fois de sa prédominance économique sur la scène autrichienne. Pourtant, même si sa puissance n'était plus la même qu'au moment de la signature des traités de paix, elle demeurait en 1931 le seul État à pouvoir encore interagir au niveau économique auprès de l'Autriche¹⁴. Elle pouvait également y rattacher certaines contraintes politiques qu'elle jugeait nécessaires.

¹¹ League of Nations, *Official Journal*, 12th year, minutes of the 63rd session of the Council, 1931, p. 1070.

¹² GEHL, J. *op. cit.*, p. 27.

¹³ *Ibid.*, p. 30.

¹⁴ En effet, la crise financière ne frappa pleinement la France qu'en 1932.

L'union douanière, qui devait avant tout être un projet sur « l'assimilation des conditions douanières et politico-commerciales » entre les deux États germaniques, avait pour but de supprimer les barrières et tarifs douaniers entre l'Allemagne et l'Autriche¹⁵. Il ne s'agissait donc en principe que d'un projet d'union douanière, et non d'un *Anschluss* au sens propre. Néanmoins, un tel projet aurait pu mener ensuite à un rapprochement au niveau politique, ce que craignait le gouvernement français. Il fut donc empêché.

Malgré toutes les assurances offertes qu'il ne s'agissait nullement d'un *Anschluss* politique, la réaction fut grande, surtout en France. En fait, Paris voyait dans ce projet une tentative de retour aux plans de 1918 d'une *Mittleuropa*, un premier pas vers l'incorporation de l'Autriche à la grande puissance allemande, vers la réalisation de l'*Anschluss*¹⁶. Pour la France, cette intention signifiait, pour la première fois depuis les résolutions de 1919, une démarche ouverte du gouvernement autrichien vers une annexion.

Toute l'affaire fut portée devant la S.D.N., qui la transmit ensuite à la Cour Internationale de La Haye, afin qu'elle juge si l'union douanière était compatible avec les traités de Versailles et de Saint-Germain. Celle-ci conclut que, bien qu'elle ne violât nullement l'interdiction de l'*Anschluss* contenue dans les traités de paix, l'union douanière allait à l'encontre des protocoles de Genève de 1922, ce qui revenait en définitive à condamner la politique de l'union douanière¹⁷. La France avait une nouvelle fois obtenu ce qu'elle désirait. L'Autriche devait s'y plier.

Entre-temps, l'attention fut accaparée par un autre événement qui ébranla l'équilibre économique du pays dans ses fondements, soit l'effondrement de la *Kreditanstalt*, la banque la plus importante d'Autriche. Secoué par une grave crise financière, le gouvernement autrichien dut se résoudre à renoncer de lui-même à l'union douanière, avant même que la Cour de La Haye eût rendu son arrêt¹⁸.

¹⁵ MILZA, P. *op. cit.*, p. 101.

¹⁶ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion*, p. 239.

¹⁷ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 275.

¹⁸ KREISSLER, F. *op. cit.*, p. 240-241.

Le résultat fut, en somme, le même. Le projet d'union douanière fut rapidement abandonné. L'Autriche, touchée par la crise financière mondiale et par ce choc économique, ne pouvait se contenter de ce projet douanier avec l'Allemagne afin de secourir son économie. Elle nécessitait une aide plus importante. Ainsi, avec l'effondrement de cette banque autrichienne, l'aide française devenait nécessaire. Vienne devait alors faire appel à la France et accepter ses conditions afin de renflouer ses finances. Toutefois, l'Autriche perdit simultanément des appuis lors de ces événements, car l'État se retrouvait être à la fois, aux yeux de l'opinion mondiale et en raison de sa situation économique des plus catastrophiques, solliciteur international et protagoniste de l'*Anschluss*¹⁹.

Le gouvernement français, comme nous l'avons indiqué, tenta alors d'exploiter la situation en conditionnant son approbation par la renonciation publique de l'Autriche au plan de l'union douanière. De cette façon, l'appui financier se retrouvait de nouveau assujetti à la renonciation de toute espèce d'*Anschluss*.

Les conditions mises par la France à l'allocation de cette aide financière furent dures, dans la voie de la politique française de sécurité, soit le renoncement à l'union douanière, ainsi que la mise en place d'un contrôle étranger auprès de la *Kreditanstalt*, applicable également à la gestion financière de l'État même. Une nouvelle mainmise étrangère sur l'État autrichien se retrouvait ainsi conditionnée. Ainsi, le projet d'union douanière fut finalement et définitivement enterré.

2.2 La situation intérieure autrichienne et le sentiment pangermaniste

L'économie nationale autrichienne se trouvait, dès la Première Guerre mondiale, dans une situation difficile, puisque l'Autriche ne pouvait surmonter sa faiblesse financière. L'apparition de la crise économique mondiale de 1929 et de ses effets immédiats et lointains, notamment l'effondrement de la principale banque

¹⁹ TABOUIS, G. *op. cit.*, p. 83.

d'Autriche en 1931, aggrava la situation, au point où celle-ci prit des proportions catastrophiques.

L'Autriche, en perdant ses marchés extérieurs, vit son chômage s'accroître, provoquant un rétrécissement de ses marchés intérieurs, lesquels entraînèrent à leur tour une nouvelle augmentation du chômage. Celui-ci, permanent, facilita la propagande nationale-socialiste, surtout après l'avènement au pouvoir de Hitler dans le Reich allemand. De plus, l'industrie allemande, en plein réarmement, recrutait en Autriche des ouvriers spécialisés, ce qui aida grandement la propagande nationale-socialiste qui cherchait à présenter l'Allemagne comme un véritable paradis. « Nombreux furent les Autrichiens désespérés qui virent en elle leur dernier espoir »²⁰.

De plus, la propagande pangermaniste, en faveur de l'*Anschluss*, continuait à être l'une des composantes permanentes de la politique autrichienne. Plusieurs Autrichiens voyaient en l'Allemagne le « grand peuple frère avec lequel l'Autriche était liée par le sang », et exprimaient l'opinion qu'on pouvait être à la fois Autrichien et Allemand²¹. Cette même opinion, présente encore en 1938 chez une vaste majorité de la population autrichienne, engendra une certaine confusion chez les observateurs étrangers. En effet, plusieurs délégués, principalement britanniques, furent convaincus que la population autrichienne, en se considérant également allemande, désirait son annexion à l'Allemagne. Malgré cela, reconnaître une communauté culturelle commune ne signifiait nullement un désir d'incorporation, et encore moins lorsque celui-ci était imposé par la force. Cette nuance manquait aux vues étrangères.

En 1931, la tentative manquée d'union douanière montra bien que l'idée de l'*Anschluss* demeurait vivante, principalement sur le plan économique. L'avènement de Hitler en 1933 lui rendrait son caractère politique. Seulement, les pressions en faveur de l'union provenaient principalement d'Allemagne, et non d'Autriche. Pour la première fois depuis 1918, l'*Anschluss* entrerait dans le domaine de la politique active. Mais, pour la première fois également, cette voie cessait de constituer une

²⁰ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 242.

²¹ *Ibid.*, p. 249-250.

tendance respectable. L'union avec l'Allemagne signifiait alors l'union avec le nazisme, une idéologie trop agressive et intolérante pour être vraiment engageante auprès des Autrichiens. Le noyau pangermaniste autrichien se retrouverait projeté dans la sphère nazie²². Sa popularité diminuerait en proportion.

²² KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne. 1938 -1945 -1978*, volume 1, Paris, PUF, 1980, p. 64.

Chapitre 3

L'Autriche de Dollfuss : la voie italienne

Trois dates marquèrent principalement la scène politique autrichienne après cette première tentative d'union douanière austro-allemande : la suppression du Parlement par le chancelier autrichien Dollfuss en mars 1933, ainsi que les deux « Douze Février », celui de la contre-révolution de 1934 suivi de la tentative de putsch, puis celui de l'entrevue de Berchtesgaden de 1938. Plus que leurs conséquences immédiates, ces trois événements devaient démontrer principalement le manque de cohésion sur la scène politique intérieure autrichienne ainsi que le manque d'appui offert au gouvernement dans sa lutte contre l'interférence allemande, tant intérieure qu'extérieure.

En Autriche, les innombrables divisions internes avaient fini par se regrouper, au début des années 1930, en deux tendances principales. La première, la voie « cléricale », les chrétiens-sociaux en majorité, était alors soutenue par l'Italie fasciste. La seconde, appuyée fortement par le Troisième Reich, regroupait les différents groupements fascistes, pangermanistes ou nationaux-socialistes autrichiens. Ces deux fractions s'opposaient donc sur la scène politique autrichienne. En 1930, les chrétiens-sociaux détenaient dans un premier temps la majorité.

Au printemps 1932, les élections municipales reflétèrent de nouveau cette dissension politique toujours présente. Elles démontrèrent que l'aile nazie du fascisme autrichien commençait à gagner du terrain aux dépens du parti catholique. Ainsi, afin de conserver le pouvoir, les chrétiens-sociaux, soit le gouvernement Dollfuss, durent se résoudre à rechercher une alliance avec d'autres partis. Il est vrai que, comme l'avait remarqué M. Clauzel, le Ministre de France à Vienne à ce moment, les violences des nazis autrichiens ralliaient alors plusieurs membres de différents partis politiques à l'idée d'une Autriche indépendante, et divisaient la scène intérieure en deux camps au sujet de l'*Anschluss*¹. Le parti national-socialiste gagnait des membres. Cependant, le

¹ Note de Clauzel à Henriot, ministre des Affaires étrangères du 8 novembre 1932. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 1, no 113.

camp pangermaniste perdait également de ses appuis, et ce dans une plus grande proportion.

De plus, ces nouvelles alliances devaient être décisives, puisque le nouveau gouvernement constitué ne disposa finalement au Parlement que d'une seule voix de majorité. Et ce fut justement cette fragile majorité qui servirait ensuite d'alibi et d'argument à la voie autoritaire dans laquelle le chancelier autrichien Dollfuss choisirait de s'engager². Confronté à une constante opposition interne, il opérerait alors pour sa propre voie.

En fait, le chancelier autrichien Dollfuss devait remplir la mission de renverser la République et le pouvoir des masses, tout cela avec l'appui de Mussolini, conduisant ainsi la politique autrichienne dans ce qui pourra être défini comme la « voie italienne »³. La « voie allemande » devait par la suite y succéder, en 1935, poursuivie par son successeur, le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg.

3.1 L'emprunt de Lausanne

Dès le départ, en 1932, le souci essentiel du nouveau gouvernement autrichien fut de stabiliser la situation financière de l'État. Dans ce but, le chancelier Dollfuss s'efforça d'obtenir un nouvel emprunt par l'entremise de la S.D.N., le prêt de Lausanne⁴. Seulement, ce prêt se retrouvait encore une fois lié à de nouvelles conditions financières et politiques, dont le contrôle étranger renforcé et la réaffirmation de l'engagement de renoncer à l'*Anschluss*⁵. De plus, l'emprunt se rattachait aux protocoles de Genève, ces accords qui avaient jeté les bases de la restauration économique et financière de l'Autriche et qui avaient empêché l'union douanière de 1931⁶.

² KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion*, p. 253.

³ GEDYE, G.E.R. *Suicide de l'Autriche. La tragédie de l'Europe centrale*, Paris, ULÉ, 1940, p. 69.

⁴ La SDN accorda à la République d'Autriche un emprunt de 300 millions de schillings.

⁵ KREISSLER, F. *op. cit.*, p. 254.

⁶ Note du Ministère des Affaires étrangères du 20 juillet 1932. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 1, no 41.

Ainsi, les contraintes étaient de nouveau imposées par les puissances signataires. Par contre, cette fois, aucune des puissances occidentales ne devait réaffirmer son souci et son engagement envers l'indépendance autrichienne. Cet élément avait disparu des termes de cette nouvelle entente. Fait important, aucun des auteurs ou des historiens étudiés dans le cadre de cette recherche ne mentionne ce point. Bien au contraire, l'historien Brook-Shepherd présente l'emprunt de Lausanne comme une nouvelle réaffirmation formelle de l'engagement des démocraties occidentales envers l'Autriche⁷. Il est vrai que ces puissances s'engageaient envers l'État autrichien. Néanmoins, elles s'engageaient à poursuivre leur contrôle et non à lui apporter leur secours en cas de besoin.

Les termes de l'arrangement furent encore une fois imposés principalement par la France, et ensuite ratifiés par l'Italie et la Grande-Bretagne à la fin de 1932. Ainsi, dix ans après les protocoles de Genève, un remède similaire était de nouveau appliqué à la question autrichienne. L'emprunt de Lausanne réitérait une vieille politique, cette fois avec moins d'effets perceptibles, un contrôle étranger présent, mais un appui toujours plus incertain.

De plus, il y était énoncé que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie devaient se restreindre à l'avenir d'interférer directement dans les affaires proprement autrichiennes⁸. Pour la Grande-Bretagne, cette question allait dans le sens de sa propre politique. En fait, le gouvernement britannique n'avait tenu qu'une position nominale dans le prêt de Lausanne et avait démontré une répugnance à assumer de nouvelles ententes financières concernant l'Autriche⁹. De plus, Londres n'entendait plus subordonner sa politique à celle de Paris afin de satisfaire la demande française en sécurité, ce que nous avons abordé précédemment. L'Autriche n'occupait plus une place de choix dans ses intérêts. Cette clause lui convenait donc parfaitement.

Pour l'Italie, au contraire, cette question posait un réel conflit d'intérêt. Bien qu'elle ne se fût jamais pleinement intéressée à la question autrichienne avant 1932, sa nouvelle alliance avec le gouvernement Dollfuss dominait alors sa politique en Europe centrale. Plus encore que la France, la politique italienne rayonnait en Autriche. De ce fait, Rome acceptait avec difficulté l'interdiction de s'ingérer sur la scène autrichienne.

⁷ BROOK-SHEPHERD, G. *The story of Chancellor Dollfuss of Austria*, NY, Obolensky, 1962, p. 172.

⁸ GEHL, J. *op. cit.*, p. 44.

⁹ Note de la Direction politique du 23 juillet 1932. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 1, no 47.

À l'interne, le prêt de Lausanne divisa davantage la scène politique en Autriche. À la lumière de l'opposition engendrée par cet emprunt, principalement celle des sociaux-démocrates et des nationaux-socialistes, il devint évident que le gouvernement Dollfuss ne pouvait espérer gouverner longtemps de cette façon, par cette majorité précaire. Dès lors, le gouvernement se tenait devant deux choix. Il devait démissionner et déclencher de nouvelles élections, ou avoir recours à des méthodes dictatoriales, autrement dit éliminer le Parlement. Il opta pour la seconde solution. Il devait ainsi fournir aux puissances occidentales, démocratiques, une nouvelle occasion de lui refuser ensuite leur appui en cas de besoin. En effet, comment une démocratie pourrait-elle justifier de venir en aide à un gouvernement autoritaire?

3.2 Le gouvernement Dollfuss et l'ingérence national-socialiste

La situation financière que trouva Dollfuss à son arrivée au pouvoir était bien claire. Le pays allait droit à la faillite si l'emprunt de Lausanne, par l'intermédiaire de la B.R.I., n'était pas accordé sans délai, point que nous venons d'aborder¹⁰. Seulement, ce prêt se retrouvait conditionné par la renonciation à toute tentative d'union politique ou économique avec l'Allemagne, ce à quoi l'Autriche donna à nouveau sa garantie. Comme les chances furent minces pour que les prêteurs revissent leur argent, ils faisaient par cet emprunt un placement purement politique. En effet, ils venaient secourir un État affaibli, voisin de l'Allemagne où le national-socialisme prenait de l'ampleur, devenait plus menaçant et entreprenant¹¹.

Fait intéressant, l'Allemagne réclama le droit d'intervenir dans les discussions concernant l'emprunt, bien qu'elle ne voulait nullement y participer elle-même financièrement. Elle réclamait ce droit en vertu des liens pangermaniques qui unissaient les deux États. De plus, elle s'objectait contre le lien entre le prêt et la

¹⁰ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 86-87.

¹¹ Note de la Direction politique du 8 avril 1933. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 3, no 107.

question de l'*Anschluss*. Sur ce point, le gouvernement allemand avait sa propre opinion :

« If he needed this loan to put Austria on a sound economic footing, then he should take it on any terms, even if he would have to accept certain limitations on Austria's right to self-determination in the event of *Anschluss* with Germany. For a great historical event like the *Anschluss* would not be prevented by the terms of a loan agreement »¹².

Par contre, dès le départ, le gouvernement autrichien refusa catégoriquement toute ingérence de la part du gouvernement allemand dans la conclusion de ces négociations. Malheureusement, ce même refus plaça le chancelier Dollfuss sur le chemin de la résistance à l'Allemagne, puisqu'il s'opposait dans un même temps à l'intervention extérieure allemande et à « la menace qui pesait sur l'indépendance et la souveraineté de l'Autriche », soit le parti national-socialiste même¹³. Le gouvernement Dollfuss, jusqu'aux événements de juillet 1934, devait poursuivre cette politique de défiance envers l'État voisin et les membres de ce parti.

Le nazisme était intervenu ouvertement sur la scène autrichienne en 1932, par une vague d'actions violentes et terroristes dirigées principalement contre certains membres du gouvernement et de l'élite autrichienne. Ces actions devaient heurter profondément l'opinion autrichienne, et l'appui au parti national-socialiste autrichien diminua en conséquence. En effet, la social-démocratie autrichienne, qui avait conservé une certaine orientation pangermaniste, en faveur d'une union avec l'Allemagne, choisit de changer ouvertement de camp¹⁴. Ainsi, l'*Anschluss* perdait de la popularité, et l'étude des sources diplomatiques démontre que les représentants étrangers étaient, déjà en 1932, au fait de cette situation¹⁵. Il en perdra davantage en juillet 1934, lors de la première tentative hitlérienne de provoquer l'union par la force, à l'image des actions du parti.

Le parti national-socialiste fut dès lors interdit en Autriche. Cependant, il continua de poursuivre sa campagne d'intimidation sous toutes ses formes.

¹² Paroles concernant le chancelier Dollfuss. PAPEN, *Memoirs*, p. 178. Cité dans GEHL, J. *op.cit.*, p. 43.

¹³ LUZA, R. *Austro-German Relations in the Anschluss Era*, London, PUP, 1975, p. 144.

¹⁴ *Ibid.*, p. 147.

¹⁵ Note de Clauzel à Henriot, ministre des Affaires étrangères du 8 novembre 1932. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome I, no 113.

Explosions, lignes téléphoniques vandalisées, tracts nazis, tout était bon pour créer un élément de panique au sein de la population autrichienne. Malgré cela, ces méfaits n'étaient pas que l'œuvre de révolutionnaires locaux. L'organisation nationale-socialiste, illégale en Autriche, mais partie intégrante du parti nazi allemand, se retrouvait en effet dirigée directement d'Allemagne, et cette situation était sans précédent dans l'histoire politique et diplomatique de l'Europe¹⁶. Mais cela fit-il réagir les puissances anciennement liées à la sauvegarde de la souveraineté de l'Autriche? Nullement.

En fait, la répression de ce courant politique en Autriche était également sans précédent. L'État autrichien fut le premier à proscrire le NSDAP, le premier à prendre les armes contre l'expansionnisme nazi, mais également le premier à perdre un dirigeant de son gouvernement dans cette lutte¹⁷. Les auteurs qui affirment une collaboration de l'Autriche semblent oublier ce point¹⁸.

3.3 La voie autoritaire

Le chancelier autrichien, le Dr Engelbert Dollfuss, qui gouverna du 20 mai 1932 au 25 juillet 1934, jour de son assassinat, s'écarta progressivement de la démocratie imposée en 1919 par les Alliés pour s'orienter vers l'État autoritaire, la dictature. Plusieurs études ont paru sur le personnage, devenu une figure mythique de l'histoire autrichienne. À la lecture des différentes thèses sur le sujet, il ressort que ce chancelier ne fut en fait ni le défenseur courageux de l'indépendance autrichienne, ni le créateur dictateur de l'État autoritaire ou le supprimeur inexorable des socialistes et de la démocratie parlementaire que plusieurs auteurs tentent de démontrer. Il était plutôt un tacticien habile qui tentait de stabiliser l'équilibre instable de la politique autrichienne. Il demeurait au pouvoir parce qu'aucune des forces principales, suivant des voies différentes, ne pouvait obtenir la majorité¹⁹.

¹⁶ GEHL, J. *op. cit.*, p. 58.

¹⁷ KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. xvi.

¹⁸ Voir les études de KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion : l'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, PUF, 1970, ainsi que de LUZA, R. *Austro-German Relations in the Anschluss Era*, London, PUP, 1975.

¹⁹ GEHL, J. *op. cit.*, p. 74.

La fin du régime parlementaire autrichien survint le 4 mars 1933, par un simple incident de scrutin. En fait, le chancelier ne fit que profiter de l'occasion qui lui était offerte. Lors de la dernière session parlementaire, se retrouvant dans l'impasse, les trois présidents du Conseil national avaient opté pour la démission successive. En conséquence, puisqu'il n'y avait plus aucun président en poste, il appartenait alors au gouvernement de convoquer le Conseil national. Toutefois, celui-ci n'en avait nullement l'intention. Au contraire, il disposait enfin de la meilleure des occasions et d'un motif légal pour gouverner dorénavant sans rechercher l'accord du Parlement, en s'appuyant sur la loi des pleins pouvoirs²⁰.

Le chancelier Dollfuss choisit dès lors de dissoudre tous les partis autrichiens, en commençant par son propre parti chrétien-social, afin de constituer le « Front Patriotique ». Son but était en fait de créer un rassemblement politique nouveau et dynamique, où tous les Autrichiens d'allégeances religieuses et politiques différentes pourraient se regrouper, au nom du nationalisme autrichien²¹. Seulement, le nationalisme propre était pratiquement inexistant dans la nouvelle Autriche. Dollfuss tentait en vain de développer une idéologie autrichienne spécifique, distincte des autres peuples de langue allemande. Cependant, cette idéologie ne rencontrait pas l'écho souhaité. Lorsque le chancelier Schuschnigg optera pour cette même voie, en 1938, il sera alors trop tard.

Une fois ce principe accepté, Dollfuss croyait qu'il n'y aurait qu'un pas à franchir pour que les Autrichiens appuient la conviction que la République devait préserver sa souveraineté, sans devenir une dépendance de l'État allemand²². Toutefois, ni la droite politique, ni la gauche ne devaient comprendre à temps la nécessité de collaborer. Le rapprochement tardif ne se produisit qu'au tout dernier instant, qu'à l'heure où l'armée hitlérienne se rassembla aux frontières de l'Autriche avant d'envahir le pays.

Par la suppression du Parlement en mars 1933, Dollfuss saisissait le moyen de se débarrasser à la fois de cette institution politique qu'il détestait, des dangers d'une

²⁰ Cette loi fut dénommée *Kriegswirtschaftliches Ermächtigungsgesetz*. KREISSLER, F. *op. cit.*, p. 259.

²¹ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche*, Paris, Presses de la Cité, 1964, p. 82.

²² KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. 21-24.

dissolution imposée par les nazis, du retour devant l'électeur et de la nécessité d'une entente avec les socialistes, une branche politique que l'Italie, sa seule alliée, désapprouvait²³. Par ce geste, il s'engageait alors irrémédiablement et simultanément sur deux fronts, en luttant contre les socialistes, mais également contre les nazis autrichiens et allemands²⁴. Une double lutte difficile pour un gouvernement sans appui.

Le mouvement national-socialiste était interdit en Autriche. Toutefois, la propagande persistait et le 3 octobre 1933, un premier attentat fut tenté contre le chancelier autrichien²⁵. La tension entre les deux États germaniques devait s'accroître davantage par ce qui fut surnommé la *Tausend-Mark-Sperre*, la fameuse barrière de mille marks qui devait ruiner le tourisme autrichien, une politique instituée en réaction aux actions du gouvernement de Vienne qui venait de prohiber le port de l'uniforme, des insignes et des emblèmes hitlériens²⁶. Une simple interdiction engendrait une puissante réplique de l'État allemand.

Concrètement, Hitler croyait que restreindre le tourisme allemand en Autriche provoquerait un coup sévère à son économie déjà précaire, dépendante du tourisme allemand. En fait, il anticipait la chute du gouvernement Dollfuss qui aurait déclenché de nouvelles élections résultant en un *Gleichschaltung* interne²⁷. De plus, l'adoption de cette politique semblait indiquer que le Reich en attendait un effet d'intimidation. Comme le nota le Ministre de France à Vienne, M. Puaux, « l'attitude du gouvernement allemand montrait, en tous cas, que vis-à-vis d'un État jugé plus faible, il estimait naturel d'user de violence »²⁸. Point à noter, cela se fit sans provoquer aucune résistance de la part d'une puissance alliée, pas même celle de l'Italie.

Pour l'Allemagne, il n'y avait aucun doute sur le fait qu'une ingérence plus poussée dans les politiques autrichiennes était susceptible de provoquer, à brève

²³ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 104.

²⁴ *Idem.*

²⁵ Note de la Direction politique du 29 août 1933. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 4, no 291.

²⁶ Cette politique stipulait que tout Allemand désireux de passer ses vacances en Autriche devait déboursier mille marks pour obtenir un visa de sortie pour l'Autriche.

²⁷ KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. 15. – Lire ici *Gleichschaltung* au sens d'unification, d'élimination de l'opposition.

²⁸ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, du 27 mai 1933. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 3, no 323.

échéance, une résistance étrangère. Mais, pour le Reich, un *Gleichschaltung* aurait annoncé, autant que l'*Anschluss* lui-même, la domination allemande sur l'Autriche. Par conséquent, selon les plans hitlériens, les nationaux-socialistes autrichiens devaient prendre le pouvoir de l'intérieur, à Vienne. Ainsi, le gouvernement allemand n'aurait plus à imposer l'*Anschluss* de l'extérieur. L'union des deux partis nazis anticiperait l'union des deux États voisins. Et les puissances occidentales hésiteraient à intervenir contre le désir exprimé d'une nation. Du moins, comme le nota l'Ambassadeur de France à Berlin, M. François-Poncet, c'est ce que tentait d'obtenir le Reich allemand par l'adoption de ces politiques de pressions envers l'Autriche²⁹.

Afin de contrecarrer ces dangers internes ainsi qu'externes qui menaçaient l'Autriche, et devant l'absence constante de réactions de la part des démocraties occidentales, le chancelier Dollfuss choisit d'étendre davantage sa stratégie de défense dans le champ de la politique étrangère, auprès de Mussolini³⁰. La politique autrichienne entraînait dès lors dans la voie politique italienne.

3.4 La voie italienne

Trois options en politique étrangère s'offraient au gouvernement autrichien. Il pouvait capituler face à l'Allemagne, adopter une position isolationniste ou tenter de nouer une alliance étroite avec l'Italie³¹. En premier lieu, pour l'Autriche, aux prises avec des pressions au niveau interne, ainsi que des activités de propagande et de subversion terroriste contrôlées de l'étranger, la neutralité n'était pas une option viable à court terme si elle n'était pas respectée par l'Allemagne. En second lieu, la voie d'un *Anschluss* au Reich allemand était également bloquée, aussi bien par les traités de paix que par les clauses d'interdiction dont furent assortis les accords successifs accompagnant les emprunts, sans parler du fait que cette voie n'était plus

²⁹ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, du 8 avril 1933. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 3, no 107.

³⁰ KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. 35.

³¹ *Ibid.*, p. 47.

souhaitée par la vaste majorité de la population³². Dans ces conditions, le troisième choix fut adopté à la fin de 1933.

La politique italienne devenait la voie principale de la politique autrichienne. Néanmoins, un support actif de la Grande-Bretagne et de la France, de concert avec l'Italie, aurait permis à l'Autriche une plus grande liberté de manœuvre. Pourtant, les gouvernements français et britannique, depuis l'emprunt de Lausanne, s'étaient éloignés de la question autrichienne. Ils croyaient maintenant qu'il était de leur intérêt de laisser l'Italie mener seule la résistance contre l'Allemagne, et préserver ainsi l'intégrité de l'Autriche.

Pour la Grande-Bretagne, cette attitude allait dans le sens de sa politique menée jusqu'alors. L'attitude de la France pouvait surprendre davantage. En effet, le gouvernement français s'était toujours montré, ne serait-ce qu'en apparence, le plus vif défenseur de la souveraineté autrichienne, ou du moins la puissance la plus intéressée. Une telle attitude d'abandon déviait de sa voie politique habituelle. Par conséquent, consciente du délaissement habituel anglais, et maintenant également français, l'Autriche ne détenait plus qu'une alliée. Et pour la préserver, elle devait accorder de considérables concessions.

Nous l'avons vu, l'Angleterre et la France s'étaient, il est vrai, engagées par les traités de Saint-Germain et de Versailles à protéger l'indépendance autrichienne. Malgré cela, il était évident que ces puissances, à moins de rencontrer leurs intérêts immédiats, n'entreprendraient aucune action efficace en faveur de l'Autriche. De ce fait, la politique extérieure de l'Autriche inclinait davantage vers une liaison étroite avec l'Italie mussolinienne, d'autant plus qu'au nord, les liens traditionnels avec l'Allemagne avaient fait place à des rapports ouvertement hostiles³³. Rome, plus qu'un choix, demeurait la seule alliée sur qui s'appuyer.

Cependant, Mussolini, en retour de son soutien en politique extérieure et en contradiction avec les ententes conclues lors du prêt de Lausanne, s'immisçait ouvertement dans les questions exclusivement autrichiennes. En effet, il exigeait, en

³² Adresse du ministre de France à Vienne, G. Puaux, du 5 septembre 1933. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 4, no 317.

³³ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 279.

échange de son appui devant la menace nationale-socialiste, la suppression systématique de tous les droits démocratiques, ainsi que la destruction du parti social-démocrate et des organisations syndicales³⁴. Afin de s'allier cette puissance italienne en politique extérieure, le chancelier autrichien devait s'aliéner une partie importante de sa population. Cette décision comportait évidemment son lot de conséquences, et celles-ci deviendront évidentes lorsque cet allié italien se détournera de l'Autriche. Le gouvernement Dollfuss ne pouvait s'opposer seul à la puissance allemande. Dès lors, quel choix lui restait-il?

Au début de l'année 1934, l'Autriche se retrouvait soumise à une double pression, d'une part à la terreur nationale-socialiste, et d'autre part à la contrainte de l'Italie fasciste. Bien que Mussolini garantissait sa protection contre une agression nazie, il exigeait en retour que l'Autriche suive une politique intérieure contrôlée³⁵. Finalement, Dollfuss choisit de se prêter à cette exigence. Une nouvelle fois, l'Autriche devait se placer de son propre chef sous un contrôle extérieur. Jamais elle n'avait détenu l'option de choisir sa propre voie. Confrontée à une faiblesse économique perpétuelle et une dissension politique interne, son seul choix demeurait celui de subordonner sa politique à l'une ou l'autre des puissances européennes, une voie qui conservait ses avantages tant que l'alliée demeurait fidèle. Puis se déroulèrent les événements de février et de juillet 1934.

3.5 Le soulèvement de février 1934

Le 12 février 1934, les travailleurs autrichiens choisirent de prendre les armes contre les organes représentant le gouvernement. Il s'ensuivit l'un des conflits civils les plus sanglants de l'entre-deux-guerres, en plein cœur de la capitale viennoise, en réaction à la vague de représailles désirées par Rome qui s'était abattue sur les membres du parti socialiste. Ces travailleurs tentaient en vain de s'insurger contre

³⁴ Note de la Direction politique du 21 janvier 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 5, no 248.

³⁵ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op.cit.*, p. 281.

cette contrainte italienne qui avait forcé l'Autriche à interdire le parti, disperser ses représentants et dissoudre les syndicats³⁶. Confrontée à l'offensive dont elle était l'objet et la victime, la social-démocratie autrichienne avait choisi de prendre position. Pour elle, cette rébellion devenait une tentative désespérée de sauver, en dernier recours, la République démocratique.

Dès le début des troubles, l'armement supérieur des troupes gouvernementales fit son effet. Partout, les combats se poursuivirent jusqu'à l'épuisement des munitions. Le 15 février, tout était fini³⁷. Le parti socialiste perdit alors, par sa défaite, les appuis qui lui restaient en Autriche. Par conséquent, la voie italienne ne rencontrait plus de réelle opposition. Elle rayonnait de nouveau sur la scène politique autrichienne.

À la suite de ces troubles, confronté à la perpétuelle instabilité interne, le chancelier Dollfuss tenta de consolider les positions de son gouvernement en relançant sa politique extérieure, suivant la voie italienne. Après plusieurs jours d'entretiens, les « protocoles de Rome » furent conclus. Par ces accords, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie choisissaient d'harmoniser leur politique étrangère³⁸. Dorénavant, l'Autriche se retrouvait partie intégrante du système d'alliances italien. Du même coup, les derniers liens subsistant avec les autres puissances occidentales venaient de se rompre.

Ainsi, Dollfuss plaçait toute sa confiance en son allié principal qui l'assurait de son désir de défendre l'indépendance de l'Autriche en tant qu'État souverain. En fait, le chancelier avait grand besoin de cette couverture italienne, puisqu'une nouvelle vague d'attentats nationaux-socialistes s'était déclenchée à Vienne³⁹. Et aucune aide n'était à espérer des autres anciens garants de l'Autriche.

À peine quatre mois plus tard, Mussolini se vit dans l'obligation d'apporter la preuve de la véracité de ses intentions. Cette fois, il tint effectivement parole. Lorsque, quatre ans plus tard, il dut fournir une seconde preuve de son amitié pour

³⁶ *Ibid.*, p. 283-284.

³⁷ D'après les chiffres officiels, il y eut 314 morts – 118 du côté des forces de l'ordre et 196 du côté du Schutzbund, le parti social-démocrate.

³⁸ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 307.

³⁹ Note de la Direction politique du 21 janvier 1934. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 5, no 248.

l'Autriche, il abandonna ce pays, tout comme les autres puissances occidentales, puisque « leurs intérêts supérieurs » se trouvaient alors ailleurs⁴⁰.

« L'Autriche ne peut supporter seule plus longtemps, comme elle le fait depuis un an, le poids d'une lutte trop inégale avec le Reich, dans l'attente toujours déçue d'une action commune concertée. On lui a répété qu'en défendant son indépendance, elle défendait en même temps la paix en Europe. Elle s'étonne de ce que l'Europe lui paraisse plus soucieuse de ménager l'Allemagne hitlérienne que de prendre sa part de défense. [...] Le sauvetage de l'Autriche sur le plan intérieur est une question internationale »⁴¹.

3.6 La tentative de putsch nazi du 25 juillet 1934

Bien que le chancelier Dollfuss craignait une incursion allemande en territoire autrichien, il redoutait également que les Italiens, dans l'éventualité d'une invasion allemande, réagissent par des mesures militaires. En effet, il appréhendait que cette intrusion allemande puisse aisément mener à une domination italienne en Autriche⁴². Et il ne désirait ni l'un ni l'autre. Il ne pouvait risquer de perdre la seule puissance qui demeurait son alliée. Les événements de l'été 1934 allaient en quelque sorte clarifier la situation.

Sans en reprendre tous les détails, les événements de ce sinistre jour se déroulèrent brusquement. Profitant de l'instabilité de la situation interne, le 25 juillet 1934, 154 membres SS habillés en soldats de l'armée autrichienne prirent le contrôle à Vienne de la radio et du palais de la Chancellerie. Dans une tentative d'évasion, le chancelier fut mortellement blessé. Le putsch échoua finalement, mais le Dr Engelbert Dollfuss fut toutefois assassiné⁴³.

⁴⁰ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* - op. cit., p. 307.

⁴¹ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Daladier, ministre des Affaires étrangères, du 5 février 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 5, no 332.

⁴² GEHL, J. op. cit., p.62.

⁴³ MILZA, P. op. cit., p.127. - Son meurtrier fut désigné comme étant Planetta, un membre du parti nazi autrichien.

Devant la menace allemande, l'intervention italienne fut déterminante. À l'annonce de cette tentative de *putsch*, certaine de l'imminence de l'incursion militaire allemande, l'Italie déploya aussitôt trois divisions sur le Brenner. Elle désirait marquer ainsi sa volonté de s'opposer, par la force si nécessaire, à une intervention armée de l'Allemagne en territoire autrichien⁴⁴. Hitler, qui s'était tenu prudemment en retrait en attendant le dénouement des opérations dans la capitale autrichienne, ne manifesta aucune intention en ce sens. Il se replia, ne désirant nullement heurter de front une Italie fasciste à peu près unanime à condamner une action nazie en Autriche, dont elle estimait avec raison qu'elle avait été commandée de Berlin⁴⁵.

Si, devant cette provocation étrangère sur un pays toujours allié en fonction des traités de paix principalement, Paris et Londres se contentèrent de protester mollement, Rome, elle, n'avait pas hésité. L'Italie, comme l'avait prévu le chancelier Dollfuss dès le départ, contra ce mouvement en se mobilisant instantanément à la frontière et en avertissant Berlin de son intention d'entrer en Autriche à la première violation de la frontière du côté allemand. D'autre part, la Yougoslavie, afin de se prémunir contre une occupation près de ses frontières, concentra elle-même ses troupes dans ce secteur, ce que fit également la Tchécoslovaquie, du côté de Vienne⁴⁶. Trois États s'étaient préparés à intervenir. La France et la Grande-Bretagne n'étaient pas de ceux-là.

Des puissances européennes, deux de celles qui devaient soutenir l'Autriche l'avaient déjà abandonnée. Bien que leurs paroles indiquaient le contraire, leurs actions suivaient une voie distincte. La note du Ministre de France à Vienne, M. Puaux, le démontre bien : « J'ai répondu au chancelier Dollfuss que l'indépendance autrichienne était pour nous une des conditions essentielles au maintien de la paix et que le gouvernement français ne consentirait jamais à se désintéresser du sort de

⁴⁴ PUAUX, G. *Mort et transfiguration de l'Autriche, 1933-1955*, Paris, Plon, 1966, p.44.

⁴⁵ GEHL, J. *op. cit.*, p. 97.

⁴⁶ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 286.

l'Autriche, fût-ce au prix d'autres avantages »⁴⁷. Pourtant, aucune action n'accompagnait ces paroles.

Seule l'Italie persistait, ainsi que deux autres États qui ne pouvaient s'opposer seuls à une puissance allemande réarmée. Donc, en juillet 1934, la souveraineté autrichienne avait été préservée principalement par la volonté de cette seule alliée italienne. Et celle-ci, moins de deux ans plus tard, choisirait de réorienter sa propre politique en direction de l'Allemagne. L'Autriche ne détenait plus alors aucun appui. Et le Reich allemand saisirait cette occasion.

Depuis 1919, la position de l'Autriche concernant l'*Anschluss* se retrouvait en quelque sorte inversée. Il s'était agi alors, pour les puissances occidentales, d'imposer à l'Autriche sa souveraineté. En 1934, c'était le gouvernement fédéral et la population autrichienne même qui exprimait sa propre volonté d'indépendance⁴⁸. Le Ministre français M. Puaux le fit remarquer dès les jours suivant les événements : « on peut considérer que la démonstration est faite que l'immense majorité des Autrichiens ne veut pas être « nazifiés » ou « prussifiés » »⁴⁹.

Le peuple autrichien parvenait, pour une première fois, à se faire entendre, et ces puissances occidentales ne semblaient plus s'en intéresser. Au contraire, cette première expérience allemande, jointe à la question du réarmement, ne pouvait que renforcer le souci de sécurité sur le territoire européen. Dans une note du président du Conseil, le délégué français exposa, du moins en parole, la continuité du souci français envers son allié autrichien : « La France ne peut pas fermer les yeux devant les décisions qui viennent d'être prises par l'Allemagne. Celles-ci plus que jamais lui imposent le devoir de se préoccuper de sa sécurité. Cette sécurité passe pour elle au premier plan »⁵⁰. Les préoccupations persistaient. Qu'en était-il des réelles intentions d'intervention? Elles étaient depuis longtemps tombées dans l'oubli.

⁴⁷ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, du décembre 1933. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 5, no 83.

⁴⁸ Note de Puaux à Barthou, ministre des Affaires étrangères, du 29 mars 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 6, no 47.

⁴⁹ Note de Puaux à Barthou, du 28 juillet 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 7, no 11.

⁵⁰ Note du président du Conseil, 16 avril 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 6, no 97.

Lors de cette première tentative, le nazisme flancha devant le front des puissances alors unies. Ce ne fut, dans l'esprit des membres nationaux-socialistes allemands comme autrichiens, que partie remise. « L'Allemagne désire éviter de pousser les conflits jusqu'à l'éclatement d'une guerre. Elle ne se sent pas en mesure d'y faire face dans les conditions actuelles. Mais on aurait tort de voir dans cette attitude la marque d'une disposition pacifique »⁵¹.

La France et l'Angleterre, quant à elles, n'avaient entrepris aucune action définie. Elles s'étaient contentées de diffuser de simples protestations diplomatiques. Dans leurs intérêts, l'Autriche n'y trouvait déjà plus une place dominante. Le Führer devait se rappeler de ce fait dans la suite de ses projets. Seule l'Italie s'était opposée à la percée hitlérienne. Le Reich devait dès lors lui présenter de nouveaux intérêts.

Le *putsch* manqué du 25 juillet 1934 révéla la voie dans laquelle la politique allemande allait s'intégrer. Hitler ne pouvait éviter les répercussions internationales, les répliques des autres États centre-européens s'il persistait à utiliser la force. Il poursuivait deux politiques de front : l'une comme dirigeant d'un pays, l'autre comme dirigeant d'un parti⁵². Cet échec ferma alors la période du *Gleichschaltung* autrichien souhaité par le parti nazi. Le contrôle devait maintenant être atteint par un changement de la situation internationale, la perte des appuis autrichiens extérieurs et par des pressions venant de l'étranger. Ce fut donc cette voie qu'allait emprunter la politique allemande concernant l'Autriche dans la seconde moitié des années 1930.

3.7 La participation allemande

« Déjà on démentait que les nazis aient été mêlés en rien à ces violences. Aussi, les milieux officiels s'appliquent-ils à nier obstinément que le gouvernement du Reich ait été mêlé d'une manière quelconque à ce qui vient de se passer à Vienne. Ils affirment avec force que la surprise à Berlin a été totale. [...] En tous

⁵¹ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Barthou, ministre des Affaires étrangères, du 2 août 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 7, no 47.

⁵² GEHL, J. *op. cit.*, p. 101.

cas, ajoutent-ils, il s'agit d'une affaire purement interne qui ne regarde que les Autrichiens »⁵³.

Plusieurs études furent réalisées sur le sujet, afin de savoir si Adolf Hitler était ou non le protagoniste des événements de juillet 1934. Indépendamment du fait qu'aujourd'hui il est connu qu'Hitler était non seulement informé du plan, mais l'avait de plus approuvé, comme le démontre bien l'historien Felix Kreissler⁵⁴, ce point d'histoire n'influença en rien la suite des événements. Que le Führer, après l'échec de l'opération, ait nié avoir été au courant et avoir approuvé le projet fait partie du personnage et de sa stratégie politique. Il aura en effet nié bien des actions au courant de cette période.

Officiellement, l'Allemagne admit qu'une violation de l'intégrité politique autrichienne était survenue. Seulement, pour elle, le problème demeurait une question politique, une lutte de partis. Comme le Führer ne voyait pas l'Autriche comme un État distinct, indépendant, le national-socialisme et sa propagande ne devaient pas se limiter aux frontières politiques et géographiques imposées par les vainqueurs de Versailles. Puisque le parti NSDAP ne considérait nullement qu'il y ait eu interférence dans les affaires d'un pays étranger, il qualifiait les événements de lutte de l'opposition d'un parti contre le gouvernement au pouvoir⁵⁵. De ce fait, l'Allemagne niait toute intervention extérieure sur une puissance étrangère. Et les autres puissances étaient plus que satisfaites d'accepter ce raisonnement, qui n'impliquait de leur part aucune réaction.

Toutefois, le *putsch* échoua. Même s'il était possible, au moment des faits, de douter de la participation de l'Allemagne hitlérienne à la préparation active des événements, il était alors impossible de douter de sa volonté d'intervenir officiellement en vue du « rétablissement de l'ordre »⁵⁶. L'Allemagne serait alors entrée en sol autrichien jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement, national-socialiste évidemment. Ce même prétexte, réutilisé en mars 1938, devait servir de couverture de légalité à une intervention allemande par la force.

⁵³ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Barthou, ministre des Affaires étrangères, du 26 juillet 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 6, no 506.

⁵⁴ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 311-315.

⁵⁵ GEHL, J. *op. cit.*, p. 59.

⁵⁶ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 315.

Confronté à la démonstration militaire italienne, ainsi qu'à l'échec rapide subi par les nazis autrichiens à Vienne, Hitler dut se résoudre à désavouer le *putsch* et à contester, dans un communiqué officiel, toute complicité avec les événements de Vienne et avec l'assassinat de son chancelier. Toutefois, l'échec de la prise de pouvoir ne l'amena nullement à renoncer à son objectif primordial, la réalisation de l'*Anschluss*. La situation politique exigeait par contre un changement de tactique⁵⁷. Il ne s'agissait plus seulement de préparer l'*Anschluss* prochain, mais d'amener les puissances intéressées à le tolérer. « L'attitude de l'Allemagne témoigne du désir de renoncer aux méthodes de violence et de chercher désormais dans la souplesse, c'est-à-dire dans la ruse, la solution du problème austro-allemand »⁵⁸.

Dès 1933, le chancelier autrichien, le Dr Engelbert Dollfuss, avait érigé un régime qui, sans base de masse suffisante dans son propre pays, ne pouvait s'appuyer que sur le soutien d'une puissance étrangère, soit l'Italie. Ainsi, l'État se retrouvait « perdu dès le moment où il ne bénéficiait plus de ce soutien »⁵⁹, ce qui surviendrait lors de la formation de l'Axe Rome-Berlin moins de deux ans plus tard. Même si le gouvernement autrichien poursuivait, du moins en politique étrangère, la voie italienne, il craignait également qu'une action allemande ne décide l'Italie à envahir elle-même le territoire autrichien⁶⁰. Le soutien apportait son lot de craintes qu'un appui des autres puissances occidentales aurait atténué. Mais l'Autriche ne détenait plus cet appui.

Puisque l'État autrichien ne voyait aucune raison de subordonner un succès des nationaux-socialistes à une domination italienne, il tenta de raviver les lointaines garanties offertes par ses anciens protecteurs occidentaux, la France et l'Angleterre, malgré leur manque révélateur d'intérêt⁶¹. Ce sera cette voie que tentera de poursuivre Schuschnigg, successeur de Dollfuss, dans un premier temps. Puis, ses

⁵⁷ *Ibid.*, p. 316.

⁵⁸ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Barthou, ministre des Affaires étrangères, du 27 juillet 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 7, no 2.

⁵⁹ KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne* – *op. cit.*, p. 77.

⁶⁰ GEHL, J. *op. cit.*, p. 62.

⁶¹ *Ibid.*, p. 100.

demandes ne recevant que peu d'échos auprès de ces deux puissances, il se retrouva devant le même dilemme que son prédécesseur. Il devait choisir de s'engager dans la voie d'une domination allemande ou italienne sur l'Autriche. Pour sa part, il fut convaincu que l'Allemagne semblait le moindre mal. Ce sera son premier pas en direction des faits de mars 1938.

Le *putsch* manqué du 25 juillet 1934 révéla le vide politique dans lequel le Reich allemand s'était inséré. Néanmoins, la résistance du gouvernement autrichien, de son armée ainsi que de la grande majorité du peuple autrichien démontrèrent que, déjà en 1934, quatre ans avant la seconde incursion allemande, la majorité des Autrichiens demeurait ouvertement et visiblement opposée à l'*Anschluss* avec l'Allemagne⁶². La Grande-Bretagne choisirait d'oublier rapidement ce point.

Hitler reçut sa première défaite majeure, et l'Europe reçut une seconde chance de rectifier la situation concernant l'Autriche. « Tous les renseignements obtenus confirment que la trêve actuelle ne sera que momentanée. Les nazis préparent à plus ou moins brève échéance une nouvelle offensive que seule une attitude décidée de l'Europe peut prévenir »⁶³. Elle n'exploita pas cette opportunité.

⁶² KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. vii.

⁶³ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Barthou, ministre des Affaires étrangères, du 29 août 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 7, no 176.

Chapitre 4

L'Autriche de Schuschnigg : vers la voie allemande

Un aspect important de la question de l'*Anschluss*, au-delà de la politique autrichienne active de Mussolini, fut l'accession en 1933 de Hitler au pouvoir en Allemagne. Fondamentalement, cela n'impliquait aucun changement radical dans la politique étrangère allemande. Le Führer, au départ, n'était nullement en position de réaliser ses ambitions expansionnistes. Il devait d'abord consolider son pouvoir sur le plan interne et faire de l'Allemagne un État national-socialiste¹. Il n'avait nullement intérêt à engendrer la résistance des autres puissances, et encore moins à provoquer un conflit armé.

Préalablement, il devait assurer les puissances européennes de ses bonnes intentions. Afin d'obtenir la confiance des autres nations, il devait également se montrer prêt à faire certaines concessions. Toutefois, son attitude envers l'Autriche contrastait avec son approche générale. L'*Anschluss*, la réunion des deux États germaniques, avait toujours occupé une place importante dans les plans du dirigeant allemand. Celui-ci ne tenait pas, du moins dans un premier temps, à l'imposer de l'extérieur, afin de ne pas ternir l'image qu'il comptait projeter au plan international. Dans ses plans, le *Gleichschaltung* interne en Autriche devait préparer l'actuel *Anschluss*².

De la sorte, le chancelier allemand, en s'appuyant sur les actions du parti national-socialiste autrichien comme du parti allemand, croyait fermement que son intervention sur la scène politique autrichienne porterait fruit, car le *Gleichschaltung* annonçait, autant que l'*Anschluss* lui-même, la domination allemande sur l'État voisin. Par contre, la défaite lors du *putsch* viennois de juillet 1934 devait changer la donne. L'Autriche, par le sacrifice de son chancelier, reprenait momentanément sa place au cœur des intérêts occidentaux et européens.

¹ GEHL, J. *op. cit.*, p. 52.

² Compte-rendu de réunion au ministre des Affaires étrangères, du 23 avril 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 113. Le terme *Gleichschaltung* signifiait une politique qui, tout en respectant l'indépendance d'un autre État, visait sa coordination interne. Dans le cas de l'Autriche, cela signifiait que les institutions autrichiennes devaient être similaires à celles allemandes, et que le gouvernement de Vienne devienne national-socialiste.

La situation extérieure de l'Autriche, au cours des trois années précédentes, comme nous l'avons abordée, s'était dégradée de manière inquiétante. De plus, le gouvernement Dollfuss avait entièrement aligné sa politique extérieure sur celle de l'Italie fasciste, en espérant de la part de Mussolini une protection efficace contre les visées hitlériennes. Par ce fait, il s'était aliéné l'amitié restante des puissances occidentales, ainsi que celle des États de la Petite Entente³. Cependant, la protection de Mussolini devenait illusoire à partir du moment où, en 1936, l'axe Rome-Berlin ferait de l'Italie la partenaire privilégiée de l'Allemagne. Dès ce moment, Mussolini, tout en répétant à l'Autriche ses protestations d'amitié, prêcherait la « modération » au chancelier Schuschnigg, voire l'alignement sur l'Allemagne hitlérienne⁴. Ainsi, à partir de 1936, et davantage encore en 1937, l'Autriche se retrouverait dans un isolement diplomatique grandissant, sujette aux pressions de Rome et Berlin en direction de la sphère allemande.

Néanmoins, avant de connaître ce total abandon, l'Autriche devait faire l'expérience d'un regain d'attention internationale sur sa situation. En effet, les représentants de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne choisirent de se rencontrer lors de la conférence de Stresa, afin d'y définir une attitude commune contre les visées allemandes, particulièrement celles concernant l'Autriche. Malheureusement, cette entrevue ne devait aboutir en fait qu'à de vagues accords n'engageant qu'à peu d'actions⁵.

En avril 1935, cette rencontre tripartite donna l'impression qu'un véritable front antihitlérien s'était constitué, que le maintien de la souveraineté de l'Autriche représentait toujours un intérêt vital pour les trois anciennes Alliées. Ce n'était toutefois que des mots. En effet, dès les mois suivants, ce « front de Stresa » démontra rapidement ses limites. En peu de temps, les nouveaux liens seraient rompus⁶. Et l'Autriche se retrouverait de nouveau laissée à elle-même.

En conséquence, peu après la formation et la rupture de ce front, la situation internationale devint beaucoup plus favorable à l'Allemagne hitlérienne qu'elle ne l'était

³ KREISSLER, F. *L'Anschluss, une affaire européenne*, Rouen, CÉRA, 1991, p. 48-49.

⁴ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Laval, ministre des Affaires étrangères, du 12 janvier 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome I, no 38.

⁵ MILZA, P. *op. cit.*, p. 132-133.

⁶ *Ibid.*, p. 133-135.

un an plus tôt⁷. Hitler y vit une opportunité et il s'y engagea. Il connaîtra sa première victoire avec « l'Accord austro-allemand » du 11 juillet 1936. Toutefois, par cet accord, le danger allemand deviendrait plus présent. Il ne resterait alors qu'un pas à franchir afin d'accéder à la fusion des deux États germaniques. Et aucune puissance de Stresa ne désirera plus intervenir.

4.1 La création et l'effondrement du « front de Stresa »

Selon les auteurs sur le sujet, et particulièrement pour l'historien Kinderman, tout paraissait indiquer, au début de l'année 1935, que l'Italie désirait se rapprocher des démocraties occidentales et faire front avec elles contre les ambitions hitlériennes, à la suite des événements de juillet 1934⁸. Sur ce point, en janvier 1935, Mussolini engagea les négociations avec la France, tout d'abord secrètement. Ces deux États entamaient alors un processus qui devait conduire à la signature d'une convention militaire cherchant à « fortifier les garanties internationales existantes en faveur de l'Autriche » et à maintenir le *statu quo* territorial en Europe⁹.

Par cette convention, les deux pays acceptaient de se consulter, en accord avec l'Autriche, en cas de renforcement de la militarisation du Reich ou si une menace à la souveraineté autrichienne requérait une intervention militaire extérieure afin de protéger son intégrité¹⁰. Ainsi, la notion importante de cette convention devenait la « consultation » et non la réaction. Les garanties offertes à l'État autrichien diminuaient à nouveau.

Au départ, le désir de préserver l'indépendance de l'Autriche et d'intervenir pour la défendre demeurait donc du ressort de l'Italie en premier lieu, puis de celui de la France, qui désirait conserver en apparence le désir d'intervention. L'Angleterre s'y

⁷ *Ibid.*, p. 141-143.

⁸ KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. 116-117.

⁹ Compte-rendu du ministre de France à Vienne, Puaux, du 12 septembre 1934. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 7, no 303.

¹⁰ KINDERMAN, G.-K. *op. cit.*, p. 117. Cette convention militaire était celle de Gamelin-Badoglio.

associerait ensuite en avril 1935, permettant ainsi la formation du premier accord franco-anglo-italien, qui sera également le dernier, sur la question autrichienne¹¹.

Le « front de Stresa », signé le 14 avril 1935, représenta la dernière occasion où la France, la Grande-Bretagne et l'Italie tentèrent d'adopter une politique étrangère commune au sujet de l'expansionnisme allemand et de la nécessité du maintien de l'indépendance autrichienne. Néanmoins, cette conférence tripartite devait aboutir à un accord qui, pour l'essentiel, n'était qu'une simple répétition des déclarations précédentes, dont la réaffirmation de la fidélité au pacte de Locarno, sans qu'il y soit ajouté de nouvelles garanties. « Ce que les trois puissances offrent au monde n'est assurément pas la paix en soi, mais une volonté de pacification et de continuation de la tâche laborieuse qui tend à l'apaisement, à la consolidation et à la sécurité »¹².

La déclaration finale de cette rencontre annonçait que les trois puissances désiraient agir en étroite collaboration afin de s'opposer à toute tentative de répudiation unilatérale des anciens traités qui pourrait compromettre la paix en Europe¹³. Concernant l'Autriche, les signataires acceptaient de « se consulter sur les mesures à prendre dans l'éventualité de menace envers son indépendance et son intégrité »¹⁴. Une belle formule, qui n'engageait encore une fois que très peu de garanties.

Ce soi-disant « front de Stresa » constituait en fait le seul engagement officiel, outre celui contenu dans le traité de Saint-Germain, que les démocraties occidentales prirent en faveur de l'Autriche à la suite des actions allemandes à Vienne¹⁵. De plus, au départ, il semblait indiquer une sincère intention de coopération internationale, dans la tradition de la sécurité collective¹⁶. Cependant, des termes mêmes de l'entente, il ressort que les puissances ne s'engageaient nullement à intervenir directement en Autriche en cas

¹¹ Lettre de Sir J. Simon, du Foreign Office, à Sir G. Clerk à Paris, datée du 21 janvier 1935. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XII, no 359.

¹² Note de Puaux, ministre à Vienne, à Laval, ministre des Affaires étrangères, du 15 avril 1935. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 10, no 193.

¹³ Télégramme de Sir E. Drummond, à Rome, à Sir J. Simon, au Foreign Office, daté du 1^{er} avril 1935. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XII, no 677.

¹⁴ BARBIER, J.B. *Le pacifisme dans l'histoire de la France*, Rennes, PIR, 1966, p. 310.

¹⁵ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Laval, ministre des Affaires étrangères, du 5 avril 1935. *Documents diplomatiques français*, Série I, tome 10, no 94.

¹⁶ SALERNO, R.M. « Britain, France and the Emerging Italian Threat, 1935-1938 » dans *Anglo-French Defense Relations between the wars*, p. 72.

de menace allemande, mais bien à « se concerter » dans l'éventualité où l'indépendance autrichienne serait menacée. En fait, cet accord était bien loin d'être une garantie absolue, ce que certains historiens étudiés semblent négliger¹⁷. C'était pourtant le mieux que l'Autriche pouvait espérer dans l'instabilité générale du continent à ce moment.

Le caractère précaire du soutien italien, jusqu'alors le plus manifeste, allait se manifester dès les mois suivant cette nouvelle entente. Lorsqu'en octobre 1935 Mussolini choisit de s'engager en Afrique, en Abyssinie, la S.D.N., à la demande de la Grande-Bretagne et de la France, dut réagir et voter des sanctions contre ces actions¹⁸. Seulement, celles-ci eurent principalement pour effet de miner le rapprochement ténu à peine institué entre les trois signataires de Stresa. Comme les actions italiennes se heurtaient aux intérêts anglais dans cette région, la Grande-Bretagne avait, par ces sanctions envers des visées coloniales, tenté d'isoler diplomatiquement l'Italie. Pourtant, par l'imposition de ces mêmes sanctions, les puissances française et britannique s'isolaient bien davantage, puisque cette politique allait jeter l'Italie dans les bras du Reich allemand¹⁹.

Le « front de Stresa » ne devait nullement modifier la position britannique. En effet, le caractère aléatoire du soutien anglais se manifesta publiquement lorsque la Grande-Bretagne accepta presque immédiatement, sur l'initiative du Reich, d'engager des négociations concernant l'armement naval allemand²⁰. De plus, Londres mena ces négociations sans en avertir les signataires de Stresa, ce qui créa une seconde brèche au sein du récent front tripartite anti-allemand. À ce point, il faut ajouter le fait que cette nouvelle politique britannique s'opposait directement aux clauses du traité de Versailles. En fait, le gouvernement britannique venait, par cet accord en armement, de retirer les dernières barrières qui limitaient les actions allemandes et de rompre les derniers liens qui retenaient le Reich aux contraintes imposées en 1919. Ainsi, il est possible d'affirmer que la conférence de Stresa aura clos un chapitre sur l'éventuelle intervention anglaise plutôt que d'en ouvrir un nouveau. Aucune démarche ou intervention n'était plus à attendre de cette puissance.

¹⁷ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche*, Paris, PC, 1964, p. 25-26 ; GEDYE, G.E.R. *Suicide de l'Autriche. La tragédie de l'Europe centrale*, Paris, ULE, 1940, p. 181-182.

¹⁸ Note de la Direction politique, 27 février 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 385.

¹⁹ DREYFUS, F.-G. *op. cit.*, p. 307.

²⁰ Le 18 juin 1935, Londres accorda au Reich allemand un réarmement naval, limité à 35% du tonnage global de la flotte britannique. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XIII, no 347.

En principe, la rencontre de Stresa devait créer un front de puissances occidentales déterminées à s'opposer aux visées allemandes, concernant principalement la question du réarmement, et forcer l'Allemagne à respecter ses obligations internationales, surtout envers l'Autriche. Toutefois, ces discussions ne furent au fond, encore une fois, que des mots²¹. Elles restèrent sans lendemain, subordonnées aux nouveaux intérêts coloniaux et militaires des signataires.

L'Italie, depuis la tentative de *putsch* national-socialiste de juillet 1934, s'était tournée graduellement vers l'axe Rome-Berlin. Pourtant, de ce fait, elle retirait soutien à l'Autriche²². Du côté britannique, l'accord naval anglo-allemand avait démontré ouvertement que la Grande-Bretagne n'était plus intéressée à un puissant front afin de contenir l'Allemagne, une puissance qu'elle jugeait lésée par les traités de 1919. Nous reviendrons sur ce point dans un chapitre ultérieur. Tant que sa supériorité navale était préservée, elle ne se souciait plus des petits États de l'Europe centrale²³.

Ne demeurait donc plus que la France, dévouée à la question autrichienne, du moins en apparence. Cependant, même si l'indépendance de l'Autriche était restée un intérêt primordial pour elle, ce qu'elle n'était pas, Paris ne possédait plus le même poids sur la scène européenne que dans les premières années d'après-guerre. Le nouveau pas de l'Allemagne, la remilitarisation de la Rhénanie, allait préciser davantage cette nouvelle position internationale et démontrer que, seule, la France n'entreprendrait aucune riposte.

4.2 La remilitarisation de la Rhénanie

Le 7 mars 1936, prétextant de la contradiction qui existait entre le pacte franco-soviétique, qui n'était en fait qu'un simple accord de non-agression, et le traité de Locarno, le Reich avait choisi de réoccuper la zone rhénane démilitarisée par le traité de

²¹ LEIBOVITZ, C. *The Chamberlain – Hitler Deal*, Edmonton, Éditions Duval Inc., 1993, p. 23.

²² Pour la France, cette action de l'Italie en Éthiopie était de nature à compromettre non seulement le « front de Stresa », mais également l'organisation de la sécurité collective. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 11, no 112.

²³ HAAS, H. « L'annexion de l'Autriche et sa signification dans le système de sécurité collective » dans *L'Anschluss, une affaire européenne*, Rouen, Centre d'études et de recherche autrichiennes, 1991, p. 40.

Versailles²⁴. En fait, son action était des plus risquées, mais l'Allemagne comptait que les « garants » de Locarno demeureraient passifs²⁵. En effet, selon ses calculs, l'Italie, soumise aux sanctions imposées par Paris et Londres, n'offrirait certainement aucun appui à la France, touchée en particulier par les actions allemandes sur cette région. Quant à l'Angleterre, elle ne voudrait sûrement pas perdre le bénéfice de l'accord naval signé en juin 1935. Finalement, le gouvernement français n'oserait certainement pas, sans l'appui de la Grande-Bretagne, recourir à une action de force²⁶. Manifestement, il était certain, comme le mentionnait François-Poncet, l'Ambassadeur français à Berlin, que « la guerre serait inévitable en cas de pénétration des troupes françaises en Allemagne »²⁷. Ainsi, une réplique française aurait engendré des conséquences auxquelles la France ne pouvait se résoudre.

En fait, ce pari réussit. Le gouvernement français était enclin au pacifisme. Après avoir laissé prévoir une intervention armée, ce dernier se borna à une simple réplique diplomatique dont l'inefficacité fut certaine. Afin d'éviter une guerre inéluctable, sans appui, la France se résigna à accepter une nouvelle violation du traité de Versailles. De plus, elle laissa passer l'occasion d'infliger au gouvernement hitlérien un échec qui aurait pu, dans le meilleur des cas, freiner le réarmement allemand²⁸. Ainsi, la remilitarisation de la Rhénanie eut pour effet principal de démontrer un point bien précis, soit l'isolement total de la France en Europe, cette France qui demeurait le seul appui de l'Autriche.

Pour la puissance française, cette intervention allemande devenait lourde de conséquences. En effet, laisser l'initiative hitlérienne sans réplique aurait signifié que la force l'emportait désormais sur le droit. De plus, il serait alors connu que la France ne pourrait plus assister aisément ses alliés orientaux contre l'Allemagne en cas de remilitarisation de la zone rhénane. Concrètement, avec la Rhénanie démilitarisée, toute expansion allemande en Europe orientale devait être négociée préalablement avec les

²⁴ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 21 février 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 221.

²⁵ DREYFUS, F.G., *op. cit.*, p. 308.

²⁶ RENOUVIN, P. *op. cit.*, p. 25.

²⁷ Note de François-Poncet à Flandin, ministre des Affaires étrangères, du 12 mars 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 401.

²⁸ DREYFUS, F-G. *op. cit.*, p. 313.

puissances occidentales afin de contrer une réplique armée sur deux fronts²⁹. Ainsi, sans le maintien de ce statut sur cette région, l'Allemagne se retrouvait libre d'y agir à sa guise, la réaction occidentale devenant plus aléatoire.

En définitive, l'entrée des troupes allemandes devait constituer tout d'abord une menace pour les voisins orientaux de l'Allemagne, puisqu'elle minait le système d'alliances entre la France et les pays de l'Europe centrale et orientale, principalement l'Autriche et la Tchécoslovaquie. De plus, l'attitude occidentale, ou plutôt son manque de réaction, répandit bien davantage l'inquiétude parmi les États alliés de la France dans cette région. Ils constatèrent que la construction d'un système fortifié allemand en Rhénanie rendrait beaucoup plus difficile une intervention armée à leur profit, s'ils pouvaient toujours attendre une telle entreprise. Depuis près d'une décennie, cela n'était plus certain. Avec la remilitarisation de la Rhénanie, une telle démarche devenait pour ainsi dire impossible.

4.3 Les réactions - la Grande-Bretagne

Il est vrai que la France se retrouvait réellement isolée. En dehors de la Tchécoslovaquie, elle ne possédait plus guère d'alliés sur le continent européen. L'Angleterre, depuis la fin de la Première Guerre et l'occupation de la Ruhr, n'était plus une alliée fidèle³⁰. En fait, elle ne cessait de faire référence durant toute cette période aux accords de Locarno qui visaient uniquement une agression directe de l'Allemagne contre le territoire français, au moment même où Hitler franchissait le premier pas de sa politique d'espace vital, de son expansion en Europe centrale³¹.

De manière générale, Londres se souciait peu que « des Allemands occupent à nouveau leur propre territoire par la force »³². Pour la Grande-Bretagne, le désir du

²⁹ LEIBOVITZ, C. *op. cit.*, p. 236.

³⁰ DREYFUS, F-G. *op. cit.*, p. 335-336.

³¹ Note de Mr Edmond à Sir R. Vansittard, du 13 septembre 1935. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XIV, no 564.

³² LACROIX-RIZ, A. *op. cit.*, p. 219.

peuple était finalement respecté. De plus, le manque d'intérêt britannique devant cette violation directe au pacte de Locarno exprimait l'opinion que la Rhénanie n'était pas un intérêt vital pour cette puissance, contrairement à la France. Effectivement, garder une Allemagne vulnérable à une intervention française n'était nullement une priorité pour la Grande-Bretagne³³. Cependant, elle craignait une forte réaction française qui pourrait requérir son assistance afin de rétablir, par la force, le statut démilitarisé de cette zone. Pour éviter cette situation et afin de prévenir une action militaire de sa part, elle exerça une forte pression sur la France en ce sens³⁴.

Au niveau diplomatique, le gouvernement britannique se contenta d'une protestation formelle, en termes fermes mais sans réelles intentions. Et ce, l'Allemagne l'avait bien compris :

« Le calcul de l'Allemagne paraît avoir touché juste. L'Angleterre [...] se montre moins choquée par cet acte qu'attirée par la perspective de nouveaux accords. En dehors d'une réprobation formelle de la violation du pacte de Locarno, elle ne fera rien qui pourrait déterminer le Führer à se retirer. Dès lors, la France est paralysée. Elle est réduite à l'état d'infériorité de celui qui reste dans la légalité, vis-à-vis de celui qui s'en est affranchi et qui ne se heurte pas à la solidarité répressive des organismes chargés de veiller sur le bon ordre et la paix. L'Allemagne l'a compris. Sans réaction immédiate, les Allemands sont sûrs que l'aventure ne se terminera pas mal pour eux »³⁵.

Officiellement, Eden, le ministre britannique des Affaires étrangères, déclara le 9 mars à la Chambre des Communes que la réoccupation de la zone rhénane était « inexcusable », puisqu'elle répudiait les promesses allemandes engagées à Locarno, promesses qui avaient été offertes librement par cette puissance, contrairement à celles engagées par le traité de Versailles³⁶. Pourtant, dès lors que le chancelier allemand offrait à la France un pacte de non-agression, la réoccupation n'impliquait plus aucune menace d'hostilité dans l'esprit anglais. Dans le cas où la France serait attaquée directement par l'Allemagne, la Grande-Bretagne affirmait se considérer toujours tenue de lui porter

³³ LEIBOVITZ, C. *op. cit.*, p. 236.

³⁴ Note de l'état-major de l'armée, 18 février 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 202.

³⁵ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Flandin, ministre des Affaires étrangères, du 17 mars 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 449.

³⁶ Télégramme de Mr Edmond à Sir S. Hoare, daté du 16 septembre 1935. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XIV, no 571.

assistance³⁷. La question était ainsi réglée dans l'esprit britannique. L'Autriche, dans ce raisonnement, n'occupait aucune place.

En réalité, la Grande-Bretagne n'était ni prête ni en mesure d'agir par la force, à l'exception du domaine naval. Elle n'était donc nullement en mesure d'envisager de participer à de vastes actions militaires conjointes contre l'Allemagne, ce que désirait pourtant Paris³⁸. De plus, la réponse britannique lors de la remilitarisation de la Rhénanie devait incorporer sa politique d'*appeasement*. En effet, malgré le fait que le gouvernement protesta officiellement contre cette violation d'accords internationaux, il ne fut jamais question de tenter une action pour la renverser. Dans son esprit, l'Allemagne ne réoccupait que son propre territoire³⁹. La situation qu'un tel changement allait créer sur la scène centre-européenne figurait bien loin dans ses intérêts.

Le gouvernement britannique accordait, en 1935 et 1936, la priorité à sa politique d'armement, à l'isolationnisme et à l'*appeasement*. Concrètement, ces politiques devaient concéder à l'Angleterre le répit nécessaire afin de lui permettre de développer son armement⁴⁰. Seule une armée modernisée lui offrirait la crédibilité nécessaire afin de s'opposer à la puissance nazie, si elle optait pour cette voie. L'attitude isolationniste britannique devait ainsi lui accorder le temps nécessaire à une telle entreprise⁴¹. Elle devait dans un même temps accorder le délai nécessaire à l'Allemagne afin de débiter ses propres entreprises en Autriche.

4.4 Les réactions - la France

À la lumière des événements de mars 1936, la politique française éprouva une sérieuse désillusion. Les puissances garantes se refusèrent alors à appliquer envers l'Allemagne hitlérienne des sanctions collectives, économiques ou militaires, afin de

³⁷ Télégramme de V. Cavendish-Bentinck, chargé d'Affaires, à Sir Hoare, daté du 23 août 1935. *Documents of British Foreign Policy*, Second Series, volume XIV, no 489.

³⁸ RENOUVIN, P. *op. cit.*, p. 27-28.

³⁹ ROCK. W.R. *op. cit.*, p. 38.

⁴⁰ HAAS, H. *op. cit.*, p. 41.

⁴¹ ROCK. W.R. *op. cit.*, p. 2.

l'obliger à évacuer la Rhénanie. De plus, à l'interne, la France se retrouvait confrontée au même refus d'intervention⁴². En effet, l'investissement militaire demeurait concentré au niveau défensif plutôt qu'offensif, avec le développement de la fortification française, la « ligne Maginot ». De ce fait, la France ne possédait pas la force militaire offensive nécessaire pour intervenir seule, si bien sûr elle l'avait réellement désiré, ce qui n'était nullement certain.

De même, avec l'État français divisé en politique intérieure, à la veille d'élections, le franc au bord de l'effondrement, l'économie toujours frappée par la crise financière et la certitude de son isolement diplomatique, il n'y avait pas de chance réelle pour que la France optât pour la mobilisation et l'intervention en représailles. En effet, elle estimait qu'il était impossible de chasser de la zone rhénane démilitarisée les troupes allemandes sans décréter la mobilisation générale de l'armée française, donc sans envisager une guerre directe franco-allemande⁴³. Et la France n'était pas prête à engager une telle réaction.

Or, la France ne pouvait nullement entreprendre cette guerre si elle n'avait plus d'alliés forts, c'est-à-dire si elle ne possédait plus l'appui de la Grande-Bretagne. Divisée et faible, la France se persuada qu'elle ne pouvait agir seule, qu'elle était incapable de répondre vigoureusement à ce premier défi allemand⁴⁴. « Le gouvernement de l'époque fut heureux de trouver dans la résistance anglaise une couverture à sa défaillance »⁴⁵. Il en sera de même à la veille de l'*Anschluss*.

La dominante auprès du gouvernement français durant toute cette période fut la passivité. La non-intervention lors de la guerre d'Espagne ainsi que les capitulations successives accordées à l'Allemagne, principalement dans la sphère économique, s'intégraient également à cette voie⁴⁶. En fait, la solution de passivité aboutissait presque

⁴² ALEXANDER, M.S. « In defense of the Maginot Line : Security policy, domestic politics and the economic depression in France », p. 166. Système sophistiqué de défense, elle fut développée dans les suites de la Première Guerre et avait pour but de garder l'ennemi hors des frontières françaises.

⁴³ Note de la Direction politique, 24 février 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 283.

⁴⁴ JACKSON, P. *France and the Nazi menace : intelligence and policy making, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 177-178.

⁴⁵ RENOUVIN, P. *op. cit.*, p. 28.

⁴⁶ DUROSELLE, J-B. « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France : l'exemple de 1938 et 1939 », dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, p. 227-229.

toujours à ne pas réagir, tout en s'efforçant de conserver l'image d'une puissance forte, prête à défendre ses alliés, dont l'Autriche. Pourtant, elle n'arrivait déjà plus à se défendre elle-même. Comment aurait-elle pu alors défendre une puissance étrangère?

Cette carence défensive de la France aura pour conséquence, nous l'avons vu, de répandre l'inquiétude parmi les États alliés de l'Europe centrale et orientale. Ils purent alors constater l'état de leur isolement. En effet, la construction d'un système militarisé allemand en Rhénanie rendait beaucoup plus difficile, au niveau logistique, une intervention armée de la puissance française à leur profit, ce qui était le cas spécifiquement pour l'Autriche⁴⁷. Amener la France à opter pour la réaction le serait bien davantage.

Devant l'absence de réplique envers ses actions en Rhénanie, le Reich allemand comprit alors qu'il pouvait poursuivre son avancée vers l'*Anschluss*, débiter sa politique d'annexion sans représailles⁴⁸. Les négociations furent dès lors entamées entre les deux États voisins, l'Autriche et l'Allemagne, menant au premier accord commun de juillet 1936.

4.5 Le gouvernement Schuschnigg et la position de l'Autriche

Durant les quatre années de son gouvernement, le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg connut échec après échec. La « voie allemande » dans laquelle il avait choisi de s'engager en 1936, en politique intérieure comme en politique extérieure, se révéla être une voie à sens unique qui mena à coup sûr l'Autriche dans les filets de l'Allemagne. À l'inverse de la dépendance de Mussolini à l'égard du Reich qui allait en grandissant, la garantie internationale concernant l'indépendance autrichienne prenait plutôt un caractère davantage platonique⁴⁹.

⁴⁷ Note de l'état-major de l'armée, 6 février 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 141.

⁴⁸ Note générale de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, du 8 avril 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 42.

⁴⁹ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Laval, ministre des Affaires étrangères, du 12 janvier 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 1, no 38.

Depuis l'échec du putsch nazi de juillet 1934, l'annexion de l'Autriche avait pris un caractère officiel pour le Reich allemand. Après avoir essuyé une première défaite à Vienne, le Führer était maintenant résolu à exploiter une situation qui lui était devenue plus favorable. Effectivement, le rapprochement avec l'Italie atténuait les craintes du côté du Brenner. En France, le second gouvernement Chautemps, faible et sans prestige, paraissait hors d'état de prendre la moindre décision en matière de politique étrangère. Il l'avait bien prouvé lors de la remilitarisation de la Rhénanie.

Quant à la Grande-Bretagne, le gouvernement de Londres ne se montrait guère empressé de donner suite aux demandes françaises. De plus, Anthony Eden, l'un des rares membres du cabinet britannique à préconiser une politique plus ferme envers l'Allemagne, avait cédé la place à lord Halifax, partisan de l'*appeasement*⁵⁰. Il était alors manifeste que, dans ces conditions, le Reich pouvait sans engager beaucoup de risques envisager de mettre en route le processus qui devait aboutir à l'*Anschluss*.

En politique intérieure, bien que l'énergie déployée par l'ancien gouvernement Dollfuss et par le nouveau chancelier Schuschnigg concernant la répression du national-socialisme fut vive, les pressions du parti, du moins sa branche autrichienne, persistaient. De l'automne 1934 au printemps 1938, usant autant de violence que de diplomatie, ces pressions ne cessèrent d'augmenter en intensité.⁵¹ En conséquence, ces manœuvres amenèrent le chancelier Schuschnigg, en juillet 1936, à conclure avec le Reich allemand un accord qui devait imposer une trêve. Seulement, ces mêmes pressions incitèrent également l'Autriche, dans sa position de faiblesse, à accorder envers l'Allemagne des concessions qui s'avérèrent dommageables à l'indépendance autrichienne.

⁵⁰ MILZA, P. *op. cit.*, p. 158-160.

⁵¹ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 21.

4.6 L'Accord austro-allemand du 11 juillet 1936

Au départ, le pacte austro-allemand devait se présenter comme un *gentlemen's agreement*⁵². Ce fut du moins ce que les deux États concernés laissèrent entendre aux puissances occidentales. Cependant, les représentants étrangers se montraient au fait des réelles intentions hitlériennes. Comme le faisait remarquer François-Poncet, « Hitler espère manifestement que la manière conciliante, les apparents renoncements et l'amitié feinte donneront, en Autriche, des résultats plus substantiels que la menace ou la violence »⁵³.

Essentiellement, il s'agissait d'un accord entre l'Autriche et l'Allemagne, dans lequel Hitler s'engageait à reconnaître la « pleine souveraineté de l'État fédéral d'Autriche »⁵⁴. Cet accord allait au-delà de cette seule reconnaissance. Les conditions qu'il imposait aliénaient de fait les bases mêmes de la souveraineté autrichienne. Et en retour, Hitler n'accordait rien, pas même la « garantie officielle de l'indépendance autrichienne »⁵⁵. Il ne faisait qu'exiger. Consciente de son isolement, l'Autriche ne voyait aucune autre alternative afin de faire cesser au plus tôt les entreprises nationales-socialistes sur son territoire⁵⁶. Elle ne pouvait qu'adopter sa position habituelle, soit plier devant la force, s'assujettir de nouveau à une puissance étrangère.

Officiellement, l'accord austro-allemand de juillet 1936 avait pour objet de définir les intérêts communs des deux États germaniques. L'Allemagne devait consentir à ne pas intervenir dans les affaires intérieures autrichiennes, qui ne concernaient que le pays propre et ne pouvaient donc donner lieu à aucune intervention extérieure⁵⁷. Les pressions des nationaux-socialistes entraient dans cette voie⁵⁸.

⁵² GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 188.

⁵³ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 455.

⁵⁴ Texte de Puaux, ministre à Vienne, concernant l'Accord austro-allemand, daté du 11 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 426.

⁵⁵ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion – op. cit.*, p. 343.

⁵⁶ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 13 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 436.

⁵⁷ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 12 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 432.

⁵⁸ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 22.

Toutefois, à aucun moment Hitler n'eut l'intention de prendre au sérieux la reconnaissance de la souveraineté de l'Autriche et de s'en tenir à un rôle d'observateur⁵⁹.

De plus, la formule la plus importante de l'accord fut celle où l'Autriche devait se déclarer elle-même un « État allemand » et s'engager, en tant que tel, à remplir l'obligation qui en découlait, soit de tenir compte dans sa politique des intérêts du Reich allemand. Par cette déclaration, elle acceptait d'adapter sa politique étrangère à celle du Reich. Fondamentalement, du moins dans l'opinion du dirigeant allemand, cette clause signifiait une acceptation de la suzeraineté allemande dans les affaires étrangères autrichiennes⁶⁰. Pourtant, l'Autriche avait une autre opinion concernant cette clause.

« Le Document publié ne parle pas de « l'indépendance » de l'Autriche, ni de « l'intégrité » de ses frontières. Il implique, en revanche, un engagement de non-immixtion dans les affaires intérieures, en échange duquel l'Autriche confesse sa qualité d'État allemand et promet d'agir en conséquence.

Cela veut dire peu, ou beaucoup : peu, s'il faut entendre qu'elle se considère comme un élément du monde germanique; beaucoup si l'on doit comprendre qu'elle s'engage à ne jamais aller contre la politique du Reich. Car, pour rester fidèle à sa parole, elle sera obligée de consulter l'Allemagne d'une manière permanente. Et l'influence allemande se répandra en Autriche comme une marée »⁶¹.

Comme l'avait très bien noté François-Poncet, se reconnaître un État allemand ne signifiait à la base rien de plus que l'Autriche s'engageait à ne pas se ranger *contre* l'Allemagne, en participant à une alliance anti-allemande par exemple. Ainsi, cette reconnaissance n'impliquait nullement qu'elle devait s'engager à suivre ou même à approuver les politiques allemandes, et encore moins calquer sa politique extérieure sur celle de son voisin germanique. Toutefois, l'Allemagne ne l'entendait pas de cette façon.

Au plan intérieur, bien que la politique générale, y compris la question du national-socialisme autrichien, devaient être considérée par chaque État comme relevant de son ressort exclusif, sans interférence extérieure, le chancelier autrichien se vit dans l'obligation d'admettre au sein de son cabinet deux personnalités connues pour leurs

⁵⁹ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* - op. cit., p. 345.

⁶⁰ PUAUX, G. op. cit., p. 187-188.

⁶¹ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 12 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 432.

sympathies nazies, Guido Schmidt et Glaise von Horstenau⁶². Or, cette nouvelle condition, s'ajoutant à la première mentionnée précédemment, venait déjà briser les engagements mêmes de l'Allemagne. En effet, en imposant à un État extérieur la formation de son propre gouvernement, l'Allemagne agissait contre sa résolution de ne pas intervenir dans les affaires exclusivement autrichiennes. Et l'Autriche pliait encore une fois.

« Pour le régime hitlérien, être allemand, c'est être national-socialiste et inversement. C'est donc au nom de ses propres principes autoritaires que le IIIe Reich entend discuter avec l'Autriche et influencer l'évolution intérieure de ce pays. Jusqu'à nouvel ordre, il accepte de le regarder comme un État distinct, mais il ne voit en lui qu'un rameau de la nation allemande.

Vienne paraît accueillir ou même rechercher les avances des puissances occidentales. Berlin est, sur ce point, d'autant plus susceptible que, s'il a officiellement accepté, bon gré, mal gré, l'existence d'un État autrichien indépendant, c'est avec cette contrepartie que cet État ferait une politique extérieure germanique.

Or, loin de se prêter à ces ambitions, l'Autriche s'est efforcée de nouer des liens avec ceux des États qui s'opposent également au pangermanisme nazi »⁶³.

L'Accord austro-allemand de juillet 1936 n'impliquait à la fin qu'un seul défenseur, qui ne faisait plus le poids devant une Allemagne réarmée, qui choisissait de bafouer ses propres termes de l'entente. L'étude des clauses de l'accord a démontré que finalement, ces dernières revenaient à la mise sous tutelle de la politique autrichienne. De plus, les concessions ne provenaient toujours que d'une seule des deux parties de l'entente. Par conséquent, d'abord en s'engageant à se reconnaître en tant qu'État allemand, puis en acceptant les deux ministres imposés, les concessions autrichiennes aboutirent à l'aliénation partielle, par le gouvernement Schuschnigg, de sa propre liberté politique, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. De ce fait, l'accord

⁶² PUAUX, G. *op. cit.*, p. 85.

⁶³ Paroles de M. François-Poncet, Ambassadeur de France à Berlin, du 17 novembre 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 7, no 242.

austro-allemand devint le premier pas vers la livraison de l'État autrichien à l'Allemagne hitlérienne⁶⁴.

En politique étrangère, malgré l'engagement d'agir en allié de l'État allemand, le chancelier autrichien parvint à conserver jusqu'à la fin quelques libertés d'action. Une de celles-ci fut le fait qu'il résista aux multiples démarches l'incitant à suivre l'exemple allemand et à quitter la S.D.N., ce que l'Autriche refusait toujours⁶⁵. Inversement, dans un même temps, l'Autriche démontrait aux autres puissances européennes qu'elle choisissait de se rapprocher d'elle-même du danger allemand. Faire intervenir ensuite ses anciennes puissances alliées deviendrait de ce fait encore plus laborieux.

Les représentants étrangers, principalement ceux de la France, ne se montrèrent jamais dupes des réelles intentions allemandes. Plusieurs références dans leurs échanges diplomatiques en font mention. Par exemple, comme le faisait remarquer François-Poncet, « M. Hitler se préoccuperait plutôt de rassurer, d'endormir l'opinion étrangère, de faire croire à sa volonté de paix en se prêtant à des négociations »⁶⁶. Cependant, être conscients de la situation n'influença en rien l'attitude des dirigeants étrangers dans la suite des événements.

« La nouvelle a été accueillie généralement avec un certain soulagement et, de la part de ceux qui attendent quelque chose de l'amélioration des relations économiques et touristiques austro-allemandes, avec une satisfaction marquée. Mais l'impression dominante est, malgré tout, celle d'un doute sur la valeur de l'accord et les intentions de l'Allemagne »⁶⁷.

⁶⁴ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 22.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 25.

⁶⁶ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Flandin, ministre des Affaires étrangères, du 14 avril 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 69.

⁶⁷ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 14 juillet 1936. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 445.

Chapitre 5

À la veille de l'*Anschluss* : les derniers moments

Tout conflit international, selon les termes mêmes du chancelier autrichien Schuschnigg, devait débiter « par une prétendue ou une actuelle violation d'une obligation » contenue dans un traité¹. Le III^e Reich appliqua ce principe en 1937-1938. Le prétexte alors utilisé contre l'Autriche, afin de justifier son absorption au sein de la *Großdeutschland*, fut une prétendue non-réalisation des obligations contenues dans l'accord du 11 juillet 1936². À ce moment, l'Autriche ne possédait plus les moyens de se défendre contre ces accusations.

La France et l'Angleterre, comme nous l'avons abordé au chapitre précédent, se retrouvaient séparées de l'Europe centrale après la remilitarisation de la Rhénanie. Par conséquent, elles se retrouvaient hors d'état de secourir directement l'Autriche ou la Tchécoslovaquie. Ainsi, Hitler pouvait juger que l'heure était venue d'aborder « la seconde partie de son programme, soit la création du Grand Reich »³. De plus, en s'alliant avec l'Italie mussolinienne, l'Allemagne sortait enfin de l'isolement diplomatique, rompait le front des vainqueurs de Versailles et renversait « les barrières que les accords de Stresa avaient, pour un temps, opposée aux ambitions débordantes du Reich »⁴.

Tel était le contexte européen à la veille de 1938. Hitler voyait croître sa confiance en soi, son potentiel militaire, son fanatisme et ses appétits. L'Italie, l'ancienne protectrice de l'État autrichien, était une puissance déclinante dans le cercle de la politique européenne, assujettie à l'Allemagne⁵. Quant aux démocraties occidentales, se préparant lentement à un conflit certain avec le Reich allemand, elles tentaient de gagner du temps⁶. Du moins en

¹ SCHUSCHNIGG, K. von. *The Brutal Takeover – The Austrian ex-Chancellor's account of the Anschluss of Austria by Hitler*, New York, Atheneum, 1971, p. 291.

² Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 17 novembre 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 7, no 242.

³ TABOUIS, G. *op. cit.*, p. 325.

⁴ Note de la Direction politique du 2 janvier 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 4, no 233.

⁵ Note de Blondel, chargé d'Affaires de France à Rome, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 10 octobre 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 7, no 50.

⁶ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 9 mars 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 5, no 82.

apparence, elles ne semblaient se préoccuper que de paix. Le « front de Stresa » s'était effrité par la percée italienne en Abyssinie, et les relations anglo-italiennes s'en ressentirent. De l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis, isolés du continent européen, s'en désintéressaient. Au centre d'un tel univers, l'Autriche, sans cohésion intérieure sur laquelle s'appuyer, se retrouvait complètement isolée, abandonnée par ses anciens protecteurs.

Depuis 1936, l'État autrichien avait suivi la voie d'un rapprochement avec l'Allemagne, qui lui affirmait son désir de préserver son indépendance. Cette situation était bien caractéristique de l'esprit et des intentions du Reich allemand qui, « à la faveur des assurances d'amitié engagées avec l'Autriche, avait cru pouvoir développer sa propagande et user ainsi de méthodes insidieuses là où la brutalité avait échoué »⁷. Ces paroles rassurantes n'étaient qu'un leurre, et très rapidement les premiers développements du plan allemand concernant l'Autriche et l'*Anschluss* furent précisés. Pour le Führer, l'étape suivante consistait à amener le chancelier plus loin encore dans ses concessions, à l'attirer sans défense dans le piège que serait Berchtesgaden⁸. Ces entretiens, auxquels se rendit le chancelier Schuschnigg le 12 février 1938, devaient sceller le sort de l'Autriche pour les sept années à venir.

5.1 La rencontre de Berchtesgaden – le chantage hitlérien

Le 12 février 1938, le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg fut convié au « nid d'aigle » de Berchtesgaden, dans les Alpes bavaroises. À la demande du Führer, il s'y rendit seul, sans aucun appui. Au départ, cette rencontre amicale devait servir à renforcer les assurances données par le pacte de 1936 quant à l'intégrité de l'indépendance autrichienne. Ce fut du moins ce que laissait présager l'Allemagne. La réalité fut bien différente. L'entrevue devait plutôt manifester une forte pression du Reich sur l'Autriche⁹.

⁷ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 juillet 1937. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 6, no 237.

⁸ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* – op. cit., p. 369.

⁹ Note du ministère des Affaires étrangères, du 13 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 152.

De plus, à quelques semaines de cette rencontre, certains documents d'importance avaient été mis à jour. Ils concernaient la planification d'un attentat sur la personne même du chancelier, surnommé « le plan Tavs »¹⁰. Ainsi, confronté à ces preuves documentaires, il était difficile pour le chancelier autrichien de croire aux paroles allemandes. Seulement, Schuschnigg se présenta tout de même aux entretiens. Il ne pouvait les éviter.

Dès le départ, le chancelier allemand domina en force la rencontre. Sans en détailler tous les tenants, les nouvelles concessions exigées par le Führer allemand étaient considérables. Elles venaient contredire directement les anciennes assurances à ne pas interférer dans la sphère typiquement autrichienne. Les demandes allemandes exprimaient en outre la possibilité d'activités illimitées pour les nationaux-socialistes, y compris le port de la croix gammée, et l'harmonisation du système économique autrichien à celui allemand, en un mot l'union douanière¹¹.

En plus de ces exigences, le protocole allemand proposé contenait de nouvelles revendications, dont l'affirmation de la collaboration diplomatique des deux États concernés¹². L'Autriche devait également offrir le poste de ministre de l'Intérieur à un membre du parti national-socialiste autrichien, Seyss-Inquart, en plus d'accepter l'inclusion, sur un pied d'égalité, de partisans nazis au sein du Front Patriotique et d'accorder l'amnistie sans réserve aux membres du parti¹³. Cette dernière requête hitlérienne devait s'appliquer non seulement aux participants du *putsch* de juillet 1934, mais également aux planificateurs du « plan Tavs ». En un mot, dans les projets allemands, l'Autriche devait maintenant suivre la voie allemande et devenir elle-même un État national-socialiste.

Si l'Autriche était venue à Berchtesgaden traiter d'une capitulation après un désastre militaire, cette entrevue aurait pris la forme d'un triomphe diplomatique pour les vaincus et une preuve de magnanimité de la part des vainqueurs. Néanmoins, les négociations qui devaient avoir lieu entre deux voisins indépendants et naguère alliés

¹⁰ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 28 janvier 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 51.

¹¹ Note de Lacroix, ministre de France à Prague, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 16 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 177.

¹² KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 370.

¹³ SCHUSCHNIGG, K. von. *Austrian Requiem*, p. 212.

rendirent le traitement infligé à la délégation autrichienne intolérable. Schuschnigg quitta Berchtesgaden avec le sentiment qu'il n'y avait alors plus d'espoir pour la survie de l'Autriche¹⁴. Les paroles mêmes du chancelier Schuschnigg, transcrites par Puaux, le Ministre français à Vienne, le démontrent bien :

« Mais comment résister? J'ai été soumis à une pression éhontée; je ne m'imaginais pas que, dans l'Europe du XXe siècle, un pareil langage pouvait être tenu à un chef de gouvernement par le chef d'un autre État. Le chancelier m'a rapporté ensuite les propos brutaux et cyniques de M. Hitler qui n'a pas caché son dessein d'annexer l'Autriche : C'est un fou, m'a-t-il dit, qui se croit un dieu. Je n'ai aucun appui. Je sais que la France et l'Angleterre ne feront rien. M. Hitler me l'a jeté à la face en déclarant que l'occupation de l'Autriche serait pour lui une opération dix fois moins dangereuse que ne l'avait été l'occupation de la rive gauche du Rhin »¹⁵.

En acceptant Seyss-Inquart en tant que ministre de l'Intérieur, le chancelier autrichien avait livré aux nazis une des clés principales de son pouvoir. Toutefois, la capitulation sur ce point de principe symbolisait également l'effondrement de la résistance autrichienne, quels que soient les gains réalisés sur des points de moindre importance. Toutefois, le vrai sens du désastre dépassa de loin le fait d'avoir confié un tel poste à un tel homme. L'acceptation de la soumission était plus grave encore que celle d'un troisième membre nazi au sein du gouvernement autrichien. Par ce fait, Hitler était parvenu une nouvelle fois à imposer au chancelier d'un pays étranger la composition de son propre cabinet. Mais ce qui est encore plus remarquable dans les entretiens de Berchtesgaden, et peu d'études en font mention, fut le fait qu'à aucun moment les Autrichiens ne s'élevèrent contre une telle usurpation, et que pas une seule fois ne fut rappelé au Führer le fait qu'il s'adressait au chancelier d'un pays étranger, encore souverain. Tout se déroulait comme si la nation autrichienne, ainsi que son chancelier, s'étaient déjà résignés.

Dans l'optique du Reich allemand, cette rencontre « amicale » était un succès diplomatique, en plus d'être une victoire pour la minorité autrichienne nationale-socialiste. Se basant sur l'existence en Autriche de cette minorité, le chancelier allemand considérait alors les autres deux tiers de la population comme des « traîtres à la race », en vertu de quoi l'aversion témoignée par la majorité de la population pour une dictature hitlérienne devait

¹⁴ *Ibid.*, p. 218.

¹⁵ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 159.

être considérée comme un acte scandaleux de « persécution ethnique »¹⁶. L'ensemble de son discours était ainsi pleinement exposé. En fait, il utilisera quelques mois plus tard la même technique contre la Tchécoslovaquie. Et encore une fois, cette entreprise portera fruit.

Les sentiments des Autrichiens, ou plutôt des Allemands d'Autriche, n'avaient d'importance pour le chancelier allemand que tant qu'ils servaient ses intentions. Ses motifs étaient loin d'être aussi altruistes. Le désir même du peuple autrichien, en faveur ou non de l'*Anschluss*, ne fut jamais considéré dans son droit propre. Il devint simplement utilisé dans un jeu de puissances politiques. En février 1938, l'Allemagne occupait la position dominante. L'Autriche se retrouvait dans son ombre.

Confronté à la pression allemande, le chancelier Schuschnigg ne pouvait refuser d'accorder les concessions demandées, ou plutôt exigées, par la puissance hitlérienne. L'Autriche était un État trop faible et isolé pour poursuivre une politique considérée par la puissance voisine comme étant anti-allemande. Sans appui, ne pouvant attendre aucun secours d'une nation étrangère et n'ayant officiellement qu'une partie de son peuple derrière lui, le chancelier Schuschnigg se retrouvait seul face à l'abîme. Tenu d'exécuter des conditions inacceptables, imposées par une puissance étrangère, le chancelier emprunta de lui-même la voie la plus nuisible à une intervention de dernier recours. En effet, il adopta une politique de dissimulation envers l'étranger autant qu'envers son propre pays¹⁷.

Dans une note présentée aux représentants étrangers, le chancelier qualifia les entretiens de « simples essais » entrepris par les deux chanceliers afin de résoudre les difficultés rencontrées dans l'exécution du pacte de juillet 1936. Toujours selon cette note, l'Allemagne et l'Autriche n'avaient que réitéré les principes de ce pacte et en avaient fait le point de départ des relations amicales entre les deux peuples allemands¹⁸. Leurs nouveaux accords devaient alors constituer « une contribution efficace au développement pacifique de la situation européenne »¹⁹.

¹⁶ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 227.

¹⁷ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 165.

¹⁸ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 14 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 156.

¹⁹ SCHUSCHNIGG, K. von. *op. cit.*, p. 143.

Des études traitant du sujet au-delà des faits mêmes, une seule, celle de l'historien Gehl, avance un point différent. En effet, cet auteur avance la thèse que l'impact profond de la rencontre de Berchtesgaden ne se situa pas au niveau de ses résultats pratiques mêmes et des concessions exigées par l'Allemagne. En fait, la conférence aura finalement éliminé l'illusion qui avait entouré la réalité de la puissance de l'Autriche. Bien davantage, l'auteur poursuit son raisonnement en affirmant qu'en capitulant après qu'Hitler imposa son désir, Schuschnigg avait rendu apparent le fait qu'il ne pouvait tenir l'Autriche qu'avec le consentement hitlérien²⁰.

Il est délicat d'approuver un tel raisonnement. Toutefois, cet auteur avance un point intéressant. L'entrevue de Berchtesgaden révéla la vraie personnalité et les plans du Führer, en effet, mais les entretiens démontrèrent également la position isolée dans laquelle se trouvait l'Autriche. Le chancelier Schuschnigg dut accorder d'énormes concessions afin d'obtenir le simple droit de quitter les entretiens et de retourner dans son pays. Quel autre dirigeant d'un État indépendant aurait accepté un tel traitement? Et aucune puissance occidentale ne sembla s'y intéresser. Bien plus, dans l'esprit des dirigeants occidentaux, l'indépendance de l'Autriche n'avait plus d'importance. « M. Schuschnigg pouvait-il prendre la responsabilité de compromettre la paix européenne plutôt que de se prêter à une concession peut-être dangereuse mais non capitale? »²¹

5.2 La politique de dissimulation

Le chancelier autrichien, après le traquenard allemand qu'avait été Berchtesgaden, devait choisir à quel niveau diffuser la réelle portée de la situation. À l'intérieur, Schuschnigg craignait que la communication du traitement infligé à l'Autriche n'instaure un état de panique et de déception au sein de la population, une situation que ne pourrait dissiper aucune propagande du Front Patriotique²². Pourtant, selon le ministre français

²⁰ GEHL, J. *op. cit.*, p. 171 à 173.

²¹ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à Lacroix, ministre de France à Prague, du 16 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 168.

²² Note du Service français de la Société des Nations, du 18 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 205.

Gabriel Puaux, de franches paroles auraient probablement moins ébranlé les Autrichiens que la politique de silence et de dissimulation adoptée alors²³.

Durant tout le mois de février 1938, Schuschnigg avait choisi d'étouffer les menaces hitlériennes, surtout par crainte de voir les faits produire sur ses compatriotes un effet négatif plutôt qu'un élan patriotique. Par contre, en reportant la communication de ces informations, le chancelier autrichien avait également repoussé la possibilité à la nation de se regrouper et de former enfin un front commun. Il comprendra trop tard les conséquences de l'adoption d'une telle politique.

Même après avoir renoncé à faire publiquement appel à la conscience autrichienne, il restait au chancelier la possibilité de s'adresser secrètement aux gouvernements. Le contact fut entrepris, mais davantage pour les détourner de l'action que les y inciter²⁴. En fait, les légations autrichiennes dans les principales capitales de l'Europe ignoraient elles-mêmes la vérité dans les jours qui suivirent la rencontre de Berchtesgaden. Puis, quelques renseignements, légèrement atténués, parvinrent enfin à ces délégations. Toutefois, les propos allemands, affirmant le bien-fondé des demandes, avaient déjà conditionné les opinions des dirigeants étrangers. Les nouvelles informations venaient trop tard pour les contredire. Alors, il était difficile pour des États qui se désintéressaient déjà de la question autrichienne d'adopter une attitude ferme²⁵.

« Une propagande habile, qu'aucun effort autrichien n'est d'ailleurs jamais venu entraver, avait peu à peu persuadé les Anglais que le cabinet Schuschnigg ne s'appuyait que sur une minorité de la population et que l'élément nazi gagnait chaque jour du terrain »²⁶.

Dans les grandes lignes, les premiers messages diffusés aux délégués étrangers firent mention de « discussions violentes rendues très difficiles par les exigences allemandes et par les moyens de pression mis en œuvre pour les faire accepter »²⁷. Toutefois, le mot d'ordre demeurerait de ne rien tenter, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui pourrait provoquer la fureur du chef allemand, de poursuivre la voie de l'apaisement à tout

²³ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 160.

²⁴ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à Corbin, ambassadeur de France à Londres, du 17 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 190.

²⁵ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à Puaux, ministre de France à Vienne, du 16 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 179.

²⁶ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 19 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 215.

²⁷ SCHUSCHNIGG, K. von. *op. cit.*, p. 105.

prix²⁸. La réaction, si celle-ci avait effectivement pu se développer, se retrouvait une fois de plus étouffée.

Seuls quelques observateurs semblaient comprendre pleinement la position de l'Autriche. Seulement, leurs observations n'eurent que peu d'écho auprès des dirigeants étrangers :

« En réalité, il n'y a pas de doute sur les intentions de l'Allemagne. L'accord de Berchtesgaden est pour elle une étape. Cette étape sera très rapidement franchie; car le cabinet autrichien sera bientôt submergé. Après quoi, viendra, soit directement, soit par le détour d'un plébiscite, l'heure du rattachement »²⁹.

5.3 Schuschnigg – la capitulation

Les raisons qui expliquèrent le refus du chancelier de réagir demeurent dans une large proportion inconnues, bien que plusieurs éléments furent avancés autant dans ses biographies que dans les études consacrées à cette période afin de former une tentative d'explication. Schuschnigg refusait de livrer la nation autrichienne à un bain de sang avec ce qu'il considérait comme un autre peuple germanique, un peuple frère³⁰. Seule une aide extérieure aurait pu modifier la situation. Toutefois, cette aide, en plus d'être improbable, devenait indésirable dans la mesure où celle-ci entraînerait des conflits civils ou impliquerait la population autrichienne directement³¹. Ainsi, le chancelier ne désirait pas appeler à l'aide et devoir alors endosser la responsabilité d'un conflit armé, et même d'une guerre³².

Dans l'opinion du chancelier Schuschnigg, la seule chance de salut pour l'Autriche reposait sur un retour au « front de Stresa », ce pacte tripartite que nous avons abordé dans

²⁸ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 22 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 242.

²⁹ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 21 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 219.

³⁰ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 1^{er} mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 287.

³¹ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 7 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 330.

³² GEHL, J. *op. cit.*, p. 189.

le précédent chapitre. Par contre, cette entente n'engageait les trois puissances qu'à se consulter et non à intervenir directement si l'indépendance autrichienne venait à être menacée. Les événements de Berchtesgaden apportaient de toute évidence cette menace. Cependant, en étouffant les débats et en dissimulant la situation, le chancelier ne fit qu'aider l'Italie et les pacifistes occidentaux à taire leur conscience plutôt que de les mettre en face de leurs responsabilités. Les puissances pouvaient dès lors utiliser ce point afin de justifier leur position, ou plutôt leur absence de réaction.

Dès les jours suivant son entretien avec Hitler, Schuschnigg savait que l'Italie désirait ne pas se compromettre dans l'affaire autrichienne. À ses yeux, bien que l'indépendance de l'Autriche demeurait préférable, elle n'était plus le fondement de sa politique³³. Les seuls leviers sur lesquels l'Autriche pouvait encore espérer agir se trouvaient en France et en Angleterre. Là, une opposition parlementaire existait toujours et pouvait mettre en cause la politique du gouvernement. En France, le Parlement, les journaux et le gouvernement lui-même étaient emportés par une vague de sympathie envers l'État autrichien³⁴. Paris avait en outre tenté d'engager une protestation commune avec Londres, mais cette proposition s'était vue refusée par les dirigeants britanniques. La sympathie ne menait pas nécessairement à l'action.

Le 18 février, Gabriel Puaux, le ministre de France à Vienne, apporta au chancelier autrichien la déclaration que la France « considérait l'indépendance de l'Autriche comme indispensable à la paix et à la stabilité de l'Europe »³⁵. Poussé par la presse et par un groupe de parlementaires inquiets, Delbos, le ministre français des Affaires étrangères, avait effectivement proposé au gouvernement britannique de présenter conjointement à Berlin une énergique note franco-anglaise, afin de démontrer leur appui envers l'Autriche³⁶. Toutefois, l'opinion britannique ne s'était pas émue autant que l'opinion française.

La note française était à peine arrivée à Londres que, le 20 février, Anthony Eden donnait sa démission en tant que ministre britannique des Affaires étrangères, afin de protester contre la politique britannique de concessions. L'Autriche perdait alors un de ses

³³ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à Corbin, ambassadeur de France à Londres, du 17 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 190.

³⁴ GEHL, J. *op. cit.*, p. 110.

³⁵ PUAUX, G. *op. cit.*, p. 113.

³⁶ *Ibid.*, p. 116.

partisans les plus dévoués³⁷. De plus, même si l'Angleterre était à ce moment l'État le plus puissant et le plus à craindre par l'Allemagne, elle demeurait le plus difficile à mettre en mouvement. Cet objectif même aurait dû être le but premier de la politique autrichienne. Seulement, la politique de Chamberlain, grand partisan de l'*appeasement*, privilégiait un rapprochement des politiques britannique et allemande, en délaissant entièrement la question autrichienne³⁸. Ainsi, les demandes autrichiennes n'avaient que peu de chance de trouver écho auprès d'un tel gouvernement.

À la vue des circonstances, le gouvernement autrichien se retrouvait impuissant devant les événements. Une chose est pourtant certaine, la politique adoptée par Schuschnigg ne fit que précipiter l'action allemande. Bien plus, la politique d'étouffement n'engendra qu'une diminution des sympathies populaires envers l'Autriche. Lors d'un entretien en date du 7 mars, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Léger, ne dissimula aucunement à l'ambassadeur autrichien que la France n'entrerait pas en guerre sans l'Angleterre pour défendre l'Autriche. Toutefois, son avis était qu'un nouveau coup de Hitler en Europe centrale pourrait l'amener à intervenir seule, avec l'espoir ensuite d'y entraîner la Grande-Bretagne³⁹. Le représentant français insista cependant sur le fait qu'il existait une condition essentielle à l'intervention de la France, avant ou en conjonction avec Londres, et celle-ci était que « l'agression soit nettement établie »⁴⁰. Cela signifiait qu'en premier lieu, le gouvernement autrichien devait se déclarer victime d'une agression et réagir en conséquence, ce qu'il refusait toujours.

Coïncidence ou non, le jour même où l'avertissement de Léger parvint à Vienne, Schuschnigg décida finalement de renoncer à sa politique de concessions, de briser son mur de silence et de défier Hitler à la face du monde par son fameux plébiscite. Toutefois, à ce moment, le monde avait été témoin de trois semaines de tergiversations autrichiennes, si

³⁷ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 3 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 308.

³⁸ Lettre de Sir N. Henderson, ministre à Berlin, à Mr. Eden, au Foreign office, datée du 18 février 1938. *Documents of British Foreign Policy, 1918-1939*. Second Serie, Volume XIX, no 552.

³⁹ Note de Daladier, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, au général Jamet, secrétaire général du Conseil supérieur de la Défense nationale, du 7 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 331.

⁴⁰ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : les nazis en Autriche*, Paris, PC, 1964, p. 114.

bien que ses ennemis pouvaient alors l'accuser de perfidie, et que ses alliés pouvaient mettre en doute sa résolution⁴¹.

Le chantage de Berchtesgaden, répétition diplomatique de l'*Anschluss*, passa donc sans provoquer de vives réactions sur le continent européen. Les partisans occidentaux des politiques de concessions et le Führer à Berlin en tirèrent leurs conclusions. Ce succès allemand allait laisser sa marque. Hitler avait réalisé que ses buts pouvaient être atteints par la menace, et ultimement par la force, sans rencontrer de résistance. Il était prêt à franchir la prochaine étape.

De son côté, le chancelier Schuschnigg conserva ses scrupules jusqu'aux derniers moments, par crainte de créer un état de panique au sein de la population autrichienne, mais également par peur de provoquer la réaction allemande. En Autriche même, l'opinion publique était affaiblie par des semaines d'incertitude et d'irrésolution. À Londres, un ministre des Affaires étrangères favorable à la politique allemande venait de s'installer au *Foreign Office*. Seule la France avait démontré un intérêt minimal, mais sans la Grande-Bretagne, elle n'interviendrait pas. L'État autrichien se retrouvait isolé.

Schuschnigg tenta alors sa dernière chance en faisant appel au peuple autrichien et à la conscience de sa nation. Il joua cette dernière carte par son projet de plébiscite, en choisissant de recourir aux armes de la démocratie abandonnées par le gouvernement précédent près de cinq ans auparavant. Néanmoins, le chancelier ne s'imaginait nullement, tandis qu'il poursuivait les préparatifs, qu'au jour fixé, il n'existerait plus pour voter de peuple autrichien libre.

5.4 Le plébiscite – le dernier espoir

De retour à Vienne, pendant que le chancelier autrichien tentait de rallier les forces qui lui demeuraient fidèles, pendant qu'il exhortait dans la capitale le patriotisme autrichien afin de contrer l'influence hitlérienne, l'agent allemand qu'était devenu Seyss-Inquart

⁴¹ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 9 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 347.

débutait un travail de propagande en province, récoltant un certain succès⁴². Néanmoins, les nazis n'étaient pas aussi forts et nombreux qu'ils se présentaient. Le dernier effort du chancelier Schuschnigg devait bien le démontrer. En effet, il joua son dernier atout en préparant un plébiscite. Il savait très bien que le nazisme ne représentait en Autriche qu'une minorité bruyante et agissante, mais que les deux tiers au moins des habitants se refusaient toujours à devenir une entité hitlérienne⁴³.

Schuschnigg était bien informé de l'état d'esprit du peuple autrichien. Les nazis se répandaient en manifestations bruyantes, mais la masse des Autrichiens, du moins en février 1938, ne voulait pas entendre parler d'un *Anschluss*⁴⁴. C'est pourquoi le chancelier crut à une issue favorable du référendum. Conscient de la nécessité d'une action immédiate afin d'empêcher l'annexion allemande, il annonça à Innsbruck, lors de son fameux discours du 9 mars, la tenue d'un référendum pour le 13 mars 1938.

« Dès maintenant, avec une violence qui dépasse ce qu'on pouvait imaginer, les dirigeants hitlériens se refusent à prendre en considération l'issue éventuelle d'une telle consultation. Leur fureur s'exprime dans les brefs commentaires de presse [...].

À l'avance, les milieux dirigeants de la capitale du Reich semblent donc déterminés à suspecter la loyauté et la sincérité des organisateurs et à contester la validité des résultats. [...]

Quoi qu'il en soit, il paraît vraisemblable que, d'ores et déjà, M. Hitler se prépare à riposter à ce qu'il considère comme un défi et il est malheureusement probable que l'affaire autrichienne, loin de trouver dans le plébiscite un dénouement pacifique, connaîtra de nouvelles difficultés et sera exposée à de dramatiques rebondissements »⁴⁵.

La formulation de la question présentée au référendum montrait bien, mieux que tout, que même dans cette situation désespérée, Schuschnigg ne pouvait se libérer complètement d'un lien pangermaniste. Ainsi, tout Autrichien âgé d'au moins 24 ans fut appelé à répondre à la question suivante : « Êtes-vous pour une Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, pour une Autriche chrétienne et unie, pour la paix et le travail, pour l'égalité en droits de tous

⁴² GEDYE, G.E.R. *Betrayal in central Europe; Austria and Czechoslovakia : the fallen bastions*, New York, Harper, 1939, p. 241.

⁴³ PUAUX, G. *op. cit.*, p. 111.

⁴⁴ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 9 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 347.

⁴⁵ Extrait du discours du chancelier Schuschnigg, rapporté par François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, le 9 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 350.

ceux qui se reconnaissent en faveur du peuple et de la patrie?»⁴⁶ Ainsi, en votant « oui » à cette question, la population déclarait en même temps que l'Autriche demeurait « allemande » et « indépendante ». Une double identité surprenante pour l'opinion étrangère, mais qui puisait ses fondements dans les racines mêmes de l'identité autrichienne. Les paroles du chancelier lui-même, adressées à Puaux le démontre : « Je suis et me reconnais Allemand. Mais je suis en même temps Autrichien et, à ce titre, adversaire déterminé de l'*Anschluss* »⁴⁷.

À la base, la formulation du plébiscite n'avait rien de révolutionnaire ni de provoquant envers le Reich voisin. Toutefois, la difficulté principale du projet se situa dans le fait que, s'il devenait favorable à l'Autriche, les nazis le déclareraient falsifié, que s'il lui était défavorable, l'Autriche se retrouvait perdue, et que s'il était indécis, il n'aurait servi à rien⁴⁸. De plus, en fixant l'âge minimal à 24 ans, selon la loi et non selon sa propre volonté, Schuschnigg excluait une partie importante de la population, un des noyaux les plus solides du mouvement nazi en Autriche⁴⁹.

« Dès maintenant, l'Allemagne s'apprête à en contester les résultats. [...] Il paraît certain que le chancelier allemand n'admettra pas sans riposter l'initiative de Vienne. Le Reich, dit-on, ne saurait tolérer d'être bafoué en Autriche »⁵⁰.

Bien que la mention d' « Autriche allemande » ou « chrétienne » présente dans la formulation de la question n'enchantait guère certains groupements politiques, qui provenaient principalement de la classe ouvrière, les estimations laissèrent entendre que la politique autrichienne antinazie aurait été appuyée par la population autrichienne dans la mesure d'environ 80%, que le plébiscite aurait ainsi affirmé largement la confiance du pays dans son chancelier⁵¹. Or, l'Autriche ne put jamais se prononcer. En effet, devant la menace de ce référendum, Hitler enclencha « l'action Otto », le plan d'invasion de l'Autriche par les troupes allemandes, l'*Anschluss*⁵².

⁴⁶ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* – op. cit., p. 376.

⁴⁷ Paroles de Schuschnigg à Puaux, 24 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 255.

⁴⁸ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 9 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 350.

⁴⁹ GEHL, J. op. cit., p. 185.

⁵⁰ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 10 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 359.

⁵¹ GEDYE, G.E.R. op. cit., p. 274.

⁵² KREISSLER, F. op. cit., p. 377. L'action planifiée fut nommée ainsi en prévision du retour de la monarchie des Habsbourg.

Le discours d'Innsbruck, où le chancelier Schuschnigg diffusa son intention concernant le plébiscite, aura démontré au monde la volonté de l'Autriche de sauver son indépendance. De plus, il rendit à la population autrichienne la parole que Dollfuss lui avait retirée cinq ans auparavant⁵³. Cette décision d'en appeler au peuple devait servir à renverser la situation à la dernière heure. Dans l'opinion du chancelier, devant la patrie en danger, aristocrates, bourgeois, ouvriers et paysans, socialistes, communistes, catholiques, monarchistes, tous se rallieraient dans la conviction que le vote « non » signifierait un suicide collectif, ainsi que l'avènement de la terreur brune⁵⁴. Cette opinion était fondée. De plus, l'annonce du plébiscite eut l'avantage d'éclaircir la situation aux yeux de l'étranger⁵⁵. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

L'Allemagne, surprise par ce geste désespéré du côté de l'Autriche, y répondit immédiatement par un ultimatum. En menaçant directement l'État autrichien d'invasion si les projets de plébiscite n'étaient pas immédiatement abandonnés, le Reich démontrait qu'il ne pouvait pas tolérer le fait même que l'Autriche se posât la question de savoir si elle désirait ou non demeurer indépendante⁵⁶. Il n'y avait à ce moment guère plus de 20% d'appui national-socialiste en Autriche. On le comprit à Berlin⁵⁷. Adolf Hitler décida que le plébiscite n'aurait pas lieu. Les forces allemandes franchiraient la frontière.

5.5 Schuschnigg – le rapprochement trop tardif

Dans ces premiers jours de mars 1938, tandis que le projet de plébiscite mûrissait dans son esprit, Schuschnigg avait débuté une nouvelle approche en politique intérieure. Il avait d'abord tenté de se rapprocher de la gauche politique et d'entamer de sérieuses négociations, afin d'augmenter son appui en s'alliant la forte masse ouvrière autrichienne.

⁵³ KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne – op. cit.*, p. 81.

⁵⁴ PUAUX, G. *op. cit.*, p. 110-111.

⁵⁵ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 10 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 358.

⁵⁶ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 268.

⁵⁷ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 364.

Dans son esprit, les rivalités avec les socialistes s'estompaient et ne comptaient plus devant la menace commune venant de Berchtesgaden.

« Le patriotisme autrichien semble plus fort qu'on l'a généralement cru. L'antagonisme entre M. Schuschnigg et les travailleurs autrichiens a longtemps constitué une source de faiblesse pour la nation, mais il n'en est plus ainsi aujourd'hui, étant donné qu'il existe une possibilité de réconciliation en présence du danger que l'Allemagne fait peser sur l'indépendance du pays. L'annexion de l'Autriche ne paraît pas aussi facile qu'elle l'était lorsque le gouvernement et le mouvement ouvrier se trouvaient en conflit »⁵⁸.

Pourtant, jamais le pacte ne sera vraiment scellé et, à la fin de la semaine, la république autrichienne emporterait dans sa tombe ses déchirements intérieurs. En fait, la paix intérieure, si celle-ci avait pu être réalisée, serait venue trop tard pour influencer les événements⁵⁹.

Toutefois, prétendre qu'un rapprochement moins tardif des forces rivales de la démocratie et du patriotisme autrichien aurait arrêté Hitler revient à négliger le véritable équilibre des forces politiques dans l'Europe de 1938. Le Führer frappa au moment où la crainte de l'invasion lui semblait suffire pour soumettre Vienne, au moment surtout où le risque d'une intervention étrangère lui semblait ramené à des proportions négligeables, au moment où il était certain de la réussite de son entreprise⁶⁰.

Pour lui opposer une réelle résistance, il aurait fallu agir à la fois sur le front intérieur et diplomatique. En mars 1938, il était bien tôt pour agir sur le premier, et presque trop tard pour le faire sur le second. À ce stade, il aurait fallu, à l'intérieur, être prêt à se battre, et non à manifester, et à l'extérieur, être prêt à un concours effectif et non se contenter de discussions. Devant l'absence de ces deux possibilités, Schuschnigg dut se résoudre à s'incliner et à renoncer au plébiscite qui devait assurer son avenir et celui de l'Autriche. Le chancelier avait choisi de céder à l'ultimatum. Malgré cela, Adolf Hitler, fidèle à sa méthode, formula aussitôt une nouvelle exigence. Il fallait que Schuschnigg cédât alors le poste même de chancelier de l'État autrichien à Seyss-Inquart.

⁵⁸ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 1^{er} mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 287.

⁵⁹ KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne* - op. cit., p. 320-321.

⁶⁰ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, du 21 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 9, no 1.

La veille de la date fixée pour le plébiscite, soit le 12 mars 1938, le monde entier apprit non seulement que le chancelier Schuschnigg et le président autrichien Miklas s'étaient inclinés devant la force et avaient accepté le nouvel ultimatum en remettant leur démission, mais également que la nomination d'un chancelier nazi n'empêcha nullement la réalisation de l'invasion armée que ces mesures avaient pour but d'éviter⁶¹. L'Allemagne avait tout de même franchi la frontière et avait pris le contrôle militaire du pays.

« Ah, si l'Autriche s'était battue! Alors les Grandes Puissances auraient agi et elle aurait pu être sauvée! »⁶² Ceux qui parlent ainsi accusent la victime et non l'agresseur. En effet, la lutte pour l'indépendance de l'Autriche n'était justifiée que dans l'attente d'un secours que, le soir du 11 mars 1938, le chancelier Schuschnigg avait la certitude de ne pas obtenir. Aucune puissance ne voulait, ni ne pouvait lui apporter ce soutien. En fait, cette situation faisait de mars 1938 un moment capital pour les décennies à venir. En ce jour, l'Europe, du moins son système d'alliances, n'existait plus. La guerre idéologique avait débute⁶³.

L'invasion allemande fut le résultat d'une pression extrême, en violation des lois internationales et poussée par des justifications inventées de toutes pièces. Néanmoins, les prétextes utilisés n'en demeuraient pas moins des justifications à une action militaire. Malgré cela, aucune puissance européenne n'apporta son appui à l'État autrichien contre ces actions en provenance d'une puissance étrangère. Et le fait que le télégramme de Seyss-Inquart requérant l'assistance militaire du Reich, le prétexte allemand afin de justifier l'invasion, fut transmis après l'entrée de l'armée allemande en sol autrichien n'influença en rien les réactions occidentales. L'Autriche, dans leurs intérêts, n'existait plus depuis longtemps. Elle cessait alors d'exister aux plans géographique, diplomatique et politique.

⁶¹ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 270.

⁶² ZERNATTO, Guido. Cité dans : GEDYE, G.E.R. *ibid.*, p. 279.

⁶³ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 142.

Chapitre 6

L'Anschluss : la disparition de l'Autriche

Depuis la rencontre de Berchtesgaden, depuis la découverte du « plan Tavs » et des actions et d'attentats prévus contre la population, la résistance autrichienne se retrouvait dans une position difficile, muselée. Le chancelier Schuschnigg était bien au fait de cette situation. Il comprenait que dès qu'il entamerait des représailles contre des membres du parti national-socialiste autrichien, le gouvernement allemand userait de ce prétexte afin de se « porter au secours des frères persécutés d'Autriche » et exigerait, sous la menace d'invasion, la formation d'un nouveau gouvernement à Vienne, national-socialiste évidemment¹.

Schuschnigg devait donc étouffer la réaction par peur de représailles. Il souhaitait ne rien entreprendre qui puisse provoquer la colère du Führer et ainsi entraîner immédiatement un conflit armé. En fait, le chancelier se refusa même la possibilité de faire intervenir ses anciens alliés². Il désirait gagner du temps afin de préparer son plébiscite qui devait en théorie sauver l'Autriche, sans comprendre que son attitude allait justement l'isoler davantage des autres puissances et déclencher la réaction de la part du Reich.

Comme nous l'avons mentionné, le chancelier autrichien comprenait que ses seuls espoirs reposaient alors sur un rapprochement entre l'Italie et ses partenaires occidentaux, mais que cette espérance demeurerait illusoire. « Quant à la reconstruction du front de Stresa, une telle solution répond plus aux conceptions logiques qu'à la mesure actuelle des possibilités »³. En effet, l'Italie s'était détournée de ses anciens alliés de la précédente guerre et portait maintenant son regard vers l'Allemagne. Quant au réarmement anglais qui, de Vienne, apparaissait comme le seul acteur susceptible de faire fléchir l'Allemagne, il nécessiterait encore un an ou deux pour qu'il prenne de l'ampleur. La France, sans

¹ GEHL, J. *op. cit.*, p.112.

² Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 16 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 173.

³ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à Puaux, ministre de France à Vienne, du 16 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 179.

gouvernement cohérent, ne laissait présager aucun soutien. En fait, pour l'intervention française, il était trop tard. Elle avait eu sa chance en 1936, quand les bataillons allemands étaient entrés en Rhénanie, mais elle l'avait laissée passer. Ainsi, du moment où ni Mussolini, ni les puissances occidentales ne pouvaient alléger la pression allemande, le chancelier autrichien préférait ne rien provoquer directement.

6.1 L'invasion de l'Autriche – le prétexte allemand

L'armée hitlérienne n'aurait pas pénétré en territoire autrichien le 12 mars au matin, comme le stipulait l'ultimatum, mais bien dans la nuit du 11 mars 1938, avant même que Seyss-Inquart n'entre en fonction, avant qu'il n'assume la position de chancelier et n'use du droit de faire appel à une assistance étrangère, le prétexte prévu par l'Allemagne afin de franchir la frontière en « toute légalité »⁴. Le Reich n'avait donc pas été appelé à l'aide, il avait violé cette frontière, et ce avant même qu'un gouvernement national-socialiste ne fût constitué en Autriche, ce qu'il tentait d'accomplir avec la série d'ultimatums imposés⁵. Il ne venait ni rétablir l'ordre, ni aider un gouvernement, ni libérer des frères de race, mais bien imposer à la majorité d'une population libre la domination d'une minorité. Il venait asservir, annexer. Et aucune puissance occidentale ne ferait un geste pour l'en empêcher.

En fait, la préparation de l'invasion fut réglée par téléphone, directement d'Allemagne. Tout d'abord, deux ministres autrichiens, Glaise-Horstenau et Seyss-Inquart, remirent à leur chef de gouvernement, à leur propre chancelier, une lettre du Führer, donc d'un chef d'État étranger, exigeant l'annulation du référendum prévu⁶. Ils agirent donc, sans équivoque, comme agents d'une puissance étrangère. Cette thèse est de plus étayée par le fait qu'ils étaient en liaison téléphonique directe et permanente avec l'État voisin. Les

⁴ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Paul-Boncour, ministre des affaires étrangères, du 14 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 433.

⁵ GEDYE, G.E.R. *op. cit.*, p. 279.

⁶ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 364.

deux ministres autrichiens se chargèrent ainsi de transmettre et de réitérer les menaces allemandes de représailles et d'invasion si l'annulation exigée n'était pas satisfaite⁷.

Par contre, lorsque le chancelier autrichien se déclara prêt, sous la pression, à annuler le référendum, un second coup de téléphone lui fit savoir que l'annulation du référendum ne suffisait plus⁸. Dans un nouvel ultimatum, l'Allemagne exigeait maintenant la démission immédiate de Schuschnigg et son remplacement par Seyss-Inquart au poste de chancelier. L'Autriche avait déjà accepté un premier ultimatum, en annulant le plébiscite prévu. Elle accepta également ce second⁹. Selon les ordres reçus, les troupes autrichiennes s'étaient retirées. L'avant-garde allemande put donc passer tranquillement la frontière à l'aube du 12 mars. Ce fut la réalisation de « l'action Otto », la disparition de l'Autriche.

La première conquête extérieure d'Adolf Hitler fut ainsi la prise et l'occupation de son pays d'origine. Elle devenait en même temps le premier acte de la Seconde Guerre mondiale. La chute de Vienne en mars 1938 allait mettre un terme au monde construit de Versailles, et conduirait au long cauchemar de la domination nazie en Europe. En effet, l'invasion de l'Autriche par la *Wehrmacht* détruisit dans un même temps l'équilibre général instauré entre les puissances continentales, ainsi que le système des frontières définies lors des traités de 1918-1919 par les Alliés victorieux. Seulement, plus grave encore que le coup lui-même demeure la manière dont il fut porté.

En peu de temps, Hitler s'empara d'un pays indépendant sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré de part et d'autre de la frontière. En fait, les opérations essentielles ne se déroulèrent pas sur un champ de bataille, mais bien devant un téléphone. La menace d'employer la force devenait ainsi le moyen de cette conquête. Par conséquent, l'avancée du Führer en territoire autrichien, sans rencontrer d'opposition jusqu'à Vienne, démontra bien comment, en présence de l'irrésolution occidentale, l'arrogance et le chantage d'un dictateur étranger pouvait assurer le succès. Employé à Vienne, le procédé resservira ensuite pour Prague et Varsovie¹⁰.

⁷ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion- op. cit*, p. 379.

⁸ *Ibid.*, p. 383.

⁹ SCHUSCHNIGG, K. von. *The Brutal Takeover*, New York, Atheneum, 1971, p. 1.

¹⁰ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche*, p. 13.

Cette entrée en Autriche était à la fois la plus naturelle de ses conquêtes et la plus accidentelle, la mieux préparée et la plus improvisée. En effet, si la conception du plan d'invasion et d'annexion était déjà établie, le moment et la tactique furent en grande partie déterminés par le chancelier autrichien. Effectivement, dès les événements déjà abordés de 1934, Hitler se montrait résolu à absorber l'Autriche. Toutefois, ce fut Schuschnigg qui fixa, bien inconsciemment, la date de l'exécution. En fait, jusqu'à la dernière minute, l'Allemagne demeurait inquiète d'une réaction possible de Mussolini ou d'une éventuelle riposte anglo-française. L'annonce du plébiscite autrichien lui fit perdre ses dernières réserves.

Avant d'agir, le Führer se devait d'évaluer consciencieusement les dangers encourus, ce qu'il fit précisément. Dès la fin de 1937, il connaissait la répugnance de l'Empire britannique à se voir impliqué dans une grande guerre européenne. Cette crainte irait jusqu'à garder l'Angleterre d'une réaction quelconque. De plus, cette attitude britannique influencerait alors la France qui ne pouvait intervenir seule, ce qu'elle avait déjà prouvé lors de la remilitarisation de la Rhénanie en 1936¹¹. Ainsi, certaine que ses actions ne rencontreraient aucune résistance des puissances occidentales, l'Allemagne choisit d'agir.

La décision d'envahir l'Autriche avait été prise. Afin de la justifier au monde extérieur, il restait à en trouver le prétexte. En effet, Hitler désirait se couvrir des apparences de la légalité¹². Ainsi, si les exigences de l'ultimatum allemand au gouvernement autrichien n'étaient pas satisfaites, la Wehrmacht entrerait en Autriche à l'aube du 12 mars, sous le prétexte « d'empêcher d'autres effusions de sang » dans les villes autrichiennes¹³. Il avait l'intention d'envahir l'Autriche avec des forces armées pour rétablir « les conditions constitutionnelles et prévenir de futurs outrages contre la population pro-allemande »¹⁴.

¹¹ *Ibid.*, p. 36.

¹² SCHUSCHNIGG, Kurt von. *op. cit.*, p. 2-4.

¹³ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 373.

¹⁴ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 12 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 390.

En fait, Hitler se référait à de prétendus troubles civils en Autriche, prétexte créé de toutes pièces et qui devait être ensuite appuyé par un télégramme¹⁵. Celui-ci, dicté au téléphone à Seyss-Inquart lui-même, devait par la suite lui être retransmis selon la voie officielle. Ce message déclarait que le gouvernement autrichien, qui n'existait plus, demandait l'envoi de troupes allemandes, « le plus rapidement possible pour empêcher de nouvelles effusions de sang »¹⁶. Pourtant, il fut transmis justement après l'entrée des troupes allemandes. En 1938, aucune puissance occidentale n'accorda d'importance à ce point.

L'*Anschluss* survient en 1938, sous le prétexte de porter secours à la minorité allemande en Autriche. Or, plus rien ne justifiait l'entrée de la *Wehrmacht*. La victoire politique était acquise, mais cela n'empêcha pas les troupes allemandes d'enfoncer une porte bien ouverte. En effet, les barrières étaient déjà retirées, et là où elles subsistaient, les Autrichiens aidaient eux-mêmes à les enlever. De plus, l'absence de tout défi armé démontrait bien le caractère docile des Autrichiens. Les croix gammées apparaissaient sur les bâtiments, les bras se levaient pour saluer, mais les fusils demeuraient silencieux.

« Vienne est sous le signe de la croix gammée. Le drapeau hitlérien flotte seul sur la Chancellerie, sur le Parlement et sur l'Hôtel de Ville. Les hôtels et quelques immeubles commerciaux portent soit des drapeaux autrichiens et hitlériens, soit le second seulement »¹⁷.

En mars 1938, ce qui se passa en Autriche fut chose encore unique dans l'histoire de l'Europe contemporaine. Certes, Hitler ne tardera pas à se conduire ailleurs de la même façon, mais l'Autriche demeura son premier pas. En quelques jours à peine, les occupants nationaux-socialistes détruisirent ou neutralisèrent l'élite du pays, sans qu'aucun de ceux-ci n'oppose la moindre résistance à cette occupation allemande. Ils furent arrêtés en raison de

¹⁵ SCHUSCHNIGG, Kurt von. *op. cit.*, p. 2-4. Le prétexte principal utilisé fut que la montée du communisme en Autriche avait laissé le gouvernement sans liberté de riposte, qui ne possédait plus le contrôle du pays.

¹⁶ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 373.

¹⁷ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 12 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 396.

ce qu'ils représentaient, et non en fonction de leurs actions¹⁸. De telles méthodes, qui sont aujourd'hui bien connues, demeuraient alors uniques. Les arrestations et les déportations auxquelles se livrèrent dès le début les agents allemands atteignirent bien plus durement ce qui pouvait encore subsister d'esprit indépendant en Autriche. L'État lui-même n'existait plus.

6.2 Résister ou capituler – le dilemme autrichien

Schuschnigg, à la suite de l'entretien de Berchtesgaden, était un homme brisé. Cependant, au lieu d'alerter la conscience européenne, il choisit de dissimuler. Ce point, nous l'avons bien défini précédemment. Son attitude lui inspira la plus néfaste des tactiques. Au lieu de signaler à l'indignation universelle les procédés et le traitement révoltants dont il avait été l'objet, il préféra entrer dans le jeu de l'adversaire en étouffant la vérité, en transmettant des communiqués optimistes qui trompèrent le corps diplomatique et la presse étrangère durant de précieux jours. Il avait suivi le tracé dicté par Hitler.

En effet, ce dernier, de son côté, s'était préoccupé principalement des aspects politiques et diplomatiques afin de protéger son action de toute ingérence extérieure¹⁹. Tout d'abord, le Führer avait fait parvenir une missive à Mussolini dans laquelle, pour le dissuader d'intervenir, il lui promettait de respecter la frontière du Brenner²⁰. Auprès des représentants anglais et français, il maintenait fermement l'argument que la question autrichienne n'était qu'une affaire intérieure de la famille allemande, qui ne regardait donc personne à l'extérieur, « et dans laquelle l'Allemagne n'accepterait pas que des tiers intervinssent, dût-elle pour cela recourir aux armes »²¹.

Devant la certitude que les démarches du représentant allemand Ribbentrop recevaient plus d'échos auprès des puissances occidentales que les craintes autrichiennes,

¹⁸ Note du lieutenant-colonel Salland, attaché militaire de France à Vienne, à Daladier, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, du 21 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 9, no 10.

¹⁹ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion - op. cit.*, p. 378.

²⁰ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 9 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 350.

²¹ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 17 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 189.

Schuschnigg se retrouvait devant un dilemme capital : appeler son peuple à la résistance nationale ou bien choisir la voie de la capitulation²². Il opta pour la seconde solution.

Pour la première fois depuis 1918, dans les jours qui suivirent les entretiens de Berchtesgaden, un mouvement de masse patriotique avait commencé à prendre forme, porté par le souci commun du sort de l'Autriche et la défense de la patrie contre la menace nationale-socialiste hors de ses frontières²³. Cependant, il demeurait hors de la portée du chancelier qui, incapable de canaliser cette résistance, préférait continuer sa politique de dissimulation. De plus, ce mouvement ne restait que superficiel, difficile à quantifier et à estimer.

« J'y travaille depuis longtemps [...], mais ce n'est pas cela qui nous sauvera devant la menace allemande; ferions-nous tous bloc, nous ne serions jamais que six millions contre soixante »²⁴.

Si l'on considérait l'absence quasi totale de réactions internationales au coup de force perpétré contre l'Autriche, les Autrichiens étaient en droit de croire qu'il s'agissait là d'un fait accompli approuvé par la communauté internationale, et donc qu'une résistance ne mènerait nulle part, qu'elle ne pourrait contrer l'inévitable. De plus, dans l'optique du chancelier autrichien, résister était provoquer le conflit militaire qu'annonçaient les manœuvres allemandes déjà postées à la frontière depuis peu²⁵. Ainsi, devant la possibilité d'une effusion de sang entre frères allemands, il choisit de reculer, préférant ce reproche aux conséquences encourues inévitablement par une résistance. Le chancelier autrichien, au lieu d'appeler à la résistance, opta pour la formule « nous cédon à la violence. Dieu protège l'Autriche »²⁶.

En fait, cette phrase inversait en réalité les rôles entre l'Allemagne et l'Autriche. Alors que les Allemands se montraient tout à fait disposés, par leurs préparatifs concrets

²² KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne* – *op. cit.*, volume 1, p. 58.

²³ *Ibid.*, p. 72.

²⁴ Paroles du chancelier Schuschnigg, rapportées par Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 15 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 162.

²⁵ SCHUSCHNIGG, Kurt von. *op. cit.*, p. 213.

²⁶ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 373.

dans ce sens, à verser du sang autrichien, Schuschnigg choisissait de prendre sur lui qu'en cas de résistance autrichienne, l'accusation lui soit portée d'avoir versé « du sang allemand »²⁷. Le droit des peuples à la résistance était alors implicitement remis en question : ce n'était pas l'agresseur qui versait le sang de sa victime, c'était plutôt la victime qui, osant se défendre, se retrouvait « disposée » à verser le sang de son agresseur.

De plus, Schuschnigg justifiait son choix par le sentiment qu'une résistance symbolique n'aurait pas empêché les projets hitlériens d'occuper et d'annexer l'État autrichien. Il affirmait que la capitulation deviendrait inévitable du fait que l'Autriche ne pouvait escompter aucune aide internationale, dans le meilleur des cas, avant 48 heures, délai au-delà duquel l'armée autrichienne ne pouvait tenir, si bien sûr une aide internationale était effectivement à attendre²⁸. Ce qui n'était pas le cas.

Bien que certains représentants étrangers semblent saisir la gravité de la situation, comme nous l'avons mentionné, la réaction de l'opinion internationale fut plutôt apathique. Les gouvernements occidentaux, pour ne rien dire de l'Italie, avaient déjà mis l'Autriche au compte des profits et des pertes, du côté des pertes évidemment²⁹.

Le chancelier autrichien capitula le 11 mars 1938, confronté à une menace allemande imminente, sans opposer de résistance. Ces dernières paroles, transmises à la radio, le démontrèrent : « Le président fédéral me charge de faire savoir au peuple que nous cédon à la violence. Nous ne voulons pas faire couler le sang allemand »³⁰. Le lendemain, la croix gammée flottait sur Vienne.

« Dans le départ de M. Schuschnigg, il faut voir l'heureux dénouement d'une situation dangereuse et intolérable pour le gouvernement allemand; la promptitude et l'énergie de l'action du Reich ont épargné à l'Autriche les horreurs de la guerre civile. L'Europe peut respirer en paix »³¹.

²⁷ SCHUSCHNIGG, Kurt von. *op. cit.*, p. 319-328.

²⁸ *Ibid.*, p. 323-324.

²⁹ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* – *op. cit.*, p. 317.

³⁰ PUAUX, G. *op. cit.*, p. 114.

³¹ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 378.

Chapitre 7

L'Anschluss : l'abandon de l'Autriche

7.1 La politique française

Les mois qui précédèrent l'*Anschluss* de mars 1938 peuvent être considérés comme l'une des périodes les plus passives de la politique étrangère française. Ses diplomates voyaient bien la réalité, la décrivaient avec soin dans leurs échanges, dans toutes ses nuances, et peu de données leur échappaient. Pourtant, bien qu'informés des moindres développements concernant la situation autrichienne, les gouvernants successifs ne réussirent jamais à avoir prise sur les événements¹.

En fait, la France ne s'avouait pas engagée vis-à-vis de l'Autriche, mais elle admettait que la situation serait différente le jour où l'expansion allemande s'attaquerait à l'indépendance ou à l'existence des États auxquels la liaient des engagements spéciaux, tels qu'envers la Tchécoslovaquie². Toutefois, la réaction de la France devant les événements de mars 1938 ne se limita finalement qu'à une simple note de protestation adressée à Berlin.

Comme nous l'avons indiqué dans un précédent chapitre, moins d'un mois avant l'ultimatum allemand, la France, par l'entremise de son ministre à Vienne, Puaux, avait continué de laisser entendre au chancelier autrichien l'importance de l'Autriche pour la puissance française, affirmant son indépendance comme indispensable³. « M. Schuschnigg n'en doit pas moins constater que les encouragements du gouvernement français n'ont été suivis jusqu'à présent d'aucune aide efficace »⁴. En effet, Paris ne fit que proposer à Londres l'envoi d'une note franco-anglaise, afin de protester contre les

¹ DUROSELLE, J. B. *La décadence, 1932-1939*. Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p. 326.

² Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, aux représentants diplomatiques de France, du 12 mars 1930. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 403.

³ BROOK-SHEPHERD, G. *Anschluss : the rape of Austria*, Westport, Greenwood Press, 1976, p. 113.

⁴ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 7 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 330.

actions du Führer⁵. Malheureusement, Anthony Eden, grand défenseur de la question autrichienne, avait remis sa démission en tant que ministre britannique des Affaires étrangères, ce qui eut une incidence également sur la politique française.

Effectivement, le nouveau chef du *Foreign Office*, lord Halifax, l'un des quatre grands de la politique d'*appeasement*, démontrait par sa venue que la proposition française aurait alors peu d'écho à Londres, puisque celui-ci préférait largement les démarches unilatérales⁶. À la suite de quoi, si une intervention française avait déjà été envisagée par une minorité des dirigeants français, elle devenait impossible. Deux semaines plus tard, le gouvernement Chautemps, très affaibli, démissionna spontanément, laissant le pays sans gouvernement. C'était le 10 mars 1938.

Il semblerait que le gouvernement français n'ait, à aucun moment, réellement considéré participer à une guerre afin de défendre l'Autriche. Lorsque les détails de l'ultimatum atteignirent Paris dans l'après-midi du 11 mars, la France se trouvait à ce moment sans gouvernement⁷. La veille, Chautemps avait donné sa démission, plaçant l'épuisement personnel et le manque de soutien parlementaire. Toutefois, la même journée, quatre ministres s'étaient retrouvés afin de décider des mesures à envisager, en attendant le soutien britannique qui ne devait plus tarder, à ce qu'ils croyaient⁸. Les précautions proposées, qui ne concernaient en fait que la mise en état d'alerte, le rappel de certaines unités de réserve et la fermeture de la frontière avec l'Allemagne, ne furent jamais mises en application⁹.

Durant l'escalade de tension qui dura environ un mois, de la rencontre de Berchtesgaden à l'invasion étrangère, le gouvernement français eut amplement la possibilité de développer une ligne d'action, mais ne le fit pas. De plus, dès le printemps 1937, ce gouvernement était au fait des rumeurs concernant une éventuelle action allemande envers l'Autriche, et à la fin de cette même année, la France considérait déjà que cette intervention ne serait pas retardée, qu'elle serait soudaine et

⁵ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 17 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 189.

⁶ DUROSELLE, *op. cit.*, p. 327.

⁷ PUAUX, G. *op. cit.*, p. 113.

⁸ Ces quatre ministres furent Chautemps, Delbos, Daladier et Bonnet.

⁹ Note de Blondel, chargé d'Affaires de France à Rome, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 10 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 363.

réglée en quelques heures seulement¹⁰. Mais, encore une fois, elle n'intervint pas. Pourtant, une attitude plus vigoureuse de sa part aurait pu donner à Schuschnigg ce qui, de son propre aveu, était le but de ses efforts, soit d'obtenir quelques mois de répit pendant lesquels l'équilibre des forces européennes aurait pu changer en sa faveur¹¹.

La France fut la première des puissances occidentales à qui le chancelier autrichien Schuschnigg fit ses confidences. En effet, il était personnellement en bons termes avec Puaux, qu'il savait dévoué profondément à la cause de l'indépendance autrichienne. Pour cette raison, en opposition à sa politique de dissimulation, il décida de lui livrer la véritable détresse dans laquelle l'Autriche se trouvait¹². De plus, dès le 15 février 1938, Londres et Paris avaient déjà reçu les détails des conditions imposées par Hitler au représentant autrichien lors de la rencontre de Berchtesgaden. Pour la France, ces conditions rappelaient l'avertissement qu'Aristide Briand n'avait cessé de répéter jusqu'à sa mort : « l'*Anschluss*, c'est la guerre »¹³.

En effet, les accords de Berchtesgaden pouvaient déjà, à ce moment, être interprétés comme un événement d'une grande importance, un premier pas vers la réalisation des desseins hitlériens¹⁴. Sur ce point, le gouvernement français considérait qu'un avertissement clair devrait être envoyé au gouvernement allemand. Selon le ministre français des Affaires étrangères, Delbos, la Grande-Bretagne et la France devaient déclarer conjointement que le maintien de l'indépendance autrichienne demeurait essentiel pour la paix européenne, et que toute action par la force contre le *statu quo* européen serait ardemment réprimée¹⁵. Cependant, comme nous l'avons mentionné, les Britanniques rejetèrent cette proposition commune, préférant rechercher une entente avec l'Allemagne selon leurs propres termes¹⁶.

¹⁰ Note du général Lelong, attaché militaire de France à Londres, à Daladier, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, du 18 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 206.

¹¹ Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 4 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 312.

¹² Note de Puaux, ministre de France à Vienne, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 21 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 229.

¹³ BROOK-SHEPHERD, *op. cit.*, p. 111.

¹⁴ ADAMTHWAITE, A. *Grandeur and Misery France's bid for power in Europe, 1914-1940*, New York, St. Martin's Press, 1995, p. 203.

¹⁵ MARTIN, B.F. *France in 1938*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005, p. 81.

¹⁶ *Ibid.*, p. 83.

L'inquiétude de la France à propos de l'Autriche fit également ressurgir la question de la fidélité française envers son alliance tchécoslovaque. Pour la France, les destinées de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie demeuraient liées, et la croyance était que, même sans l'obligation d'un traité précis, elle devait maintenir cette alliance. Pour cette raison, le programme d'expansion de l'Allemagne devait être arrêté. Il était en conséquence regrettable que Londres ne se montrait pas disposée à apporter son aide, la solution du problème ne se trouvant, pour la puissance britannique, que dans une « accommodation générale » avec l'Allemagne, une politique qui englobait la sauvegarde de l'indépendance des petits États¹⁷.

Si la France n'était pas liée à l'Autriche par des engagements aussi précis et formels que ceux existant avec la Tchécoslovaquie, il était clair que le sort de cet État ne pouvait être dissocié de celui de l'Autriche. En se basant seulement sur ce point précis, la réaction française aurait dû être plus vigoureuse¹⁸. De plus, l'annexion de l'Autriche aurait occasionné une plus grande difficulté pour la France d'accéder à l'Europe sud-orientale. Ce point ne sembla pas peser dans la balance décisionnelle.

Il est toutefois exact qu'au cours des derniers mois précédant l'*Anschluss*, la France était limitée dans sa volonté d'agir par de graves crises intérieures, tant économiques que financières. Dès 1936, l'intérêt principal du gouvernement français s'était centré sur les questions de politique intérieure. En matière de politique étrangère, l'attention de la France se portait davantage sur la guerre civile en Espagne que sur l'Europe centrale¹⁹.

Devant l'impossibilité de trouver un terrain d'entente sur la question autrichienne, le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Delbos, donna l'ordre à François-Poncet, de protester contre les mesures allemandes, le 11 mars 1938²⁰. Il s'agissait là d'un geste plutôt rhétorique qui illustrait l'incapacité française d'agir. Cet

¹⁷ ADAMTHWAITE, *op. cit.*, p.210.

¹⁸ WEINZIERL, E. « Les rapports entre la France et l'Autriche de janvier à mars 1938, d'après les rapports de l'Ambassade d'Autriche à Paris. » dans *L'Anschluss, une affaire européenne*. Rouen, Centre d'études et de recherches autrichiennes, 1991, p. 64.

¹⁹ *Ibid.*, p. 65.

²⁰ Télégramme du 11 mars 1938, de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères. *Documents diplomatiques français*, 2^e série, tome 8, no 376.

alibi bien pauvre ne sauva, pour ce qui fut la première puissance européenne de l'après-guerre, même pas les apparences.

À Paris, le gouvernement Chautemps s'écroula au moment même où le chancelier autrichien annonçait son plébiscite, soit la veille de l'invasion allemande. Delbos trouvait ainsi une raison pour décliner l'intervention devant les pressions allemandes, se retrouvant sans liberté d'action. Le centre de la diplomatie occidentale basculait alors vers Londres, où le ministre allemand, Ribbentrop, poursuivait ses visites et sa propagande.

7.2 L'apaisement britannique

En 1938, en regard de l'*Anschluss*, la réaction des démocraties a été à peu près nulle. Il ne pouvait guère en être autrement dès lors qu'à Londres, ainsi qu'à Paris, on avait pratiquement consenti à l'annexion avant même que les troupes allemandes ne pénétrant en territoire autrichien. La seule tentative sérieuse de modifier le cours de la politique britannique, Delbos l'avait entreprise auprès du ministre britannique Eden en février. Seulement, le 12 mars, celui-ci avait cédé la place à Lord Halifax, et la France se retrouvait sans gouvernement, si bien qu'il n'y avait plus d'autre choix possible que d'accepter le fait accompli.

Deux jours après les faits, soit le 14 mars 1938, Chamberlain se contenta de condamner l'*Anschluss* devant les Communes, en précisant que la Grande-Bretagne n'avait en fait aucune obligation envers cet État. L'Autriche n'existait déjà plus. De plus, la France, par son appel d'action commune en Europe centrale, allait à l'encontre de la stratégie du ministre britannique concernant les « négociations amicales » avec l'Allemagne. Ainsi, la pression française en faveur d'une action en Autriche menaçait directement les plans d'*apaisement* britanniques.

L'*apaisement* dans son contexte historique était initialement une politique adoptée afin d'identifier activement les griefs de base des puissances mécontentes,

particulièrement l'Allemagne et l'Italie, et tenter de négocier par des concessions raisonnables les demandes légitimes. Cette politique ouvrait ainsi la voie à un accord qui pouvait garantir la continuation de la paix générale. En fait, cette politique était entreprise non pas par peur ou lâcheté, mais par un sens d'une « mission forcée par une variété de considérations politiques et tempérées par la combinaison d'une conscience coupable et un sens de sa supériorité morale »²¹.

Alors que l'*appeasement* était une politique traditionnellement basée sur des concessions faites en position de force, dont les limites demeuraient contrôlables par « l'*appeaser* », l'*Anschluss* impliquait à l'inverse l'urgence de se conformer aux demandes de l'adversaire dans un atmosphère de désespoir, et, selon certains, d'une position de faiblesse²². Ainsi, il est doublement surprenant que le gouvernement britannique continuât de suivre cette politique.

Si, à la fin du premier conflit mondial, cette voie avait semblé nécessaire, le rapport de forces était maintenant en faveur de l'Allemagne. En maintenant ses décisions dans la voie de l'*appeasement*, le gouvernement britannique ne faisait plus preuve de magnanimité, il maintenait plutôt la paix au prix de lourds sacrifices, de la disparition de l'Autriche, puis de la désintégration de la Tchécoslovaquie. Il concédait en position de faiblesse des avantages à une puissance dominante. Ce simple fait allait contre les principes mêmes de la politique d'*appeasement*.

Seulement, Londres n'était pas prête à s'engager dans un long conflit militaire, au point de préconiser que la guerre avec l'Allemagne devait être évitée, peu importe le coût, tant que le programme de réarmement britannique ne comblerait cette lacune. Si l'Autriche devait être sacrifiée pour ce faire, alors elle le serait²³.

En fait, dans l'opinion britannique, il demeurait possible d'alléguer que l'Allemagne était trop puissante pour une résistance, alors l'*appeasement* devenait la seule politique qui permettait à la Grande-Bretagne de gagner du temps. À l'inverse de 1936, où l'État allemand était loin d'avoir obtenu un réarmement qui faisait de lui un réel danger, l'*appeasement* ne pouvait plus qu'être motivé par la faiblesse militaire

²¹ ROCK, W.R. *op. cit.*, p. 30.

²² Note du département de la Guerre, du 10 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 361.

²³ ROCK, W.R. *op. cit.*, p. 46-52.

britannique²⁴. Néanmoins, ce fut la voie dans laquelle se maintenait le gouvernement de Londres, et Hitler le savait parfaitement. En ajoutant le fait que le pacte de Locarno engageait les garanties de maintien des frontières occidentales sans offrir de même pour celles orientales, l'Allemagne pouvait conclure légitimement que l'Angleterre lui laisserait le champ libre vers l'Est. Elle gagna son pari.

De plus, il y avait toujours eu en Grande-Bretagne un sentiment de culpabilité concernant les traités de paix. En effet, l'opinion britannique était que l'interdiction de l'*Anschluss* par le traité de 1919 avait été excessive²⁵. Ainsi, de ce point de vue, le discrédit de Versailles et du traité de Saint-Germain rendait davantage impensable l'idée d'une guerre contre l'Allemagne, qui ne tentait en fait que de réviser ces traités²⁶.

Il faut ajouter également que la position britannique était dictée par des considérations économiques. L'Allemagne se savait vitale au bien-être économique de l'Angleterre, ce qui l'amenait à croire que si les intérêts commerciaux n'étaient pas mis en danger et que l'équilibre des puissances occidentales demeurait inchangé, la Grande-Bretagne ne s'objecterait alors que faiblement aux projets allemands de réalisation en Europe orientale, en simple discours plutôt qu'en actions.

« En usant de menaces contre un État voisin sans défense, le gouvernement allemand soulèvera la réprobation du Royaume-Uni et compromettra gravement non seulement les négociations déjà entamées, mais les relations générales des deux pays »²⁷.

Le manque de préparation militaire de la Grande-Bretagne n'était ni une omission ni une erreur. Les dirigeants, non intéressés à arrêter Hitler dans sa marche vers l'Est, n'avait pas prévu dépenser pour une préparation militaire qu'ils ne comptaient pas utiliser. Ils prétendront plus tard que la Grande-Bretagne était faible. Selon l'historien Leibovitz, ce n'était rien de plus qu'une « commodité » afin de cacher leur politique délibérée d'acceptation de l'expansionnisme hitlérien²⁸.

²⁴ LEIBOVITZ, C. *op. cit.*, p. 22.

²⁵ ROCK. W.R. *op. cit.*, p. 6.

²⁶ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 19 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 215.

²⁷ Note de Corbin, ambassadeur de France à Londres, à Delbos, ministre des Affaires étrangères, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 378.

²⁸ LEIBOVITZ, C. *op. cit.*, p. 296.

Comme nous l'avons indiqué, les gouvernements français et britannique demeuraient pacifistes. Cependant, comme le mentionne l'historien Barbier, être pacifique « ne signifie pas que si l'on subit malgré soi la guerre, on doive renoncer aux moyens de la gagner »²⁹. De plus, comment la doctrine comportant l'absence de réaction et d'opération offensive se concilierait-elle avec les obligations découlant des traités d'alliances qui lient les puissances occidentales à différents pays de l'Europe centrale et orientale?

Les gouvernements de Londres et de Paris se bornèrent néanmoins, dans l'immédiat, et en ce qui touchait directement des événements de cette envergure, à des protestations de style, parce que la rapidité stupéfiante de l'annexion avait déconcerté et parce qu'il « était impossible d'invoquer les traités au bénéfice d'un État qui n'existait plus »³⁰. Les deux notes, presque identiques, ne s'élevèrent pas contre le fait de l'*Anschluss*, mais bien contre l'utilisation de la force contre un État indépendant³¹.

²⁹ BARBIER, J.B. *op. cit.*, p. 302.

³⁰ *Ibid.*, p. 369.

³¹ Note de Delbos, ministre des Affaires étrangères, à François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, du 11 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 375.

Conclusion

« Il est absolument faux, ont affirmé à l'unanimité les journaux berlinois, de prétendre que M. Schuschnigg ait dû se retirer devant un ultimatum du gouvernement du Reich. L'Allemagne n'a exercé à Vienne ni coercition, ni pression. Ce sont les propres collaborateurs de M. Schuschnigg qui ont exigé son départ. Si l'armée allemande a franchi la frontière, c'est à l'appel du nouveau gouvernement autrichien, régulièrement constitué. C'est aussi pour réprimer les insurrections marxistes qui déjà avaient fait couler le sang dans les rues de la capitale autrichienne. Le Führer n'a pas résisté à la voix de ses frères de race; en lui envoyant ses soldats, il a rendu la liberté à la population autrichienne si longtemps opprimée. En même temps, il a réalisé le vœu intime de tous les Allemands d'Autriche, qui souffraient cruellement d'être séparés de la mère-patrie. Il a, ainsi, accompli un pas décisif vers la constitution du grand empire qui doit réunir tous les Allemands en un seul peuple, sous la conduite d'un seul chef. *Ein Volk, Ein Reich, Ein Führer*. Adolf Hitler a donc scrupuleusement respecté le droit des gens. Il n'a fait qu'obéir à la voix de sa conscience allemande, en apportant la liberté à ses frères d'Autriche. D'autre part, en les délivrant du péril bolcheviste, il a fourni une nouvelle et importante contribution à la cause de la paix européenne »¹.

L'Allemagne, dans la période de l'entre-deux-guerres, aura joué la carte de la division des grandes puissances et de « l'anarchie européenne »². Elle misa sur ce point, nous l'avons démontré, afin de garantir la réussite de ses projets expansionnistes. En Autriche, le Reich misa sur les concessions. En effet, depuis le début de 1937, il parvint, sous prétexte de réclamer l'exécution intégrale du traité austro-allemand nouvellement conclu, à obtenir du chancelier autrichien des concessions aboutissant en fait à un abandon partiel de la souveraineté de l'État. Il ne restait donc qu'un pas à franchir en direction de la conclusion finale de ses plans, connus largement des délégations étrangères.

Le 12 mars 1938, l'Allemagne envahissait l'État autrichien sans pourtant engendrer de combat direct entre la population civile et militaire. Ce fait, surprenant en soi, aura amené plusieurs contemporains, les représentants britanniques principalement, et plusieurs historiens à croire ainsi qu'à présenter les événements

¹ Thèse lue le 12 mars 1938 à la radio, par le Dr. Goebbels, au nom du Führer. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 433.

² Note de la Direction politique, du 25 février 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 2, no 270.

comme un souhait réalisé de la population autrichienne même. Ceci ne fut jamais le cas. En réalité, pas plus qu'en 1919, le désir de la population ne fut pris en compte dans les projets des puissances étrangères. Ironiquement, le droit de libre disposition du peuple fut évoqué tant par les Alliés que par le Führer allemand afin de justifier leurs projets concernant l'Autriche. Néanmoins, dans tous les cas, même si aucun coup de feu ne fut tiré, les événements eurent au moins l'avantage de retirer la façade de légalité derrière laquelle le III^e Reich se dissimulait.

L'Autriche se retrouva traitée comme un pays occupé, une mise au pas dont Hitler possédait déjà l'expérience en Allemagne. D'ailleurs, une des différences historiques significatives entre l'Allemagne et l'Autriche dans les années 1930 se trouve dans le fait que la République allemande de Weimar aura succombé de l'intérieur à la prise de pouvoir des nazis pendant que l'État autrichien et son gouvernement réussirent à faire échouer en 1934 la tentative de révolte nazie, appuyée par les membres du parti allemand, afin de prendre le pouvoir de l'intérieur. Ce succès autrichien et le fait qu'en 1938 l'*Anschluss* a dû être imposé de l'extérieur par une force militaire supérieure sur un gouvernement autrichien toujours défiant fit la différence dans le traitement qui sera finalement imposé aux deux États germaniques dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale.

La République autrichienne aura vécu vingt ans de dissensions politiques et de difficultés économiques, couronnées par cinq années de crise nazie larvée, et finalement par cinq semaines d'insupportables tensions. « Beaucoup de ceux qui refusaient la domination hitlérienne l'acceptèrent alors par lassitude, comme une mauvaise solution encore préférable à l'absence de toute solution »³. Ce point explique également en partie la rapide capitulation de l'Autriche. Aucun mouvement nationaliste ne s'était alors développé. La République autrichienne ne résista donc pas d'elle-même parce qu'il lui manquait la volonté de vivre par elle-même.

À l'étranger, les puissances furent stupéfaites d'un effondrement aussi soudain et aussi complet de la résistance autrichienne. Londres, pour sa part, préféra préserver sa bonne entente navale et commerciale avec l'Allemagne. En fait, ce qui préoccupait

³ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* – op. cit., p. 24.

le gouvernement britannique n'était pas tellement la disparition de l'État en lui-même, mais la façon dont celui-ci était disparu. La France, quant à elle, réduite à l'impuissance par la chute du cabinet Chautemps au moment de l'annexion, ne pouvait offrir à l'Autriche que de vagues sympathies⁴. L'Italie, le troisième partenaire de Stresa, n'offrait même pas cette compassion.

De plus, il ne faut pas négliger le fait que les puissances occidentales se sont montrées, à un rare niveau, aveugles à la stratégie politique du Führer allemand. Un échange diplomatique entre François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, et Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, dès mai 1933, le démontre bien : « Quand Hitler jure qu'il ne désire rien tant que la paix et se défend de nourrir aucune intention belliqueuse, on peut admettre qu'il ne ment pas »⁵. Devant une telle opinion d'un représentant étranger, il n'est pas surprenant de voir que les puissances mêmes auront suivi cette même attitude d'aveuglement.

Il est cependant intéressant de signaler qu'avec l'*Anschluss*, avec cette avancée allemande, une situation nouvelle était apparue. Pour tous, le monde ne serait jamais plus ce qu'il avait été. L'annexion de l'Autriche par la force devait en fait marquer la fin de l'Europe née des traités de paix et le début de l'Europe de la guerre nazie. Jusqu'à ce moment, les violations au traité de Versailles perpétrées par l'Allemagne s'étaient faites au sein du Reich, la remilitarisation de la Rhénanie comprise. Elles furent tolérées, comme nous l'avons indiqué dans les premiers chapitres de cette recherche, faute de pouvoir s'y opposer directement. De plus, elles ne lésaient les intérêts directs d'aucun pays, tandis que l'*Anschluss* « ébranle les frontières européennes et supprime un État indépendant, qui passe dans le giron de l'Allemagne »⁶.

Dans l'historiographie européenne contemporaine de la Seconde Guerre mondiale, il n'y eut que peu d'articles ou d'études consacrés à l'*Anschluss*, que

⁴ BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche* – op. cit., p. 177.

⁵ Note de François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, à Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, du 9 mai 1933. *Documents diplomatiques français*, Série 1, tome 3, no 259.

⁶ Note du colonel Delmas, attaché militaire de France à Vienne, à Daladier, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, du 20 mars 1938. *Documents diplomatiques français*, Série 2, tome 8, no 530.

plusieurs historiens, dont Kreissler, qualifièrent cependant d'événement-clé de l'après-guerre « versaillais », puisqu'il devait faire basculer d'un seul coup « l'équilibre européen laborieusement mis au point par les traités de Versailles et de Saint-Germain »⁷. L'Autriche, à l'inverse de l'Allemagne, n'occupa pas le devant de la scène durant cette période menant à ce second conflit, et elle ne suivit pas non plus la politique d'agression et d'expansion qui fut celle qu'adopta le III^e Reich dans les années 1930. Ainsi, le nombre d'études qui lui furent consacrées démontre bien l'importance accordée à l'histoire autrichienne par les historiens contemporains. Encore une fois, l'Autriche se retrouvait dans l'ombre de l'Allemagne.

Les thèses avancées par les différents historiens étudiés, relatives aux événements du printemps 1938 en Autriche, se concentrèrent généralement en deux tendances principales : l'Autriche fut une participante ou une victime du plan allemand d'annexion. Cependant, elle ne fut complètement ni l'une ni l'autre. En effet, il est impossible de se représenter l'Autriche comme une participante, dès que l'on considère qu'une minorité seulement de la population, estimée au plus à 30%, désirait l'intégration au Reich allemand. Certes, cette minorité était bruyante, mais son pourcentage n'en demeure pas moins le même. L'arrivée d'Hitler fut saluée par une foule dans la capitale viennoise, une foule constituée de membres nationaux-socialistes, de partisans autrichiens du III^e Reich, mais tout de même une minorité.

Il ne faut pas oublier également le fait que l'annexion fut malgré tout un acte de violence, une entreprise militaire qui allait mettre fin au système des frontières instaurées en 1919 et considérées comme intangibles. Des troupes armées franchirent la frontière autrichienne et marchèrent sur son sol. Une armée pénétra dans la capitale viennoise et son chancelier se retrouva prisonnier, victime d'hommes à la solde d'un gouvernement extérieur. Ainsi, il est impossible de considérer que l'Autriche désirait s'unir à l'Allemagne hitlérienne, que la population autrichienne dans sa majorité désirait sa disparition.

⁷ KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion* - op. cit., p. 9.

Mais l'Autriche fut-elle victime de la puissance et du désir hégémonique allemands? Bien certainement. Toutefois, elle ne fut pas la victime sans défense que certains auteurs tentent de présenter. Sa force militaire et démographique ne faisaient pas le poids en face d'une Allemagne dans la phase finale de son réarmement et contrôlée par un dirigeant politique des plus ambitieux. Pourtant, avec un système d'alliances adéquat et efficace, l'Autriche aurait pu demeurer entière, neutre, telle qu'elle l'est aujourd'hui.

De plus, l'*Anschluss* devait survenir au moment même où l'État autrichien débutait sa prise de conscience propre, comme le démontre très bien Felix Kreissler dans son étude sur le sujet⁸. Appuyée à l'intérieur, défendue de l'extérieur, l'Autriche aurait eu une chance. Malheureusement, cet appui, elle ne le détenait pas. Les puissances qui avaient forgé sa constitution en 1918, qui avaient empêché en premier lieu son annexion lorsque celle-ci était désirée, ces mêmes puissances s'étaient détournées, vingt ans plus tard, de leur dessein premier, qui était de préserver l'indépendance autrichienne. L'État autrichien s'était retrouvé assujéti en premier lieu au contrôle imposé par les Alliés dès 1919. Ce sera ce même contrôle étranger qui fera défaut en 1938.

Dès la signature des traités de paix suivant la Première Guerre, les alliances avaient commencé à s'effriter. La France se retrouvait alors opposée à une adversaire qu'elle méconnaissait, soit la Grande-Bretagne, qui ne voulait pas voir se substituer en Europe une domination française à celle allemande. De plus, les conséquences du conflit mondial avaient entamé fortement ses piliers économiques et démographiques. À ces points, il faut ajouter le fait que l'opinion française était alors résolument pacifiste⁹. Le souvenir des massacres de 1914-1918 demeurait présent, et Paris ne se souciait plus que de la sécurité de ses frontières afin d'éviter un nouveau conflit.

Si, en mars 1938, le désir d'agir était toujours présent en France, cette dernière demeurait impuissante et absorbée par ses propres problèmes, particulièrement en ce qui a trait à sa politique intérieure, mais également au plan de sa politique extérieure,

⁸ KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne*. 2 volumes.

⁹ DREYFUS, F.-G. *1919-1939. L'engrenage*. Paris, Éditions de Fallois, 2002, p. 360-363.

axée sur son besoin en sécurité¹⁰. De plus, la répugnance de l'Empire britannique à se voir impliqué dans une grande guerre européenne maintiendrait la puissance française à distance d'une réaction, et ce point aura une forte influence sur l'attitude française.

Dans une large mesure, l'absence de réaction militaire française en mars 1938 fut le résultat d'une politique gouvernementale délibérée, et non l'impuissance due à la panique d'un gouvernement pris par surprise. La position du gouvernement français, au contraire, est restée fort en deçà des engagements qu'il avait pris et qu'il avait renouvelés publiquement dans les derniers instants. Il s'était aligné sur la politique britannique et il avait alors abandonné un État dont il avait garanti la souveraineté et l'intégrité territoriale. La France, seule, aux prises avec ses problèmes démographiques, industriels et économiques, incapable de défendre efficacement son propre territoire et encore moins ses alliés, ne pouvait songer à mener une guerre victorieuse qu'avec des alliances. Plus que jamais, il lui était nécessaire d'obtenir d'abord l'appui de l'Angleterre, ce que celle-ci lui refusait.

En 1934, Mussolini avait repoussé une première tentative d'*Anschluss* en mobilisant une partie de l'armée italienne, sans bénéficier de la part de la France du moindre concours, sauf en paroles creuses¹¹. Puis, moins d'un an après les faits, Paris avait conclu avec Londres et Rome le « front de Stresa », où se retrouva principalement réaffirmé le maintien de la souveraineté autrichienne. En 1938, moins de trois ans plus tard, sans l'appui italien qu'elle possédait en 1934, la France déclarait officiellement son désir d'intervenir. Seulement, personne n'était dupe. L'État français ne s'opposerait pas de front à la menace allemande, mais sauverait les apparences en démontrant son souci d'intervention, en se servant de l'isolationnisme britannique afin de justifier son impuissance. Hitler l'avait compris avant d'agir. Il ne s'était pas trompé.

En effet, la Grande-Bretagne privilégiait de loin la préservation de sa bonne entente avec l'Allemagne au maintien de la souveraineté autrichienne. En réalité, dans cette crise, ce fut Londres qui mena le jeu, et l'opinion anglaise était encore plus

¹⁰ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 36.

¹¹ BARBIER, J.B. *op. cit.*, p. 359-360.

pacifiste que celle française¹². En effet, à aucun moment la France n'avait pensé qu'elle pouvait agir sans les Britanniques. Si, comme le soutient l'historienne Lacroix-Riz, seule une attitude extrêmement ferme de la France et de l'Angleterre pouvait sauver l'Autriche, Berlin ne courait donc aucun risque¹³.

L'Anschluss, comme nous l'avons démontré, fut la première conquête extérieure d'Adolf Hitler. Elle fut en même temps le premier acte de la Seconde Guerre mondiale. La chute de Vienne, en mars 1938, avait fait s'évanouir le monde irréel de Versailles. Elle avait détruit en même temps l'équilibre général entre les puissances du continent et le système des frontières institué en 1918-1919 par les Alliés victorieux. De plus, l'annexion devait conduire ensuite les forces hitlériennes en direction de la Tchécoslovaquie.

Plus importants que les effets militaires et stratégiques de l'*Anschluss* sont ses effets psychologiques. Il ne s'agissait pas seulement d'un premier changement au *statu quo* de Versailles. L'indépendance autrichienne dépendait non pas de politiques internes, mais bien d'une politique européenne. Ainsi, l'annexion de l'Autriche démontra plutôt une renonciation intervenue depuis longtemps dans les esprits¹⁴. Au regard des événements, ce qui importa davantage devenait la façon dont le changement fut effectué. Chantage et recours à la force se sont révélés payants, non dans un territoire lointain, mais bien au cœur de l'Europe même. Non seulement l'équilibre avait été compromis sur le continent, mais il l'avait été si facilement que de nouveaux coups ne pouvaient manquer de venir l'ébranler de nouveau.

Si les deux camps continuèrent de discuter de paix dans les dix-huit mois qui suivent l'*Anschluss*, les puissances occidentales particulièrement commencèrent à se préparer sérieusement à la guerre. Le « front de Stresa » avec l'Italie était enterré sous les sables de l'Éthiopie. L'Amérique demeurait isolée et désintéressée. L'Europe, elle, se préparait au conflit qui s'annonçait.

¹² BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 240.

¹³ LACROIX-RIZ, A. *op. cit.*, p. 423.

¹⁴ BROOK-SHEPHERD, G. *op. cit.*, p. 246-247.

Lernet-Holenia écrivait, concernant les événements de mars 1938 :

« Sur nos frontières déferle l'armée allemande, probablement la plus redoutable du monde. Mais elle n'a pas besoin de tirer un seul coup de feu. L'Autriche tout entière lui dresse des arcs de triomphe. [...] Tout ce qui s'opposait encore à eux est tombé et se relève en leur honneur. Les rues retentissent des cris d'une foule en liesse ou de gens qui font comme s'ils étaient en liesse. [...] Il ne sert à rien d'essayer de résister, car le laid est plus fort que nous, beaucoup plus fort, infiniment plus fort; il a en lui toute la violence du monde et si plus tard il n'avait plus son visage d'aujourd'hui, il prendrait une forme plus hideuse encore »¹⁵.

¹⁵ LERNET-HOLENIA, A. *Le comte de Saint-Germain*. Paris. C. Bourgois, 1994 [1948], p. 255-256.

Bibliographie

1. Sources primaires

A) Archives

Diplomacy and intelligence during the Second World War, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Documents diplomatiques français. 1932-1939 -France. Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945. Paris, Impression Nationale, 1963.

Documents of British Foreign Policy, 1918-1939. Second Series and Third Series, London, H.M. Stationery Office, 1946-1957.

B) Mémoires et récits de l'époque :

GEDYE, George Eric Rowe. *Betrayal in central Europe; Austria and Czechoslovakia : the fallen bastions*, New York, Harper, 1939, 499 p.

GEDYE, George Eric Rowe. *Suicide de l'Autriche. La tragédie de l'Europe centrale*, Paris, Union latine d'éditions, 1940, 348 p.

HITLER, Adolf. *Mein Kampf (My struggle)*, London, Hurst & Blackett, 1933, 285p.

PUAUX, Gabriel. *Mort et transfiguration de l'Autriche, 1933-1955*, Paris, Plon, 1966, 205 p.

SCHUSCHNIGG, Kurt von. *Austrian Requiem*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1946, 322 p.

SCHUSCHNIGG, Kurt von. *Autriche, ma patrie*. Paris, Librairie Plon, 1938, 287 p.

SCHUSCHNIGG, Kurt von. *The Brutal Takeover – The Austrian ex-Chancellor's account of the Anschluss of Austria by Hitler*, New York, Atheneum, 1971, 384 p.

2. Monographies

A) Autriche

BROOK-SHEPHERD, G. *Anschluss : the rape of Austria*, Westport, Greenwood Press, 1976, 222 p.

BROOK-SHEPHERD, G. *L'Anschluss : Les nazis en Autriche*, Paris, Presses de la Cité, 1964, 255 p.

BROOK-SHEPHERD, G. *Prelude to infamy. The story of Chancellor Dollfuss of Austria*. New York, Obolensky, 1962, 302 p.

GEHL, J. *Austria, Germany, and the Anschluss, 1931-1938*, London, Oxford University Press, 1963, 212 p.

KINDERMAN, G.-K. *Hitler's Defeat in Austria 1933-1934 : Europe's first containment of Nazi expansionism*, Boulder, Westview Press, 1988, 234 p.

KREISSLER, F. *De la révolution à l'annexion : l'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, 417 p.

KREISSLER, F. *L'Anschluss, une affaire européenne*. Rouen, Centre d'études et de recherches autrichiennes, 1991, 192 p.

KREISSLER, F. *La prise de conscience de la nation autrichienne. 1938 -1945 - 1978*, volume 1, Paris, Presses universitaires de France, 1980, 483 p.

LOW, A.D. *The Anschluss movement, 1918-1919 and the Paris Peace Conference*, Philadelphia, The American Philosophical Society, 1974, 495 p.

LUZA, R. *Austro-German Relations in the Anschluss Era*, London, Princeton University Press, 1975, 440 p.

SUVAL, S. *The Anschluss question in the Weimar era: a study of nationalism in Germany and Austria, 1918-1932*. Baltimore, John Hopkins Press, 1974, 240 p.

TOMKOWITZ, G. et D. Wagner. *Anschluss. The Week Hitler Seized Vienna*, New York, St. Martin's Press, 1971, 255 p.

B) France

ADAMTHWAITE, A. *France and the coming of the Second World War, 1936-1939*. London, F. Cass, 1977, 434p.

ADAMTHWAITE, A. *Grandeur and misery France's bid for power in Europe, 1914-1940*. New York, St. Martin's Press, 1995, 276p.

BARBIER, J.B. *Le pacifisme dans l'histoire de la France*, Rennes, Presses des Imprimeries Réunies, 1966, 448 p.

BOYCE, R. *French Foreign and Defence Policy 1918-1940 : The decline and fall of a great power*, London, Routledge, 1998, 294 p.

CZERNIN, F. *Versailles, 1919 : the forces, events, and personalities that shaped the treaty*, New York, Putnam, 1964, 437 p.

DREYFUS, F.-G. *1919-1939. L'engrenage*. Paris, Éditions de Fallois, 2002, 395 p.

DUROSELLE, J. B. *La décadence, 1932-1939*. Paris, Impr. Nationale, 1979, 568p.

JACKSON, P. *France and the Nazi menace : intelligence and policy making, 1933-1939*. Oxford, Oxford University Press, 2000, 446p.

LACROIX-RIZ, A. *Le choix de la défaite – Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, 672 p.

MARTIN, B. F. *France in 1938*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2005, 252p.

RENOUVIN, P. « Les relations franco-anglaises (1935-1939) : Esquisse provisoire » dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939: communications présentées aux colloques franco-britannique tenus à Londres (Imperial Museum) du 18 au 21 octobre 1971 à Paris*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, 440 p.

C) Angleterre

JAMES, R. R. *A study in failure 1900-1939*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1970, 371 p.

LEIBOVITZ, C. *The Chamberlain – Hitler Deal*, Edmonton, Éditions Duval Inc., 1993, 487 p.

ROCK, W.R. *British Appeasement in the 1930s*, London, Edward Arnold, 1977, 111 p.

3. Ouvrages généraux

MILZA, P. *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Collection Cursus, série « Histoire », Paris, Armand Colin, 2^e édition, 1998, 192 p.

TABOUIS, G. *Vingt ans de suspense diplomatique*, Paris, Éditions Albin Michel, 1958, 410 p.

4. Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

ALEXANDER, M.S. « In defense of the Maginot Line : Security policy, domestic politics and the economic depression in France » dans *French Foreign and Defence Policy 1918-1940 : The decline and fall of a great power*, London, Routledge, 1998, p. 143 à 178.

BARIÉTY, J. « La conférence de la paix de 1919 et la nation allemande » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 28, numéro 1 (janvier-mars 1996), Paris, Armand Colin, 1996, p. 87 à 111.

BIELKA, E. « L'Autriche et la France 1938-1945 » dans *Relations Franco-autrichiennes 1870-1970. Acte du colloque de Rouen 29 février-2mars 1984*. Université de Rouen, Centre d'études et de recherches autrichiennes, 1986, p.204 à 220.

BLED, J.-P. « Les Allemands d'Autriche et la question nationale (1850-1918) » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 28, numéro 1 (janvier-mars 1996), Paris, Armand Colin, 1996, p. 71 à 86.

BOCK, H. M. « Initiatives socio-culturelles et contraintes politiques dans les relations entre la France et l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 34, numéro 3 (juillet-septembre 2002), Paris, Armand Colin, 2002, p. 297 à 310.

DUROSELLE, J-B. « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France : l'exemple de 1938 et 1939 » dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939: communications présentées aux colloques franco-britanniques tenus à Londres (Imperial Museum) du 18 au 21 octobre 1971 à Paris*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1975, p. 214 à 238.

HUMBERT-KNITEL, G. « La République brûle-t-elle? Ou les débuts mouvementés de la République d'Autriche 1918-1934 » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 35, numéro 1 (janvier-mars 2003), Paris, Armand Colin, 2003, p. 19 à 29.

HUSSON, É. « Hitler et la Grande-Bretagne (1933-1939). Comment l'idéologie nationale-socialiste a rendu impossible un « compromis révisionniste » » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, numéro 2 (avril-juin 2006), Paris, Armand Colin, 2006, p. 247 à 261.

SCHAMBECK, H. « La destinée « européenne » de l'Autriche » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, numéro 1 (janvier-mars 2006), Paris, Armand Colin, 2006, p. 113 à 134.

SOUTOU, G.-H. « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres » dans *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, numéro 2 (avril-juin 2006), Paris, Armand Colin, 2006, p. 165 à 184.

5. Récits de fiction

LERNET-HOLENIA, Alexander. *Le comte de Saint-Germain*. Paris. C. Bourgois, 1994 [1948], 258 p.

LERNET-HOLENIA, Alexander. *Le comte Luna*. Paris, C. Bourgois, 1999 [1955], 233 p.

6. Guides méthodologiques

Guide de présentation et d'évaluation des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat, nouvelle édition revue, corrigée et mise à jour, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, mars 2001, 62 p.